

DOSSIER ANNUEL

# BOVINS LAIT

Année 2025  
Perspectives 2026

N° 564  
Mars 2026

# Économie de l'élevage



## COLLECTE EN HAUSSE EN 2025

une pression  
croissante sur les prix

LE MARCHÉ DU LAIT  
De la pénurie à l'abondance

LES RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS  
Des hausses pleines de contrastes

PRÉVISIONS 2026  
Légère érosion de la production européenne en 2026 après le record de 2025



## LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

**RÉDACTEUR EN CHEF :** Boris DUFLOT

### RÉDACTEURS :

- Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : Mylène BERRUYER, Baptiste BUCZINSKI, Denis FOLLET, Christine GOSCIANSKI, Yannick PECHUZAL, Benoît RUBIN.
- Ingénieurs INOSYS Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : Gwendoline ELLUIN, Baptiste GENIN, Mathilde JOUFFROY, Monique LAURENT, Franck LAVEDRINE, Amandine MENET, ainsi que Nathalie SABATTE (CA Mont Blanc) et Sophie TIRARD (CAB).
- CNIEL : Benoît ROUYER (chapitre 5).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



### CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

• **Inosys Réseaux d'élevage :** ABGRALL Nadine (CAB), AUFFRAIS Alice (CA 17/79), ANDRIEU Angélique (CA 05), BERAT Héroïse (CA59/62), BONNARD Alix (CA 69), BOUCHARD Yann (CA 15), BRUNET Sébastien (CA 47), BUREL Séverine (CRA Normandie), CARRERE François (CAB), CHARPIOT Aurore (CA 39), CHEMIN Anthony (CA 80), CHEVALIER Guillaume (CRA PDL), CROHARE Benoît (CA64-40), DEJEAN Olivier (CA 24), DELARUE Estelle (CA 15), DELESSE Lisa (ALYSE), DURAND Martine (CA 23), DURANT Solène (CA 86), DUVERNOY Clotilde (CA IDF), FERRAND Nathalie (CA 18), FERRE Lisa (CA 36), FERRY Camille (CA 52), FOLLET Denis (Idele), FOULON François (CA 60), GABORIAU Laurent (CRA PDL), GANGNERON Alexis (CA 81), GARNIER Cédric (CRA Normandie), GARNIER Jean-Philippe (CA 03), GOMAS Anne Laure (CA 17/79), GAYRAL Thierry (CA 46), GERVAIS Florine (CRA Normandie), HUCHON Jean-Claude (CRA PDL), KAUMANNNS Anaïs (CA 57), LARDEREAU Audrey (CIA 25/90), LEBORGNE Gaëtan (CA 02), LEFEVRE Laurent (CA 71), LE GALL Anne (CA 08), LERAY Fanny

(CRA Normandie), LEROUGE Adélaïde (CRA Normandie), MARIE Floriane (CRA Normandie), MARTISCHANG Anne Laure (CDA Alsace), MILAN-BALIZEAUX Lisa (CA 55), MONIER Jean-Pierre (CA 42), MORIN Charlotte (CRA PDL), NAEL Elsa (GAB 44), PACCAUD Philippe (CA 01), PAILLEUX Marie-Claire (CA 63), PASQUIER Diane (CA 16), PETIT Aurore (CA 12), PINGUET Juliette (CA 63), PIOCHE Marie-Christine (CA 70), QUINETTE Mickaël (CRA Normandie), RAGE Baptiste (CA 63), ROCHE Claude (CA 43), RONDEAU Domitille (CRA PDL), SABATTE Nathalie (CA 73/74), SAUNIER Catherine (CA 12), SERGY Agathe (CAB), SOULA Axelle (CA 31), TIRARD Sophie (CAB), VABRE Marion (CA 12), VAYE Hugo (CE 37), VIAL Rémi (CA 88), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VIGIER Vincent (CA 15), VIGOUREUX Audrey (CA 38), VIRELY Thaïs (CA 69), VIVANT Marthe (CA 41), ZIELINSKI Coralie (CRA PDL), ZSITKO Jean-Marc (CA 54).

### FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Confédération Nationale de l'Élevage



**MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Confédération  
Nationale de l'Élevage**  
**CNE**

# Collecte et revenus en hausse en 2025 mais une pression croissante sur les prix

L'année 2025 s'inscrit dans une dynamique paradoxale : malgré une forte déprise de son cheptel, la filière laitière française a bénéficié d'une conjoncture exceptionnelle avec des prix du lait incitatifs, un recul des coûts des aliments et une météo propice. Cependant, l'abondance de la collecte au second semestre, couplée à une balance commerciale sous pression, s'est traduite par une moindre vigueur du marché français.

En France, la collecte a enregistré un net rebond de 2,2% /2024 (24,20 Mt) malgré une 11<sup>ème</sup> année de décapitalisation consécutive (3,22 millions de têtes, -2,5 %). La filière a compensé cette perte de cheptel par une nette hausse du rendement par vache (+5,2% /2024), soutenue par des fourrages de qualité et en quantité, une complémentation optimisée par la baisse du prix des aliments et une robotisation croissante de la traite.

À l'échelle de l'UE-27, la collecte a progressé de +1,8% (147 Mt), portée par un second semestre exceptionnel (+3,9%). La France, l'Allemagne (+1,2%), la Pologne (+2,3%), les Pays-Bas (+2,2%) et surtout l'Irlande (+5,0%) ont alimenté cet afflux de lait.

Le prix du lait a atteint des records en 2025. En France, le prix réel payé (toutes qualités confondues) s'est élevé à 515 €/1 000 l. Associé à la hausse du prix des bovins et la baisse des charges, cette conjoncture a permis de dégager un résultat moyen record de 57 800€ par UMO exploitant. Cependant, des disparités existent : les systèmes de plaine ont largement devancé les systèmes de montagne et le bio. Dans l'UE, le prix moyen du lait a atteint un record annuel de 525 €/t (+8% /2024) mais a amorcé un repli au dernier trimestre.

Si la consommation de produits laitiers des ménages français a résisté (+0,2% en volume), la consommation apparente globale a bondi de 6,3%. L'excédent de collecte a été dirigé vers la fabrication de produits industriels dont les volumes en partie stockés gonflent les bilans de consommation. À l'échelle de l'UE, la consommation a progressé de 1%.

Le solde commercial laitier français s'est dégradé de 19% (2,88 Mrds €), pénalisé par des importations massives et des exportations en repli malgré un sursaut en fin d'année. À l'inverse, l'excédent de l'UE s'est renforcé (25,8 Mds €, +3,9 %), porté par un rebond des exportations de nombreux produits notamment les fromages et la poudre maigre.

Si 2025 restera une année favorable pour la rentabilité des exploitations laitières, l'afflux de lait observé en seconde partie d'année laisse entrevoir un début d'année 2026 marqué par une baisse du prix du lait. La production laitière européenne pourrait amorcer un repli de 0,5% /2025.

## SOMMAIRE

### 2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2025

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

### 4/ PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

Rebond de la collecte et pression sur les débouchés

### 10/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

- Lait spécialisé de plaine
- Lait et viande bovine de plaine
- Lait et cultures de vente
- Lait des montagnes de l'Est
- Lait des montagnes et piémonts du Sud
- Lait bio des montagnes et piémonts du Sud

### 22/ PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

Net rebond de la collecte européenne au second semestre 2025

### 32/ L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2025

### 36/ QUELLES PRÉVISIONS POUR 2026?

Légère érosion de la production européenne en 2026 après le record de 2025

# LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2025

## HIVER

### Recul de la collecte laitière française au premier trimestre

qui demeure fragilisée par les effets persistants de la FCO dans le Nord-Est.



### Fourrages 2024 abondants

mais de faible qualité.

### Détente des prix des intrants

Recul du prix des intrants alimentaires favorisant la complémentation.



### Des ventes en magasins généralistes dynamiques

En 2024, la consommation de produits laitiers par les ménages a progressé (+0,5% /2023 en équivalent lait). Cette tendance s'est poursuivie sur les trois premières périodes de l'année 2025 (+1,2%).



## PRINTEMPS

### Un printemps porteur pour la collecte laitière française

La collecte laitière se redresse. La mise à l'herbe s'est déroulée dans de bonnes conditions. Les fourrages d'herbe récoltés en 2025 sont de bonne qualité et permettent une bonne complémentation à l'auge.

Des coûts d'aliment compétitifs contribuent à soutenir la productivité laitière.

### Manque de beurre et de matières grasses laitières en UE

L'UE importe plus, notamment depuis les pays qui bénéficient de baisses de droits de douane : Royaume-Uni, Ukraine, Nouvelle-Zélande. Même les États-Unis, qui ne bénéficient pas d'avantage tarifaire, exportent vers l'UE.

### Printemps précoce et sec

favorable à la pâture et à des premiers cycles d'herbe de qualité.

### Les États-Unis montrent les muscles

A partir du 5 avril, un droit de douane additionnel de 10% s'applique sur l'ensemble des exportations à destination des États-Unis.

### La Commission européenne publie ses propositions pour la PAC post-2027 :

fonctionnement en boîte à outils, disparition de l'architecture en deux piliers, cofinancements nationaux et subsidiarité renforcés

## ÉTÉ

### Net rebond de la collecte estivale française

La collecte progresse grâce à des fourrages récoltés qualitatifs, un prix de l'aliment en baisse, un prix du lait incitatif.

### Été sec, parfois caniculaire,

anéantissant les 2<sup>èmes</sup> cycles d'herbe tardifs et nécessitant la distribution de stocks. Quelques orages localisés sauvent les maïs ou les ravagent.

### Apparition du premier cas de DNC

en juin en Savoie : restrictions de mouvements de bétail et vaccination d'urgence mises en œuvre. L'épidémie s'est rapidement étendue à d'autres départements.

### Arrivée de la FCO

en Bretagne, Pays de la Loire et Normandie dès la fin juin. Des problèmes de fertilité vont décaler les mises bas.

### L'UE plie face aux États-Unis

Après plusieurs phases de tensions afin d'éviter la mise en œuvre de droits de douane à 30% et de les limiter à 15%, la Commission européenne annonce le 27 juillet 2025 être parvenue à un accord avec le gouvernement des États-Unis.

## AUTOMNE

### Net rebond de la collecte laitière fin 2025

Des conditions climatiques favorables ont permis une production en quantité et de très bonne qualité en herbe et maïs ensilage. Le prix du lait a incité les éleveurs à maintenir leur effectif de vaches laitières. La productivité par vache s'est accrue avec la robotisation, associée à une complémentation en concentrés facilitée par des coûts compétitifs.

### La météo automnale

est favorable à la pousse de l'herbe. Les rendements des maïs ensilages sont souvent en dessous des moyennes mais la qualité est au rendez-vous.

### Signature finale de l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur

reportée à janvier 2026. Des contingents équivalents de produits laitiers (fromages, poudres et lait infantile) doivent être ouverts pour l'UE comme pour le Mercosur.

### Protectionnisme chinois

À la suite de l'enquête pour anti-dumping, le Ministère du commerce chinois (MOFCOM) rend public ses décisions préliminaires le 22 décembre 2025. Des droits de douane additionnels compris entre 28,6% et 42,7% sont appliqués sur les fromages et la crème d'origine UE.

### Faible hausse de l'inflation alimentaire

en 2025 (+1,3% /2024)



# 2

## PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

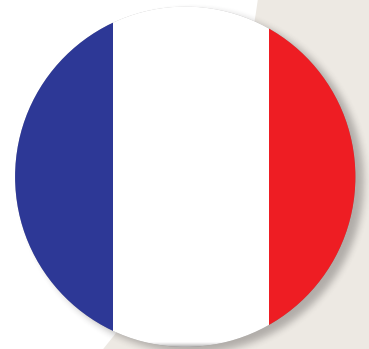
### Rebond de la collecte et pression sur les débouchés

L'année 2025 a été marquée par un net rebond de la collecte laitière française, malgré l'érosion continue du cheptel national. Cette hausse a été portée par des fourrages de qualité, un prix du lait incitatif, des coûts d'alimentation compétitifs et des gains de productivité accrus par la robotisation.

La consommation des ménages a fait preuve de résilience mais elle n'a pu absorber l'afflux de collecte, entraînant une hausse des fabrications de produits de commodités.

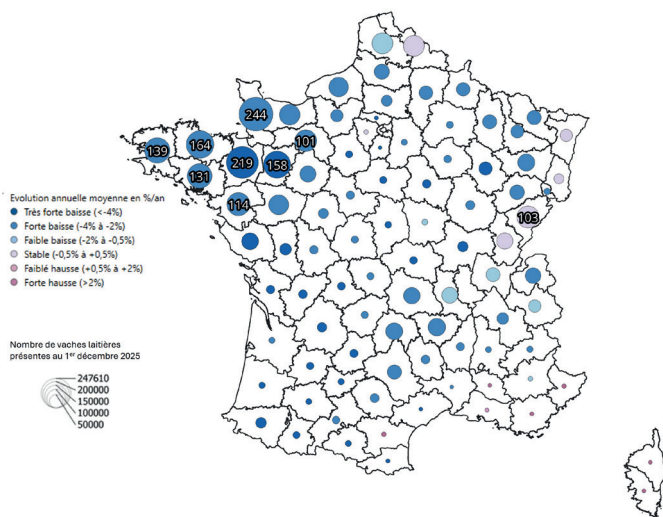
Malgré un sursaut des exportations au dernier quadrimestre, l'excédent commercial s'est fortement contracté sous la pression d'importations massives depuis l'UE.

Enfin, si la filière biologique a enregistré une troisième année de recul de collecte, le regain de consommation observé en fin d'année dans les magasins généralistes laisse espérer un point d'inflexion pour 2026.



### CHEPTEL 2025

FIG. 1 : CHEPTEL DÉPARTEMENTAL LAITIER ET ÉVOLUTION ANNUELLE - 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2025



Nombre de vaches indiqué pour les départements de plus de 100 000 vaches  
 Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-NORMABEV - Actualisation janvier 2026  
 Cartographie QGIS

Sur un an au 1<sup>er</sup> décembre 2025  
 baisse du cheptel laitier de  
**-2,5%**

### L'érosion du cheptel laitier s'est poursuivie en 2025

Pour la 11<sup>ème</sup> année consécutive, le cheptel national de vaches laitières a poursuivi son déclin en 2025. En décembre, il s'élevait à 3,22 millions de têtes, en recul de 2,5% par rapport à décembre 2024, soit une perte de 83 500 têtes. Ce recul, accentué par une pression sanitaire persistante, porte la déprise à 15,9% depuis le pic de décembre 2014 (3,83 millions de têtes), représentant une disparition totale de 610 000 têtes.

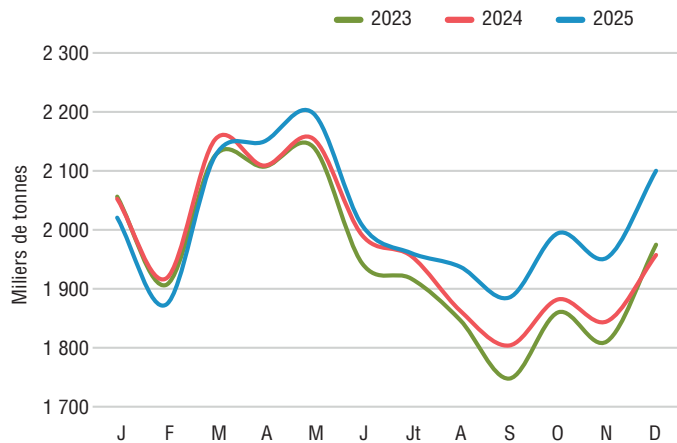
Le mouvement de déprise reste particulièrement sévère dans le Sud-Ouest, avec des baisses de cheptel marquées en Nouvelle-Aquitaine (-4,6% /2024) et en Occitanie (-2,6%) (Fig.1). En Bretagne, 1<sup>ère</sup> région laitière, la décroissance engagée depuis 2019 s'est poursuivie avec 21 500 vaches en moins en 2025 (-3,3%), tous les départements bretons sont touchés (Fig.1). Les Pays de la Loire enregistrent un recul de 3,7%, avec un point bas en Vendée (-4,3%). En Mayenne, quatrième département français en effectifs, le cheptel a reculé de 3,9%. La Normandie résiste mieux (-2,3%), notamment dans la Manche et le Calvados.

Le Nord et l'Est de la France ont connu une dynamique laitière plus favorable malgré les effets de la FCO qui avait durement frappé ces régions à l'automne 2024. Le repli du cheptel y est plus contenu : -0,9% dans les Hauts-de-France, -1,3% en Bourgogne-Franche-Comté, -1,8% en Auvergne-Rhône-Alpes et -2,5% dans le Grand Est. Certains départements affichent même une relative stabilité : le Doubs (-0,1%), le Jura (-0,3%), le Nord (-0,2%), le Bas-Rhin (-0,1%) et le Haut-Rhin (-0,2%).

La Manche demeure le premier département français en effectifs de vaches laitières, devant l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-d'Armor et la Mayenne.

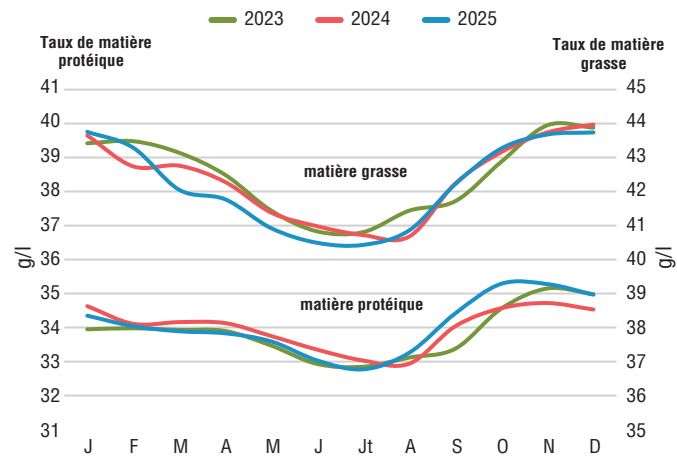
## COLLECTE ET PRIX 2025

FIG. 2 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN FRANCE



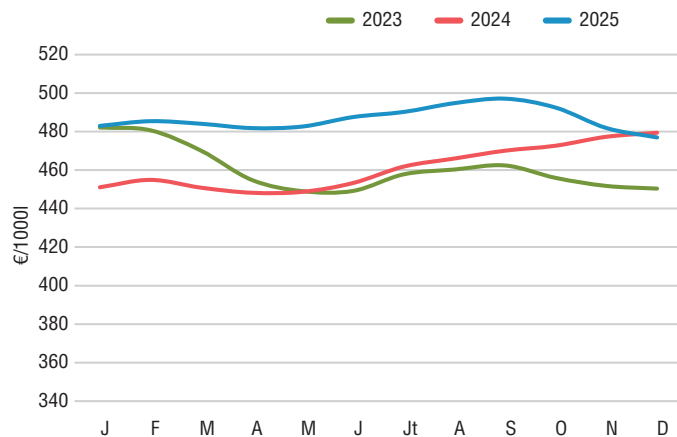
Source : GEB - Institut de l'élevage d'après Eurostat

FIG. 3 : ÉVOLUTION DES TAUX DE MATIÈRE PROTÉIQUE ET GRASSE EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 4 : ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE (32 G DE TAUX PROTÉIQUE ET 38 G DE TAUX BUTYREUX)



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après FranceAgriMer

**En 2025, la collecte laitière française a de nouveau rebondi, grâce à des fourrages qualitatifs. Un prix du lait incitatif a encouragé les éleveurs à optimiser l'alimentation des troupeaux, dans un contexte rendu plus favorable par le repli des cours des céréales, des concentrés et des correcteurs azotés. Parallèlement, la robotisation de la traite a poursuivi son essor, soutenant la productivité par vache.**

### Progression de la collecte dans un contexte porteur

La collecte française de lait a progressé de 2,2% en 2024, signant une deuxième année consécutive de rebond, pour atteindre 24,20 millions de tonnes en 2025 (Fig.2). Ce volume reste toutefois inférieur de 4,2% au record de 2014. Le lait biologique a représenté 4,8% de la collecte totale, en recul pour la troisième année consécutive, tandis que le lait conventionnel a atteint 23,04 millions de tonnes (+2,6%). La part de la France dans la collecte européenne a progressé légèrement à 16,5%, avec une hausse plus soutenue que la moyenne européenne (+1,8%).

La marge MILC a poursuivi sa progression en 2025 pour s'établir à 246 €/1 000 l, dans le prolongement de la dynamique engagée en 2022. La hausse du prix du lait et des bovins, combinée à un léger repli de l'indice IPAMPA qui mesure une partie des charges d'élevages, a soutenu les revenus. En revanche, les coûts salariaux, les travaux partiels et les assurances, non comptabilisés dans cet indice ni dans la MILC, étaient en hausse en 2025. Des conditions climatiques clémentes ont permis des fourrages abondants et de qualité. Cette conjoncture porteuse a incité les éleveurs à maintenir les troupeaux. Parallèlement, la productivité par vache a bénéficié de l'essor de la robotisation et d'une complémentation plus forte en concentrés à coûts compétitifs. Certains éleveurs ont différé leur départ à la retraite pour bénéficier de ce contexte favorable.

La hausse de la collecte a concerné presque tous les bassins, avec une accélération à partir de septembre. Seul le Grand Est a reculé (-2%). Les plus fortes progressions ont été observées en Auvergne-Rhône-Alpes (+4,3%), en Bretagne (+3,9%), première région laitière avec 5,46 milliards de litres, et en Normandie (+2,6%). L'apparition de la FCO dans le Grand Ouest à l'été 2025 n'a pas pesé sur les volumes de l'année, mais pourrait peser plus lourdement en 2026 avec la baisse de fertilité.

### Rendements en hausse

Le rendement apparent du cheptel laitier français a fortement progressé en 2025 (+5,2% /2024), pour approcher 8 100 kg/ML/an. Son évolution reste irrégulière, influencée notamment par l'alimentation, la robotisation et les aléas climatiques ou sanitaires. En 2025, la teneur en matière grasse du lait a légèrement diminué à 42,21 g/l (-0,15 g/l), tandis que la teneur en matière protéique a légèrement progressé à 34,06 g/l (+0,06 g/l) (Fig.3). Cette légère détérioration des taux a contribué à une augmentation relativement plus faible de la collecte laitière en matière solide utile (+2,1%/2024).

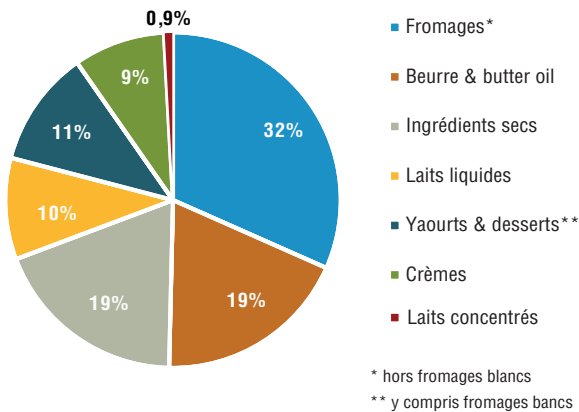
### Un prix du lait en hausse en 2025

L'année 2025 a été marquée par une revalorisation sensible du prix du lait départ ferme en France. En moyenne annuelle, le prix du lait standard (38-32), toutes qualités confondues, s'est élevé à 486 €/1 000 l (Fig. 4). Quant au prix du lait payé aux livreurs (teneur réelle tous types de lait confondus), il s'est établi à 515 €/1 000 l en moyenne, en hausse de 26€ en un an. La hausse a marqué les trois premiers trimestres, portant le prix standard à 497 €/1 000 l en septembre, avant un repli au dernier trimestre sous l'effet d'un afflux de collecte. À l'échelle européenne, si les prix ont globalement progressé sur l'ensemble de l'exercice, ils ont fini par refluer partout en fin d'année face à l'abondance de l'offre. En Allemagne, le prix du lait conventionnel a longtemps surpassé le prix français avant de repasser sous le seuil hexagonal à partir du mois de novembre. En moyenne annuelle, l'écart demeure favorable à l'Allemagne (+35 €/1 000 l).

## 2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

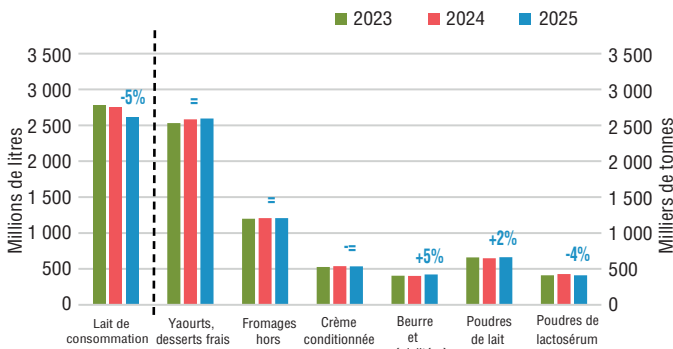
### COLLECTE ET FABRICATIONS 2025

FIG. 5 : UTILISATION DE LA COLLECTE FRANÇAISE (% DE LA MSU COLLECTÉE EN 2025)



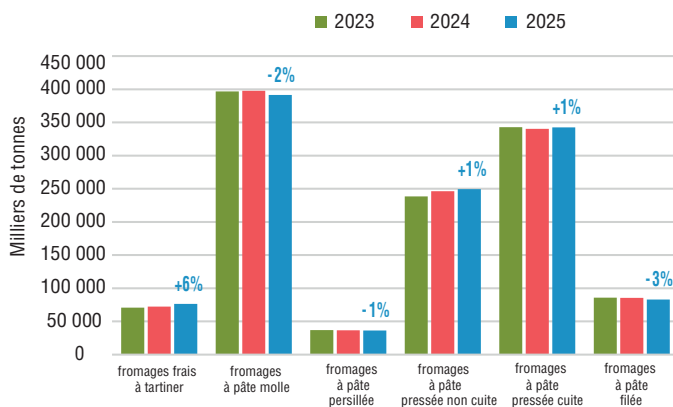
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 6 : ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 7 : ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES PAR TYPE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En 2025, la disponibilité en matière utile pour les transformateurs a connu une légère progression (+0,8% /2024). Cette évolution s'explique par une collecte en augmentation. Les fabrications ont été dynamiques pour tous les produits laitiers à l'exception des poudres de lactosérum et du lait conditionné.

#### Forte chute des fabrications de lait conditionné

Les fabrications de laits conditionnés ont fortement reculé en 2025 (-5,0% /2023). La baisse tendancielle (Fig.6) en lait UHT s'est poursuivie (-5,2% /2024). Parallèlement, le segment du lait infantile a également marqué le pas avec une diminution de ses volumes de 4,1%.

#### Stabilité pour l'ultra-frais

Le secteur de l'ultra-frais présente des évolutions de fabrications disparates. Si la production de yaourts a enregistré une croissance modérée de 0,7%, les desserts lactés frais ont subi un net recul de leur fabrication (-4,1%). À l'inverse, le segment des fromages blancs confirme sa vitalité et poursuit sa trajectoire ascendante avec une nouvelle progression de 4,6%.

#### Une dynamique contrastée sur les matières grasses laitières

Les fabrications de crèmes conditionnées sont demeurées globalement stables en 2025 (-0,4%), soutenues par une demande intérieure robuste, malgré un repli des exportations. Le recul est plus marqué pour les crèmes fraîches contenant plus de 30% de matière grasse (-1,2%), tandis que les crèmes fraîches allégées, particulièrement plébiscitées par les consommateurs, affichent une stabilité. En parallèle, les fabrications de beurre et de MGLA (matières grasses laitières anhydres) ont progressé de 5,5% en 2025. La production de beurre de consommation a enregistré une hausse significative (+6,4%). À l'inverse, la production de beurre anhydre a reculé légèrement (-1,3%).

#### Des fabrications de fromages portées par la demande

Les fabrications de fromages à pâte molle (30% de la MSU fromagère) ont reculé (-2%). La baisse est particulièrement marquée pour les bries et coulommiers (-4,3%) ainsi que pour les camemberts (-3,3%). Les pâtes persillées (-1,0%) et les fromages à pâte filée (-3,0%) enregistrent également un repli.

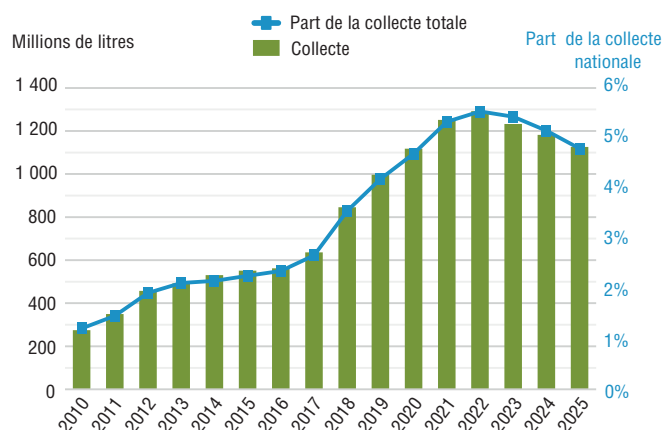
À l'inverse, les autres catégories ont affiché une hausse (Fig.7). Les pâtes pressées non cuites (23% de la MSU fromagère) ont progressé de 1,2% /2024, portées par le dynamisme des fromages de type edam, gouda et mimolette (+2,6%). Les pâtes pressées cuites ont augmenté de 0,6%, tirées notamment par la bonne tenue du comté (+2,3%), malgré le recul du beaufort (-3,3%). Enfin, les pâtes fraîches à tartiner ont enregistré la plus forte croissance, avec une hausse marquée de 5,7%.

#### Un second semestre favorable aux fabrications industrielles

Dans un contexte d'afflux de collecte en seconde partie d'année, les transformateurs ont renforcé leurs fabrications de poudre de lait (+2,4% / 2024), avec une progression marquée de la poudre maigre (+5,0%) (Fig.6). La production de beurre destiné à l'industrie agroalimentaire s'est inscrite également en hausse (+4,6%). En revanche, la fabrication de poudre de lactosérum a reculé (-3,5%), tandis que les caséines ont enregistré une évolution positive (+4,5%).

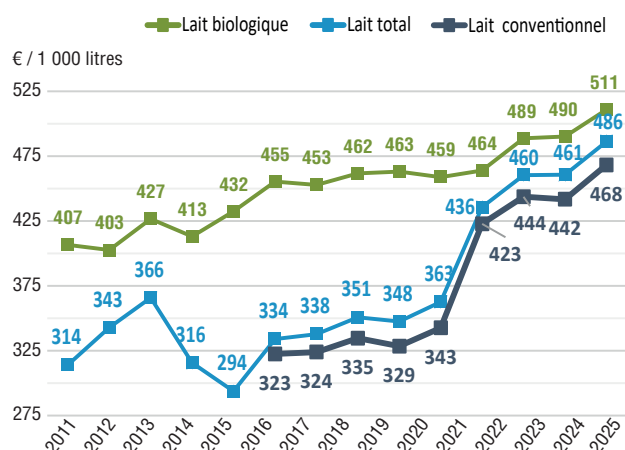
## LAIT BIOLOGIQUE 2025

FIG. 8 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE DE LAIT BIOLOGIQUE



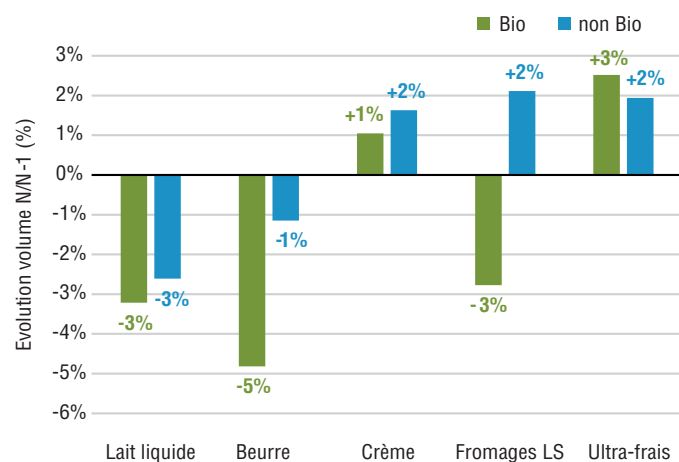
Source : GEB - Institut de l'élevage d'après EML FranceAgriMer

FIG. 9 : ÉVOLUTION DU PRIX ANNUEL\* DU LAIT BIO (STANDARD 38/32)



\* Prix mensuels pondérés par la collecte  
Source : GEB - Institut de l'élevage d'après EML FranceAgriMer

FIG. 10 : ÉVOLUTION DES VENTES DE PRODUITS LAITIERS BIO ET NON BIO EN VOLUME EN MAGASINS GÉNÉRALISTES (2025/ 2024)



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après CNIEL et CIRCIANA

**Pour la troisième année consécutive, la collecte de lait bio a reculé en France. Les prix du lait aux éleveurs ont progressé en 2025. Une reprise encourageante des ventes de produits laitiers bio a été observée en fin d'année dans les magasins généralistes.**

### Une collecte bio en repli

En 2025, la collecte française de lait bio est descendue à 1,13 milliard de litres, en recul de 4,7% /2024 (Fig.8). C'est la troisième année de recul après plusieurs années de croissance ininterrompue. Cette contraction s'explique par un nombre très limité de conversions, des cessations d'ateliers laitiers et des abandons de certification. Le nombre de livreurs de lait biologique, qui avait atteint un sommet en juin 2022 avec plus de 4 300 livreurs (source : FranceAgriMer), n'a cessé de diminuer depuis pour s'établir à 3 600 livreurs en décembre 2025 (-16,7% / juin 2022), soit 9,0% des livreurs français. Toutefois, la très bonne qualité des fourrages pâturés et récoltés a soutenu la production par exploitation. Les livraisons moyennes par ferme ont ainsi progressé, au point de compenser, au dernier trimestre, la baisse du nombre de producteurs. Les conditions de pâturage sont d'ailleurs restées favorables tard dans l'année. La collecte biologique a reculé dans toutes les régions, de façon particulièrement marquée en Nouvelle-Aquitaine (-15,1% /2024), dans les Hauts-de-France (-12,4%) et dans le Grand Est (-10,5%). Le repli a été plus modéré en Pays de la Loire (-1,7%), en Auvergne-Rhône-Alpes (-2,6%) et en Occitanie (-2,6%). L'amélioration des taux butyrique et protéique a permis d'atténuer légèrement la baisse de la collecte (-4,2% /2024 en MSU).

### Un prix du lait bio en hausse en 2025

Le prix du lait bio 38/32 (Fig.9) s'est établi sur l'année 2025 à 511 €/1 000 l (moyenne pondérée par les volumes) en hausse de 4,2%/2024 (soit +21 €/1 000 l). Les écarts entre laiteries demeurent toutefois marqués. A 542 €/1 000 l, le prix réel payé aurait progressé de 22 €/2024 (+4,2%), grâce à une amélioration du taux butyrique moyen d'une année sur l'autre (de +0,05 g à 42,51 g/l), ainsi que d'une augmentation du taux protéique (+0,31 g à 33,23 g/l). Malgré cette revalorisation, l'écart de prix avec le lait conventionnel est resté limité, autour de 50 €/1 000 l, un niveau nettement inférieur aux 130 €/1 000 l observés en moyenne avant la crise du lait bio. Pour 2026, les perspectives laissent entrevoir un différentiel plus marqué, dans un contexte de baisse attendue des prix du lait conventionnel.

### Une reprise des fabrications

Les fabrications de produits laitiers bio se sont redressées en 2025 pour tous les produits. L'utilisation de matières grasses a augmenté (+6% /2024) portée par une nette hausse des fabrications de beurre (+8% /2024) et de fromages frais (+12%). L'utilisation de matières protéiques a aussi progressé (+3%) en raison des hausses de fabrications de lait conditionné (+1%), mais surtout de fromages (+7%) et de yaourts (+8%). Le taux de déclassement en lait conventionnel a diminué en 2025, atteignant environ 30% selon FranceAgriMer (contre 35% en 2024).

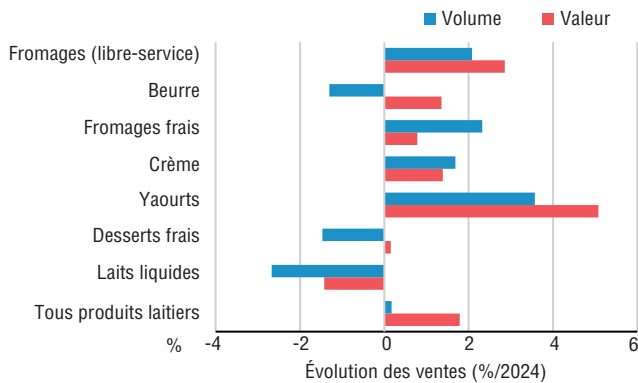
### Un regain de consommation des ménages en fin d'année

Le recul des ventes en volume de produits laitiers bio aux ménages en magasins généralistes, engagé depuis 2021, s'est prolongé en 2025 (Fig.10). Néanmoins, une reprise des ventes a été amorcée en fin d'année. Sur l'ensemble de l'année, les ventes de crèmes (+1%) et d'ultra-frais (+3%) ont progressé. À l'inverse, celles de lait liquide (-3%), de beurre (-5%) et de fromages (-3%) sont restées orientées à la baisse. Les évolutions de prix en magasin sont demeurées modérées, comprises entre -2% et +3% selon les catégories en 2025. Les prix du beurre bio ont ainsi augmenté de 3%, tandis que ceux des fromages frais ont reculé de 2%.

# 2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

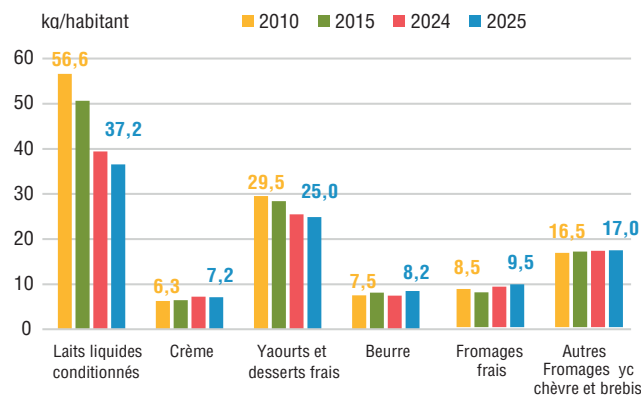
## CONSOMMATION FRANCE 2025

**FIG. 11 : ÉVOLUTION DES VENTES ANNUELLES DE PRODUITS LAITIERS EN MAGASINS GÉNÉRALISTES ET DRIVE EN FRANCE (% /2024)**



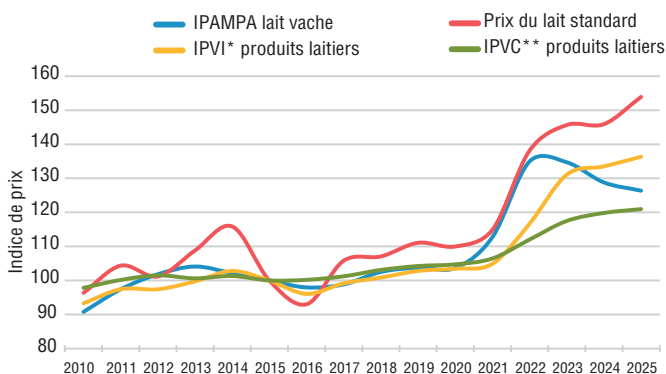
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CIRCANA-CNIEL

**FIG. 12 : ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION INDIVIDUELLE DE PRODUITS LAITIERS EN FRANCE**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgrimer et Eurostat

**FIG. 13 : INDICES DU PRIX DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS (100 EN 2015)**



\*IPVI = Indice Prix de Vente Industriel INSEE  
 \*\*IPVC = Indice Prix de Vente aux Consommateurs INSEE  
 Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE & SSP

**En 2025, les achats de produits laitiers par les ménages ont plutôt bien résisté. La consommation individuelle par bilan, tous produits et circuits confondus, mesurée en équivalent lait, a progressé de 6,3% /2024 et de 3,1%/2023.**

**Bonne résistance des achats des ménages en 2025**

D'après les données CIRCANA, les ventes de produits laitiers en magasins généralistes en France sont restées globalement stables (+0,17% /2024) en volume en équivalent lait et ont progressé de 1,79% en valeur. En volume, les achats de yaourts ont particulièrement rebondi (+3,6%), tout comme ceux de fromages frais (+2,3%) et de fromages en libre-service (+2,1%). En revanche, la consommation de lait liquide a poursuivi son érosion (-2,7%). Celle de beurre (-1,3%) et de desserts lactés frais (-1,5%) ont reculé (Fig.11).

**Une hausse de la consommation apparente portée par les volumes industriels**

D'après nos estimations par bilan, la consommation apparente de lait et produits laitiers s'établirait à 308 litres équivalent lait par Français en 2025 (+6,3% /2024). Cette progression ne reflète toutefois pas une augmentation des achats des ménages, restés globalement stables. Dans un contexte de hausse de la collecte, les fabrications de produits industriels ont fortement augmenté. Une partie de ces volumes a été stockée dans les laiteries ou chez les négociants, ce qui gonfle mécaniquement la consommation apparente calculée par bilan. Par ailleurs, des opportunités à l'export ne se sont réellement présentées qu'au dernier quadrimestre.

Dans le détail, la consommation de laits liquides conditionnés s'est élevée à 37,2 l/habitant en 2025 (-5,5% /2024) soit un recul de 13,5 litres en 10 ans. La consommation apparente de beurre a atteint 8,2 kg/hab (Fig.12), un niveau qui évolue peu dans le temps. Celle de crème est demeurée également stable à 7,2 kg/hab, soutenue par des achats des ménages dynamiques. La consommation de yaourts et desserts frais a sensiblement diminué à 25,0 kg/hab, sous l'effet d'une moindre consommation de desserts frais. La consommation de fromages frais a poursuivi sa progression (+6% à 9,5 kg/habitant) tandis que celle des autres fromages (tous lait confondus) est restée stable en 2025 à 17,0 kg. À long terme, la consommation individuelle de fromages tend à stagner.

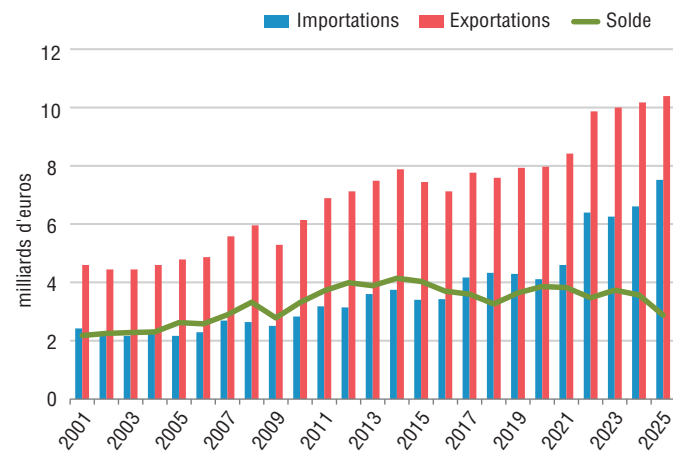
**Légère hausse des prix sortie usine**

Les prix des produits laitiers à la sortie des usines (Fig.13, courbe jaune) ont progressé (+2,1%). Le beurre a enregistré la hausse la plus marquée avec 4,3% /2024, reflétant les tensions internationales de début 2025 sur la matière grasse. Un effet d'amortissement a été observé vers la grande et moyenne distribution (GMS), où la progression des prix a été contenue à 1,5%, sous l'effet des négociations commerciales. À l'opposé, les autres circuits ont absorbé des hausses bien plus significatives : les tarifs ont grimpé de 3,8% vers la restauration hors domicile (RHD), de 5,7% vers l'export et de 6,0% vers les clients industriels.

En rayon, les prix au détail des produits laitiers (Fig.13, courbe verte) ont peu augmenté (+0,9% /2024). Le beurre se distingue une nouvelle fois avec une hausse de 2,8%, confirmant sa sensibilité aux cours sur les marchés mondiaux. Le prix du lait demi-écrémé a connu une légère progression de 0,9%. À l'inverse, les prix des fromages ont reculé (-0,3% /2024), tout comme ceux des yaourts, qui affichent une baisse de 0,7% sur un an.

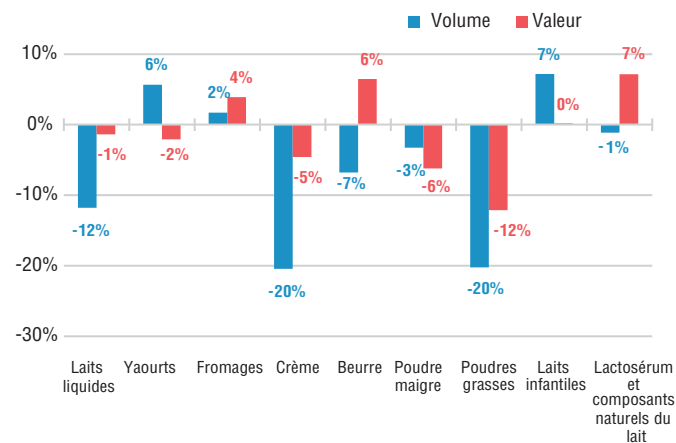
## COMMERCE EXTÉRIEUR 2025

FIG. 14 : COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS



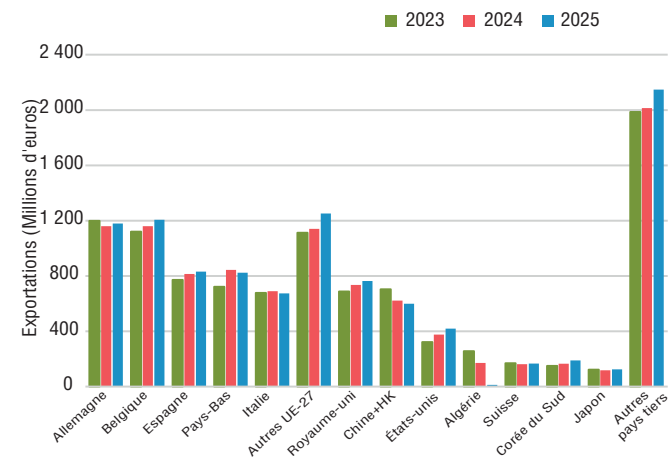
Source : GEB - Institut de l'Élevage l'Élevage d'après TDM

FIG. 15 : ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2025 (% /2024)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TDM

FIG. 16 : ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TDM

L'excédent commercial laitier français s'est détérioré en volume et en valeur en 2025. Malgré un sursaut en fin d'année, les exportations de produits laitiers ont régressé en volume en équivalent lait (-4,6% /2024). Les volumes importés ont en revanche augmenté (+4,4% /2024 en équivalent lait).

### Dégradation de la balance commerciale

En 2025, l'excédent commercial s'est contracté de 19% /2024, à 2,88 Mrds € (Fig.14). Si les exportations ont progressé en valeur (+2,1% /2024) pour atteindre 10,4 Mrds €, les importations ont bondi (+13,7%) pour s'élever à 7,5 Mrds €. La dégradation du solde est généralisée à l'ensemble des catégories de produits. Cette érosion a été particulièrement sévère pour la crème dont le solde s'est effondré de 53% /2024. Le solde des fromages a reculé de 19%. Le déficit commercial du beurre a continué de se creuser. Notre solde s'est particulièrement dégradé avec la Belgique (-31% /2024), le Royaume-Uni (-27%) et la Pologne (-22%).

### La Belgique conforte sa place de 1<sup>er</sup> client

En 2025, la Belgique confirme sa position de premier partenaire commercial de la France, avec 12% de la valeur totale des exportations laitières, en hausse de 4% /2024 (Fig.16). Ces flux sont principalement portés par les fromages (42%) et le beurre (10%). L'Allemagne occupe le deuxième rang (11% de parts de marché), bien que son poids relatif s'érode continuellement depuis 2000 (17%). Sur ce marché, les fromages concentrent 73% de la valeur des envois. L'UE a représenté 57% des ventes en valeur en 2025.

Au grand export, la Chine demeure, depuis 2011, la première destination hors Union européenne avec un chiffre d'affaires de 553 M€ en 2025. Toutefois, ce débouché s'inscrit dans une phase de repli entamée en 2022 et la mise en place de droits de douane supplémentaires en 2026 pourraient affecter les échanges. Les exportations vers la Chine restent dominées par les laits infantiles (34%), suivis par les crèmes (25%).

### Une année en deux temps pour les exportations françaises

En 2025, les exportations laitières françaises ont fléchi de 4,6% pour atteindre 793 000 tonnes de MSU. Malgré ce recul global, les envois de fromages, piliers du secteur (33% de la MSU totale), ont progressé de 2% (Fig.15), accompagnés par les croissances solides du lait concentré (+15%), du lait infantile (+7%) et des yaourts (+6%).

La dynamique s'est inversée radicalement au dernier quadrimestre. Après un net repli de 8% jusqu'en août, les expéditions ont rebondi de 2,5% sur les quatre derniers mois, portées par l'envolée du lait concentré (+67%) vers la Pologne et de la crème (+45%) vers l'Europe du Sud et les Pays-Bas. Parallèlement, la poudre maigre (+21%) a regagné en compétitivité sur le grand export (Égypte, Maghreb, Vietnam), tandis que les envois de beurre (+10%) ont augmenté vers nos voisins européens (Belgique, Allemagne, Pays-Bas). Enfin, les yaourts (+10%) et les fromages frais ou râpés (+8%) ont également affiché une belle dynamique.

### Les importations françaises, dominées par quatre fournisseurs majeurs

L'Union européenne demeure le pilier de l'approvisionnement français en concentrant 90% de la valeur des importations, tandis que le Royaume-Uni s'impose comme le premier partenaire hors UE avec 7% des flux. Le marché est dominé par quatre fournisseurs majeurs, au premier rang desquels figurent les Pays-Bas (20% du total en 2025), dont les envois reposent principalement sur le beurre (36% de la valeur importée depuis ce pays) et les fromages (32%). L'Allemagne (16%) et l'Italie (16%) se concentrent majoritairement sur le segment fromager, celui-ci représentant respectivement 46% et 94% de la valeur de leurs envois vers la France. Enfin, la Belgique (14%) complète ce quatuor avec des flux centrés sur le beurre (25%) et la crème (19%).

En 2025, les importations laitières françaises ont progressé de 4,4% pour atteindre 607 000 tonnes de MSU. Le segment des yaourts s'est particulièrement distingué avec une hausse de 18%. Les fromages ont également suivi cette tendance haussière (+6%), portés par le dynamisme des fromages frais dont les volumes ont bondi de 14%. Les achats de beurre ont crû de 5%.

# 3

## LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

### 2025 : hausse généralisée des revenus laitiers

L'année 2025 se distingue par une conjoncture exceptionnellement favorable pour les éleveurs laitiers français. La hausse marquée des prix du lait et de la viande bovine, combinée à une augmentation des volumes produits, à une baisse des coûts des intrants et de l'énergie et à des conditions climatiques globalement favorables, a permis d'améliorer nettement les revenus. Le revenu moyen des éleveurs Inosys atteindrait ainsi 57 800 € par UMO exploitant, un record sur dix ans.

Les exploitations de plaine, plus productives et souvent plus capitalisées, profitent davantage de cette conjoncture. Les hausses de revenus sont néanmoins remarquables dans les élevages ou dans les filières qui misent sur des stratégies plus autonomes et résilientes.

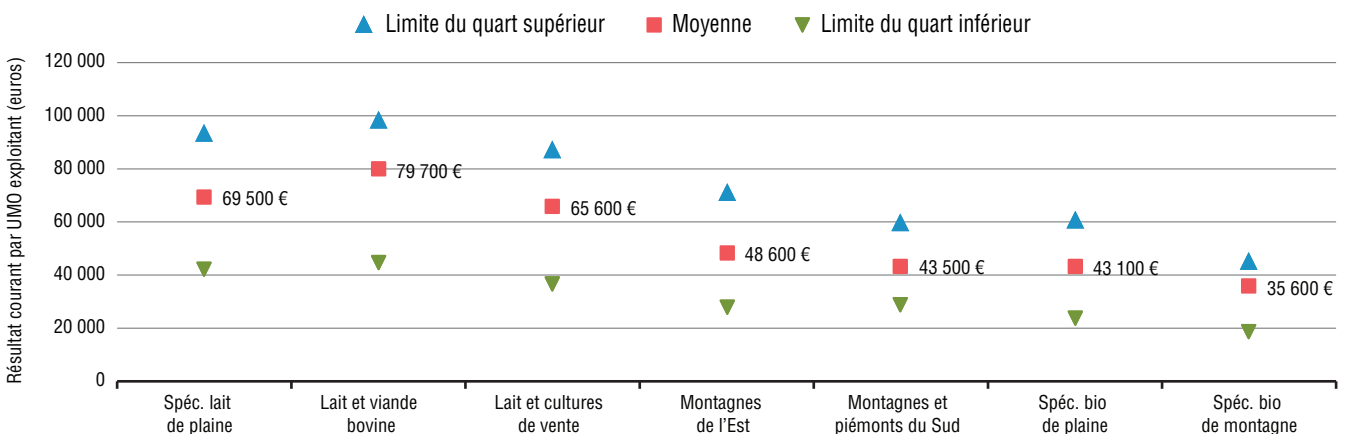
#### ESTIMATIONS DES REVENUS 2025

En 2025, le résultat moyen sur les 369 exploitations du réseau Inosys Lait s'élèverait à 57 800 € par UMO exploitant, un record sur la dernière décennie. Ce résultat est la conjonction de prix du lait et de la viande bovine élevés, de coûts d'intrants et d'énergie bas et d'une météo favorable. La hiérarchie entre les systèmes a été peu remise en cause par rapport aux autres années. Les systèmes bio sont en retrait et les systèmes de plaine sont favorisés. Ces derniers en conjoncture favorable bénéficient de l'effet volume. Ils produisent en effet un tiers de lait en plus par UMO exploitant par rapport à l'ensemble des autres fermes et ont aussi plus de surfaces en cultures de ventes. L'écart entre les systèmes approche 45 000 € en moyenne.

Ces moyennes cachent une forte dispersion au sein de chaque groupe typologique. Dans les exploitations conventionnelles de plaine, plus du quart des exploitations obtient un résultat courant supérieur à 85 000 €, alors que pour un autre quart il est inférieur à 40 000 €. Dans les exploitations de Montagne, pour 25 % des exploitations, le résultat courant ne dépasse pas 25 000 €. Ce seuil est de 20 000 € pour les exploitations bio de plaine et de montagne. La maîtrise technique, l'adéquation entre intrants et production, l'efficacité des charges ainsi que le niveau d'investissements pèsent lourd, d'autant plus si la productivité des facteurs de production est élevée. La dispersion des résultats devient ainsi plus importante pour les systèmes de plaine que pour les systèmes de montagne ou bio.

FIG. 1 : RÉSULTATS COURANTS 2025

Estimation des Résultats Courants des principaux systèmes d'élevage Bovins Laitiers et variabilité intra système en 2025.

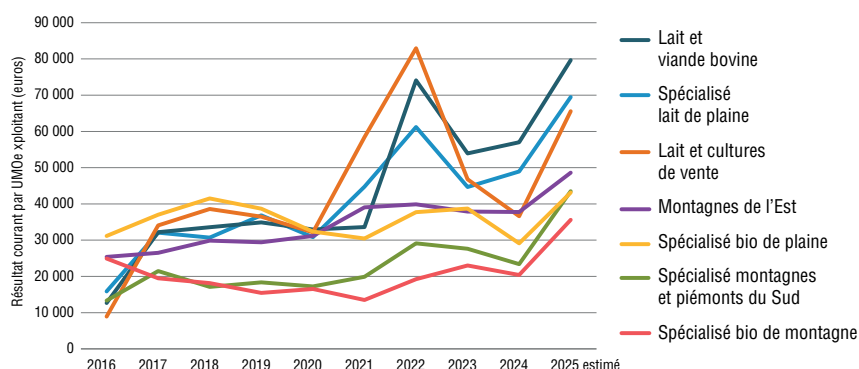


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage et Pôle bio Massif central

## ÉVOLUTION PLURIANNUELLE DES REVENUS

En 2025, la conjoncture est très favorable aux producteurs de lait. Les prix sont à la hausse pour le lait et la viande bovine par rapport à 2024. Il peut y avoir quelques différences entre régions ou systèmes de production mais globalement la hausse se situe entre 10 € et 25 €/1 000 l pour le lait tandis que les cotations des vaches de réforme et des veaux naissants affichent des augmentations respectives de 25% et 125% sur un an. En parallèle, les principales charges sont à la baisse que ce soit pour les intrants (-5,7% pour l'aliment, -3,6% pour les engrais par exemple) ou l'énergie (-10,3% pour les carburants et -11,9% pour l'électricité). Côté climat, l'année a aussi été correcte avec globalement de bons rendements pour les cultures, une bonne valorisation de l'herbe à l'automne qui compense un déficit au printemps et un peu plus d'hétérogénéité pour le maïs. Finalement, le résultat courant augmente de plus de 20 000 €/UMOex en moyenne entre les 2 années, mais est plus favorable aux systèmes les plus productifs. Sur 10 ans, les résultats sont plutôt en hausse mais ils sont plus fluctuants depuis 2020. Ils sont le reflet de la situation des marchés et de la géopolitique mondiale. Cependant, les systèmes faisant appel à moins d'intrants et/ou avec moins de volume (bio et

FIG. 2 : ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVINS LAITIERS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage et Pôle bio Massif central

montagne) sont moins sensibles.

L'écart de résultats entre les systèmes de plaine et les autres s'accroît avec les années. Les systèmes bio et de montagne n'ont pas pu bénéficier comme les premiers des gains de productivité. Sur 10 ans, pendant que le résultat courant des premiers progressait de 50 000 €/UMO exploitant, celui des seconds augmentait, mais plus faiblement : de 15 000 € à 25 000 €/UMOex.

## PRODUCTIVITÉ DES VACHES ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE : STRATÉGIE PAYANTE

La suppression des quotas en 2015 a profondément transformé la filière laitière française. La libéralisation des volumes a d'abord généré une surproduction à l'échelle européenne et engendré une pression sur les prix.

Les éleveurs, et plus particulièrement ceux des zones de plaine, ont d'abord cherché à faire des économies d'échelle en agrandissant les exploitations et le cheptel. Le nombre d'exploitations de plus de 100 vaches a presque doublé entre 2015 et 2025. Les agrandissements ont pu se faire avec ou sans foncier supplémentaire. Dans certaines exploitations, les ateliers viande ont pu être abandonnés et la part de cultures de vente diminuée tendant vers une spécialisation laitière de ces structures.

En parallèle, le vieillissement des éleveurs laitiers (en 2020, 51% des exploitants et coexploitants avaient plus de 50 ans - source RA 2020) et le nombre d'installations très insuffisant pour renouveler les générations ont généré une baisse importante du nombre d'exploitations. Nombre d'exploitations laitières ont disparu au profit d'autres productions telles

que les monogastriques ou les cultures de vente. Même si les systèmes de polyculture-élevage restent une spécificité française, ils ont tendance à diminuer.

Agrandissement dans les zones les plus dynamiques et taux de remplacement différentiel suivant les régions, redessinent le paysage laitier à l'échelle française. On observe une concentration de la production sur l'ouest et la Franche-Comté, un maintien relatif d'exploitations plus petites en zones de montagne et piémont et une chute des exploitations laitières dans le Sud-Ouest.

Au final, sur cette période, le nombre d'exploitations et les effectifs de vaches laitières ont globalement diminué. En 10 ans, c'est 500 000 vaches laitières (sur les 3,2 millions présentes en France en 2025) et plus d'un milliard de litres de lait collectés qui ont disparu.

En parallèle, la main-d'œuvre dans les exploitations n'a pas augmenté au même rythme que la taille des exploitations. Le salariat n'a compensé qu'en partie la baisse du nombre d'exploitants. Il est passé de 10% des ETP à 15% entre les deux recensements agricoles de 2010 et 2020.

## ACCÉLÉRATION DES INVESTISSEMENTS

Pour compenser cette baisse de main-d'œuvre, les éleveurs font de plus en plus appel à l'automatisation (près de 24% des installations de traite sont désormais robotisées) et aux nouvelles technologies. Cette tendance n'est pas sans conséquence sur le coût de production du lait. Ces six dernières années, la charge cumulée des bâtiments, installations et mécanisation du coût de production est passée de 225 €/1 000 l, en 2019 à 288 €/1 000 l en 2024 (source OFPM - Inosys Réseaux d'élevage).

Les investissements se sont même accélérés les deux dernières

années portés par la bonne conjoncture. Pour témoin, dans les fermes du réseau Inosys Bovins Lait, les amortissements des investissements bâtiments et installations d'élevage, qui traduisent l'augmentation des investissements, ont augmenté de 13% entre 2023 et 2024.

Les systèmes fourragers ont aussi évolué. Avec les agrandissements, les surfaces accessibles au pâturage des vaches laitières diminuent. En système conventionnel, la part de pâturage s'est réduite au profit de la distribution de fourrages stockés et d'une augmentation de la sole en maïs fourragers partout où c'est possible. Le rendement

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

laitier des vaches n'a pas cessé de croître avec une accélération ces deux dernières années (de l'ordre de 5% à l'échelle nationale malgré la FCO dans certaines régions).  
 La tendance générale est à une augmentation du lait par UMO grâce à la hausse du rendement laitier et avec plus de vaches sur des structures un peu plus grandes. La dilution des charges fixes

(mécanisation, foncier, gestion) est contrebalancée par des charges d'approvisionnements plus élevées et le coût de l'automatisation. Ces systèmes plus productifs deviennent plus sensibles aux aléas et aux fluctuations du prix du lait. Il convient donc, en parallèle, de la recherche d'une meilleure efficacité de la main-d'œuvre, de travailler sur l'efficacité des charges.

## LA VALEUR AJOUTÉE : UNE AUTRE STRATÉGIE

D'autres stratégies que la productivité du travail et animale existent. Certains éleveurs recherchent la valeur ajoutée en maximisant la marge par litre de lait, soit par le produit (système bio ou AOP) soit en réduisant les intrants (système herbager ou valorisant au maximum les fourrages). Ces exploitations sont généralement plus petites avec des productivités par vache plus modestes et des systèmes alimentaires plus autonomes. Elles sont de fait moins sensibles aux aléas économiques et souvent précurseurs de nouvelles stratégies

pour faire face aux impacts du changement climatique. Le contexte laitier des dernières années, notamment celui de 2025, est générateur de hausse de revenus grâce à un alignement quasi inédit de conjonctures favorables : prix du lait et de la viande bovine, année climatique et prix des intrants. Malheureusement le début 2026 ne démarre pas sur les mêmes bases, notamment pour le prix du lait nettement orienté à la baisse qui pourrait rapidement mettre à mal les exploitations les moins efficaces et celles qui ont lourdement investi.

## BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2025 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations des revenus 2025 ont été réalisées à partir des données de 369 exploitations issues du dispositif Inosys Réseaux d'élevage bovins lait et du pôle bio Massif central (dispositif BioRéférences) (fig. 3). Elles sont choisies pour leurs bonnes performances techniques et économiques, ce qui ne peut rendre leurs résultats représentatifs de la moyenne nationale.  
 Les estimations de revenus sont réalisées à partir résultats économiques observés en 2024 auxquels sont appliqués des indices d'évolution pour 2025. Ces derniers ont des origines diverses et variées : IPAMPA (charges), ARVALIS et AGRESTE (rendements et prix

grandes cultures), GEB (prix du lait et de la viande bovine) et des enquêtes régionales des Réseaux Inosys (PAC, volumes de charges et de produits, impacts aléas climatiques...)  
 Les estimations, qui portent sur le résultat courant, prennent en compte les amortissements et les frais financiers, mais également une estimation des cotisations sociales de l'année 2025 calculées sur la moyenne triennale (fig. 4).

**Plus d'informations :** <https://idele.fr/filiere/bovin-lait>  
 -> onglet Réseaux d'élevage

FIG. 3 : LOCALISATION DES EXPLOITATIONS

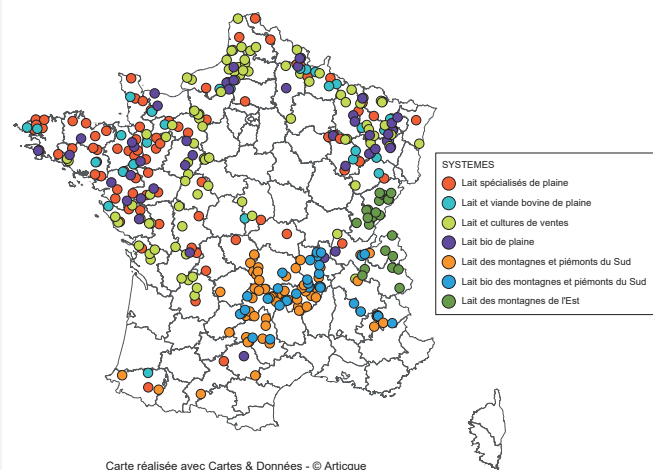
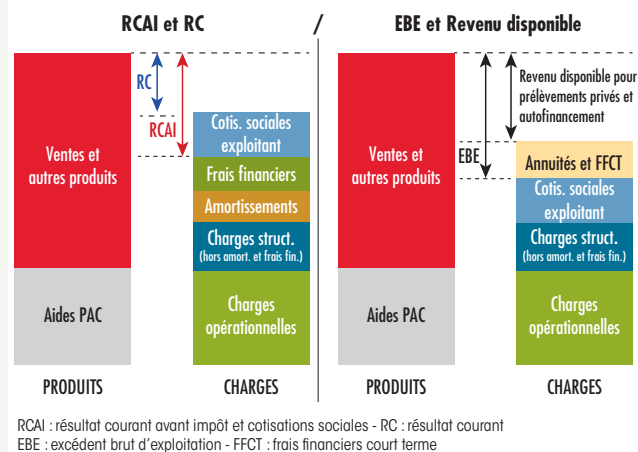


FIG. 4 : INDICATEURS DE RÉSULTATS



## L'OBSERVATOIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE : ÉTÉ 23-25

L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries est composé de près de 277 comptabilités d'exploitations bovins lait avec des clôtures d'été (mars-juin), à échantillon constant entre 2023 et 2025. Cet observatoire est permis grâce aux partenariats avec cinq centres comptables : Cerfrance Alliance Massif-Central, Cerfrance Dordogne, AFOCG, COGEDIS et GIE Entr'AS. Les résultats sont analysés par niveau d'endettement et par zone géographique : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), et la Dordogne. L'Observatoire propose des indicateurs semestriels permettant d'objectiver l'évolution de la situation financière sur un échantillon représentatif des élevages bovins de façon réactive dans les 6 mois.

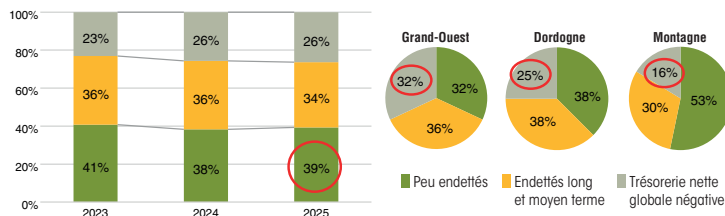
Pour en savoir plus : <https://idele.fr/detail-article/observatoire-de-lendettement-et-des-trésoreries-des-elevages-bovins-lait-et-viande-hiver-2022>

## LA TRÉSORERIE : UNE APPROCHE COMPLÉMENTAIRE

Afin de compléter l'approche comptable, centrée sur le résultat courant, une approche axée sur la trésorerie est aussi informative. Le revenu disponible permet d'avoir une approche de l'équilibre financier. Il permet d'arbitrer entre les prélèvements privés et les investissements de l'entreprise. La trésorerie nette globale (TNG) est aussi un indicateur essentiel pour évaluer la santé financière de l'entreprise.

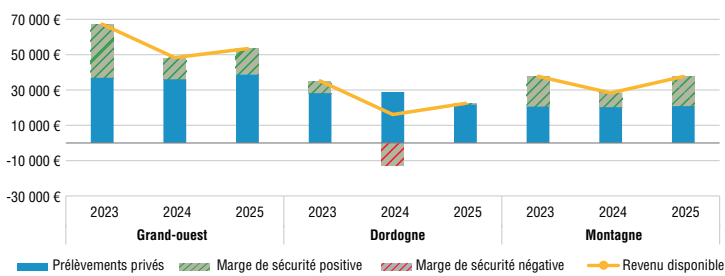
## ÉLEVAGES LAITIERS : DES RÉSULTATS EN HAUSSE, UNE TRÉSORERIE ENCORE VULNÉRABLE

**FIG. 5 : UNE STABILISATION DU NOMBRE D'ÉLEVAGES EN SITUATION CRITIQUE**  
Répartition des exploitations selon les groupes d'endettement : clôtures d'été.



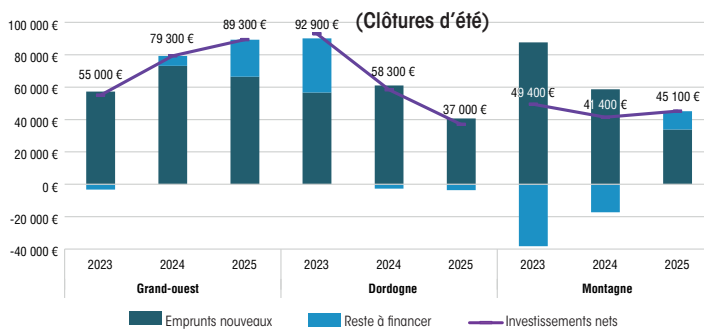
Source : Étude CNE « été 23-25 », d'après données AFOCG, COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, Cerfrance Dordogne, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

**FIG. 6 : UNE MARGE DE SÉCURITÉ RESTREINTE OU INEXISTANTE**  
(Clôtures d'été)



Source : Étude CNE « été 23-25 », d'après données AFOCG, COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

**FIG. 7 : DES INVESTISSEMENTS EN HAUSSE SAUF EN DORDOGNE**  
(Clôtures d'été)



Source : Étude CNE « été 23-25 », d'après données AFOCG, COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, Cerfrance Dordogne, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

La part des exploitations en situation critique reste stable : le groupe « TNG négative » compte 26% des élevages suivis en 2024 et 2025.

La hausse du prix du lait, de +19 €/1 000 l en moyenne toutes zones en 2025 par rapport à 2024, et des volumes permet une hausse du produit lait et, *in fine*, du produit brut de +4% dans l'Ouest et +6% en Montagne. En 2025, les charges de structure progressent et les charges opérationnelles sont en retrait. Les charges totales augmentent ainsi de 2% dans l'Ouest et diminuent de -1% en Montagne. Au final, l'EBE progresse de +10% et +24% par rapport à 2024 respectivement dans l'Ouest et en Montagne.

Après une période de stabilité entre 2023 et 2024, les annuités augmentent de +10% en Montagne et dans l'Ouest en 2025. Le revenu disponible augmente mais de façon moins marquée dans l'Ouest (+11% entre 2025/2024) alors que la hausse est de +33% en Montagne. Il dépasse 53 000 € et 37 000 €/UMO exploitant respectivement dans l'Ouest et en Montagne.

Les prélèvements privés augmentent en 2025, de +7% dans l'Ouest et +4% en Montagne. Ils s'établissent, en moyenne toutes zones confondues, à 31 880 €/UTHf. La marge de sécurité augmente légèrement mais demeure restreinte en 2025.

Les investissements augmentent dans l'Ouest et en Montagne avec une part d'autofinancement qui progresse fortement en 2025.

La trésorerie nette globale (TNG) s'améliore en Montagne contrairement à l'Ouest où elle se dégrade. En moyenne toutes zones confondues, la TNG s'améliore pour les groupes « Peu endettés » et « Endettés long et moyen terme (LMT) » mais se dégrade pour le groupe « TNG négative ».

## LEXIQUE

- Marge de sécurité = EBE - annuités long et moyen terme (LMT) - prélèvements privés
- Trésorerie Nette Globale = Disponible + créances + stocks conjoncturels - dettes CT et fournisseurs
- Peu endettés : annuités/EBE < 40%, dettes totales/actif < 40%
- Endettés LMT (ELMT) : annuités/EBE > 40%, dettes totales/actif > 40%, Trésorerie Nette Globale positive
- Trésorerie Nette Globale négative (TNG neg) : annuités/EBE > 40%, dettes totales/actif > 40%, TNG négative

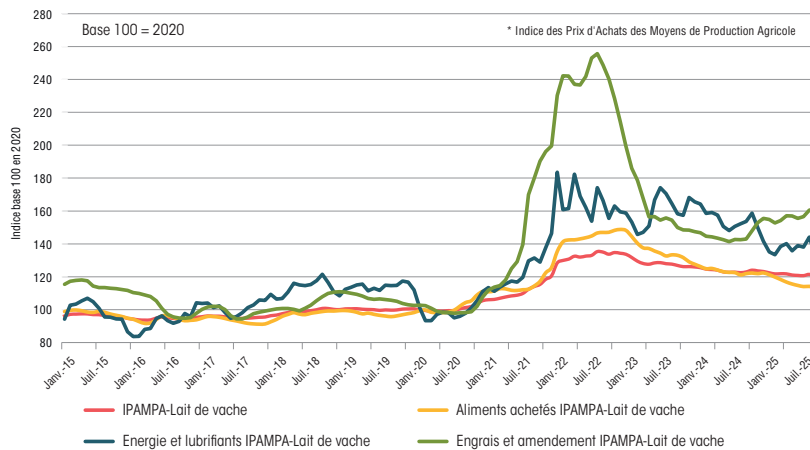
# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

## LÉGER RECUIL DE L'IPAMPA ET AMÉLIORATION DE LA MILC

**L'IPAMPA lait de vache** (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) mesure l'évolution du prix d'un panier fixe (révisé tous les 5 ans) de charges typiques des exploitations bovines laitières. Il convient de préciser que certains postes, tels que les coûts salariaux, les travaux réalisés par des tiers ou les assurances ne sont pas intégrés dans cet indice. En 2025, l'IPAMPA a enregistré une légère baisse tout au long de l'année, pour s'établir à 120 points en décembre, soit un niveau encore élevé, mais en recul de 3 points comparé à décembre 2024 (fig. 8). En moyenne annuelle civile, l'indice a reculé de 1,9% /2024. Les biens et services de consommation courante ont baissé en moyenne de 2,6% /2024. Dans le détail, le poste des aliments achetés s'est fortement replié (-5,7%), sous l'effet d'une nette diminution des prix des tourteaux (-13,2% pour le soja) et dans une moindre mesure des aliments à base de céréales (-2,4%). Les dépenses en énergie ont fortement reculé (-10,5%), tandis que les charges liées aux engrais ont enregistré une hausse significative (+7,5%). Les biens d'investissement, en revanche, ont progressé légèrement sur l'année (+0,8%).

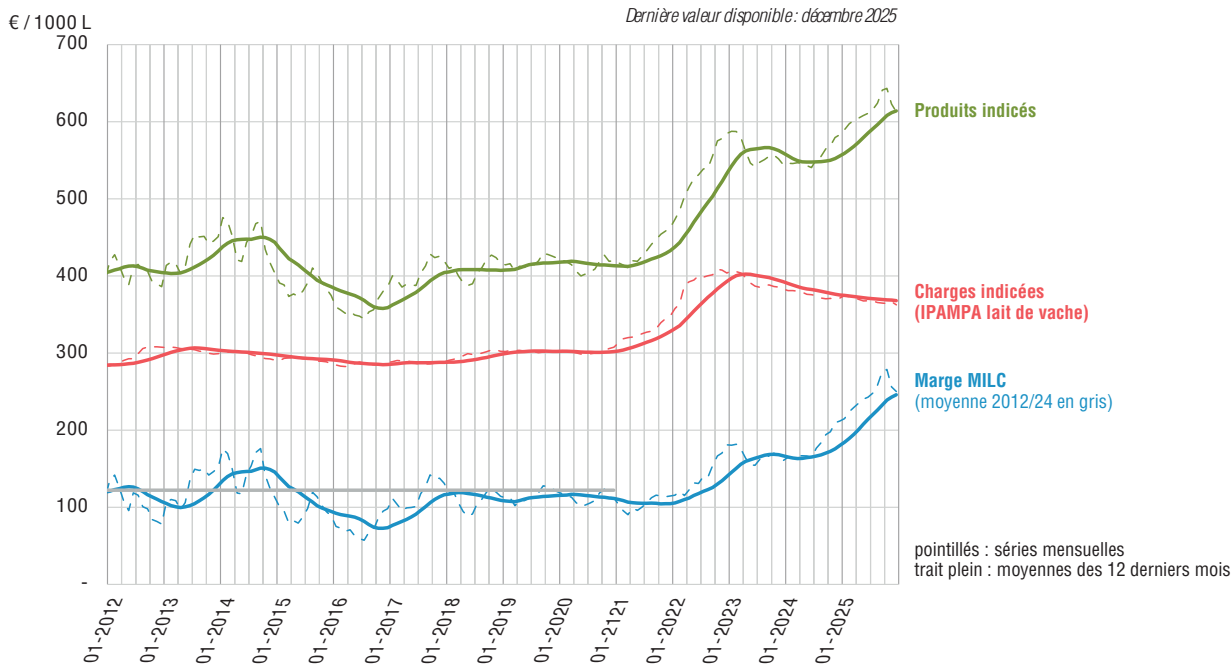
En 2025, en moyenne sur un an, **la MILC** s'est établie à 246 €/1 000 l, poursuivant sa progression engagée depuis 2022 (fig. 9). Elle s'est améliorée de 66 €/2024. En parallèle du recul des charges (-7€/1 000 l en moyenne sur 1 an), les produits ont progressé (59 €/1 000 l). Le prix réel du lait conventionnel a augmenté en moyenne de 26 € (+5,5% /2024). À noter d'une part que tout comme l'IPAMPA, l'évolution des charges ne prend pas en compte un ensemble de postes en hausse (investissements, salaires et cotisations sociales notamment) et d'autre part que l'évolution de la MILC est influencée par l'évolution des prix des coproduits viande, dont les vaches de réformes et les veaux, ces derniers en hausse de 132 €/tête en moyenne sur l'année 2025.

FIG. 8 : ÉVOLUTION DE L'IPAMPA LAIT DE VACHE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

FIG. 9 : PRODUITS INDICÉS - CHARGES INDICÉES = MILC (MARGE IPAMPA LAIT DE VACHE SUR COÛT TOTAL INDICÉ)



Source : Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, INSEE et SSP

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



## DONNÉES REPÈRES

- 2,62 UMO totales dont 1,83 UMO exploitant
- 127 ha de SAU dont 103 ha de SFP
- 107 vaches laitières
- 870 000 litres de lait vendus

FIG. 10 : LOCALISATION DES 83 EXPLOITATIONS LAIT SPÉCIALISÉ DE PLAINE

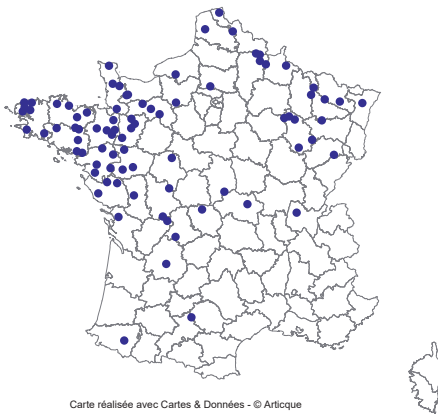
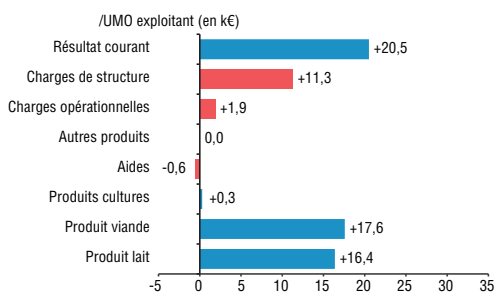


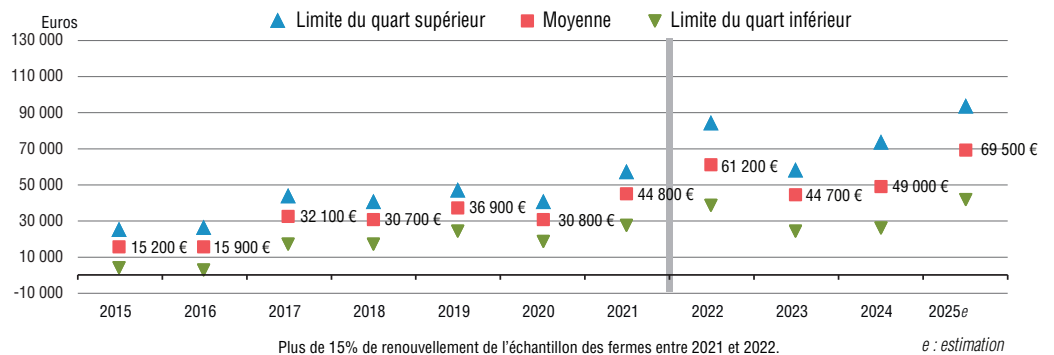
FIG. 11 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 12 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

## LAIT SPÉCIALISÉ DE PLAINE

Un résultat courant supérieur à celui de 2022

**Les exploitations laitières spécialisées de plaine dégageraient un niveau exceptionnel de résultat en 2025 grâce à des prix du lait et de la viande bovine favorables combinés à des prix en baisse pour les principaux intrants : aliments, engrais et énergie.**

2025 a été caractérisée par un climat contrasté entre le Nord et le Sud. Le début de printemps a été doux avec ensuite des températures élevées et un déficit hydrique marqué en mai et juin, surtout au nord. Des pluies orageuses sur l'ouest sont arrivées en juillet et août avec des variabilités locales. La pousse de l'herbe a été correcte au printemps puis fortement ralentie avec un déficit global d'environ 1 TMS/ha. Les retours de la pluie à l'automne ont permis de relancer le pâturage voire quelques récoltes.

Pour le maïs, les situations sont variées mais globalement, la catastrophe annoncée en juin est évitée. L'évolution des rendements est très variable, entre légère baisse dans l'Ouest et légère hausse dans l'Est, mais la qualité est là. Les rendements des céréales sont supérieurs à 2024 mais les prix restent bas.

### Des investissements qui pèsent sur les charges de structure

Les charges opérationnelles augmentent peu grâce à la baisse du prix de l'aliment (-5%) et des engrais (-4%). Malgré la diminution nette du coût de l'énergie (carburants et électricité), les charges de structure ont augmenté essentiellement à cause des amortissements qu'il s'agisse des bâtiments, installations d'élevage et matériels. Les bons revenus des dernières années encouragent les investissements.

Le prix du lait s'est amélioré de 23 €/1000 l par rapport à 2024 et dans cette conjoncture favorable les exploitations ont produit globalement plus de lait (+1,6%), surtout dans l'Ouest, principalement grâce à une meilleure productivité par vache et un recours accru aux concentrés. En parallèle, les prix des réformes laitières et des veaux nourrissons ont considérablement augmenté avec pour conséquence une hausse du produit de près de 50% par rapport à 2024. Malgré des prix très en retrait, le produit des cultures est resté stable grâce à des rendements bien supérieurs à ceux de 2024.

### Les prix porteurs tirent les résultats vers le haut

On estime une amélioration du revenu de 20 000 €/UMO exploitant en 2025. Ce résultat, très encourageant, est la conjonction de prix du lait et de la viande très favorables et de prix d'intrants en baisse, le tout combiné à une augmentation de productivité de la main-d'œuvre. Cette dernière est souvent le fruit d'investissements lourds, rendant les exploitations très sensibles à la volatilité des prix. Une variation d'environ 10 €/1 000 l sur le prix du lait, ou de 10% sur le prix des aliments, se traduit dans les deux cas par une variation d'environ 5 000 € du résultat par UMO exploitant.

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



## DONNÉES REPÈRES

- 2,76 UMO totales dont 1,90 UMO exploitant
- 190 ha de SAU dont 156 ha de SFP
- 102 vaches laitières
- 766 000 litres de lait vendus
- 79 UGB viande

FIG. 13 : LOCALISATION DES 35 EXPLOITATIONS LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINE

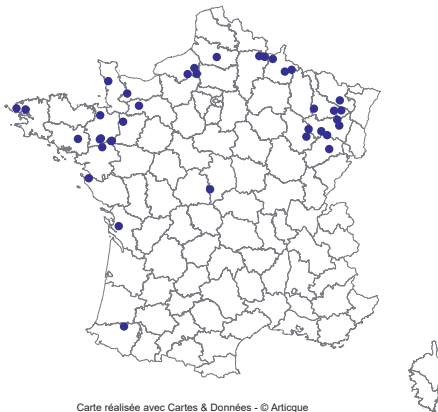
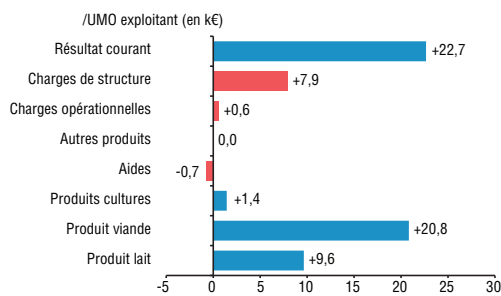


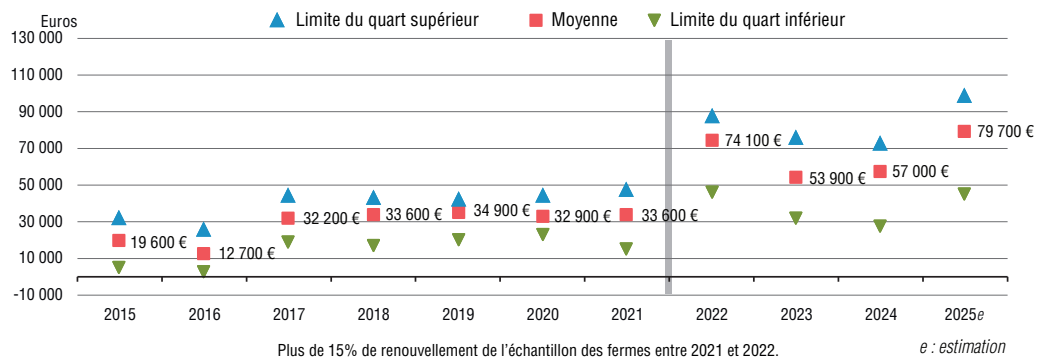
FIG. 14 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 15 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

## LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINE

Des résultats favorables grâce aux conjonctures animales

L'année 2025 a permis de récolter des fourrages de très bonne qualité, dans un contexte de prix du lait et de coûts d'aliments encourageant la production via la hausse des rendements laitiers.

### Des récoltes facilitées par une météo favorable

À l'inverse de la campagne 2024, la météo du printemps a offert des fenêtres favorables pour une récolte précoce de l'herbe. Sa pousse a été régulière malgré deux épisodes de fortes chaleurs. Le maïs ensilage a bénéficié de l'alternance climatique générant des rendements moyens mais de bonne qualité.

### Les produits animaux élevés et des charges en baisse

Le produit brut d'exploitation a progressé de 8,5% en 2025 porté par les productions animales. La hausse du produit lait (+4,7%) est essentiellement due à l'augmentation du prix du lait (+25 €/1 000 l), la croissance des livraisons ayant été contrainte dans beaucoup de régions par les impacts de la FCO (pertes d'animaux et troubles de la reproduction). Les cours élevés des bovins dopent le produit viande (+27%). Celui des cultures de vente s'améliore de 8% par rapport à 2024, année catastrophique pour les céréales et oléo-protéagineux.

Les charges opérationnelles se stabilisent (+0,4%) grâce notamment aux baisses conjuguées des prix des aliments et des engrais. La hausse des charges de structure, malgré des coûts de l'énergie (carburants et électricité) en nette baisse est liée à la forte augmentation des charges d'amortissements (sous-entendu des investissements) et des cotisations sociales, en lien avec les bons résultats des dernières années.

### Une efficacité économique en nette progression

En 2025, l'augmentation des produits lait et viande, associés à la stabilité des charges (hors amortissements) a permis un gain d'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) de 23,7% et une efficacité économique hors main-d'œuvre portée à 44,9% (+4,7pts). Le résultat courant estimé, proche de 80 000 €/UMO exploitant serait d'un niveau historique et bien supérieur à la moyenne 2017-2021. Malgré des annuités en hausse, le revenu disponible serait lui aussi en nette progression, avec +23 900 €/UMO exploitant par rapport à 2024.

### Maintenir sa productivité tout en étant vigilant sur la maîtrise des charges

En 2025, les ateliers lait et viande soutiennent les hausses de revenus. Début 2026, le marché de la viande bovine semble rester porteur au contraire de celui du lait plus incertain et très orienté à la baisse dès ce début d'année. La bonne qualité des fourrages 2025 restera favorable à la production jusqu'aux prochaines récoltes permettant une bonne maîtrise des coûts alimentaires, sauf revirement des prix des aliments. Mais la maîtrise globale des charges et notamment des investissements seront encore plus d'actualité dans un contexte à nouveau tendu et incertain.

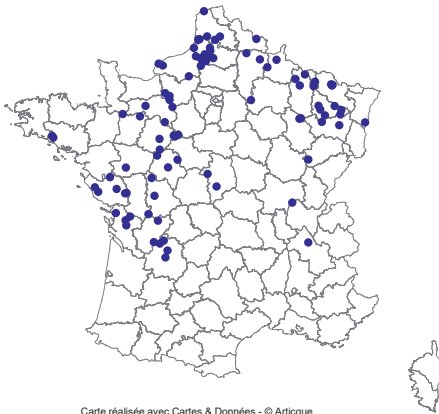
# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



## DONNÉES REPÈRES

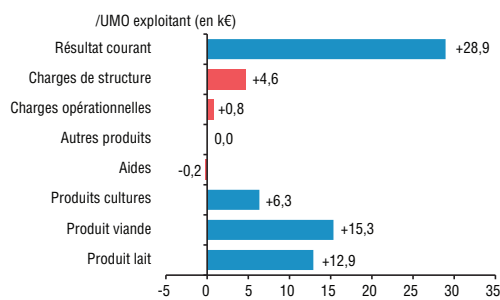
- 3,03 UMO totales dont 2,05 UMO exploitant
- 225 ha de SAU dont 106 de cultures de vente
- 101 vaches laitières
- 903 000 litres de lait vendus
- 23 UGB viande

FIG. 16 : LOCALISATION DES 89 EXPLOITATIONS LAIT ET CULTURES DE VENTE



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

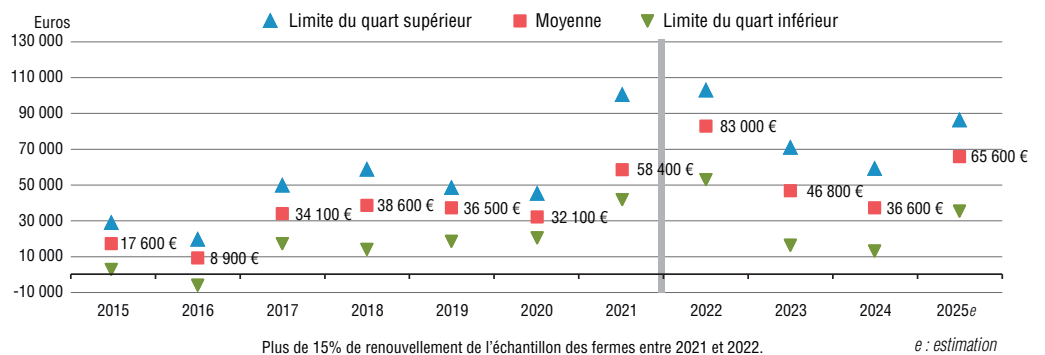
FIG. 17 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 18 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

## LAIT ET CULTURES DE VENTE

Résultats en hausse grâce aux produits lait et viande

La météo globalement moins défavorable pour les grandes cultures permet de retrouver des niveaux de rendements moyens à bons. Malgré cela, la hausse de revenus 2025 est portée par le lait et la viande.

### Grandes cultures : des rendements en hausse

Les rendements des blés sont en hausse par rapport à 2024 allant de niveaux moyens à bons selon les régions. Cependant, les prix de vente restent faibles, variables cependant en fonction des périodes de commercialisation ou de ventes contractualisées. La conjoncture est meilleure en colza mais en cultures industrielles, les prix des pommes de terre dégringolent, en cause, l'abondance de la récolte 2024 due à une augmentation des surfaces implantées. En betteraves sucrières, les rendements augmentent significativement (90 t/ha), avec cependant beaucoup d'hétérogénéité en fonction de la pression jaunisse et de la météo. La hausse globale de production pèse sur les prix qui connaissent une baisse importante (30-35 €/t). Cette conjonction générale prix et rendements et la diversité des assolements, génèrent toutefois une légère hausse du produit cultures (+7,3%), par rapport à 2024 qui était une année particulièrement défavorable.

### Des prix du lait mais surtout de la viande en hausse

Le produit lait augmente de 5,8% grâce à une hausse du prix du lait (+22 €/1 000 l) ainsi qu'une relance des livraisons (+1,3%) malgré un contexte FCO pénalisant. Le prix du lait attractif amène les éleveurs à produire plus, en profitant de fourrages 2025 de meilleure qualité et en majorant les apports de concentrés. Cependant l'évolution la plus marquante concerne le produit viande (animaux issus du troupeau laitier et de l'atelier viande), qui augmente de 45%, soit environ +24 000 €.

### Des charges opérationnelles stables

Les charges opérationnelles totales sont stables (0,6%) mixant des hausses, frais vétérinaires et frais d'élevage, et des baisses, aliments du bétail, engrais et produits phytosanitaires. Les charges de structure, quant à elles, augmentent légèrement (2,2%) malgré la diminution du prix du carburant et de l'électricité, mais une hausse des amortissements qui sont le fruit d'investissements récents. Le résultat courant moyen par UMO exploitant s'établirait en 2025 à 65 600 €/UMOex, soit une hausse de 79% en un an après deux années de baisse vertigineuse depuis 2022.

### Diversité des ateliers et résilience des exploitations de polyculture-élevage

La forte hausse des produits animaux et le léger rebond des produits cultures démontrent une nouvelle fois l'intérêt de diversifier les productions et de maintenir l'élevage. Si ce dernier reste souvent menacé pour des questions de temps de travail et de main d'œuvre disponible, le revenu issu de la production laitière fait pourtant preuve de résilience ces dernières années.

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



## DONNÉES REPÈRES

- 2,78 UMO totales dont 2,41 UMO exploitant
- 129 ha de SAU dont 124 ha de SFP
- 80 vaches laitières
- 524 000 litres de lait vendus

FIG. 19 : LOCALISATION DES 26 EXPLOITATIONS LAIT DE MONTAGNES DE L'EST

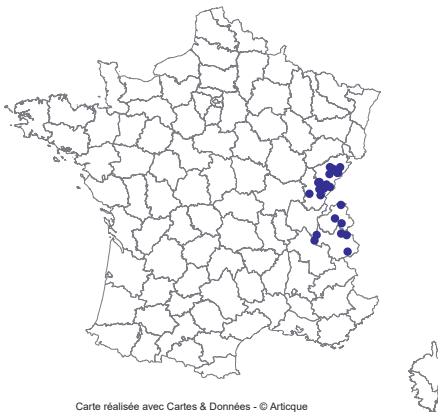
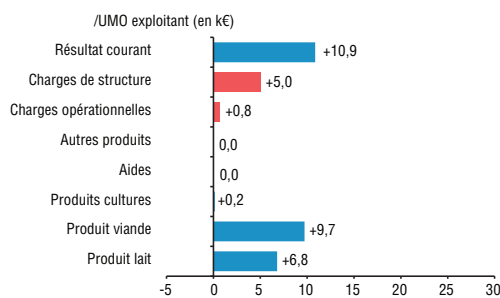


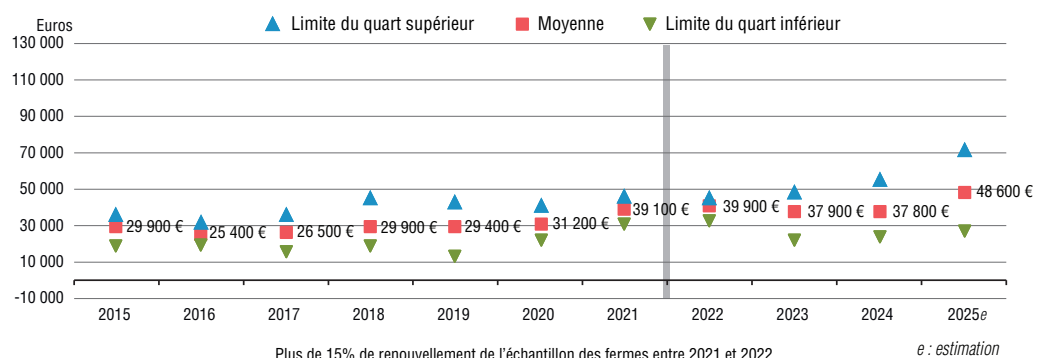
FIG. 20 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 21 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

## LAIT DE MONTAGNES DE L'EST

Le contexte sanitaire très lourd masque la belle reprise économique

Dans les massifs de l'Est, l'année 2025 restera marquée par la DNC et les nombreux épisodes de dépeuplement, concentrés pour l'essentiel dans les Savoie. Dans le massif jurassien, la FCO a pénalisé la production et la reproduction en début d'année, tandis que la DNC venait clore 2025 par plusieurs abattages. Ces événements particulièrement éprouvants occultent une campagne fourragère exceptionnelle et la progression des résultats économiques.

### 2025 : une excellente année fourragère

Après un début d'année difficile, lié à la FCO et à la faible qualité des fourrages 2024, 2025 a bénéficié de conditions favorables à la croissance de l'herbe. La campagne de pâturage a été satisfaisante, sans sécheresse prolongée, et les fenaisons ont débuté précocement. À l'hiver, les stocks étaient abondants et de grande qualité, contrastant avec 2024.

La productivité laitière s'est renforcée depuis l'automne (+1 à +4%), combinée à une légère hausse des effectifs (+1 à +2%), entraînant une augmentation des volumes livrés, plus marquée dans les Savoie (+6%) qu'en Franche-Comté (+2%)\*.

### Amélioration sensible des résultats économiques en 2025

Après quatre années de stagnation, les résultats économiques affichent une nette amélioration. Les prix du lait progressent, à l'exception de la filière Beaufort, pour laquelle les marchés peinent encore à se redresser. En Franche-Comté, les dispositifs de régulation semblent avoir contribué au maintien des prix.

Le coproduit viande, souvent significatif en race mixte, progresse d'environ 50%, porté par une conjoncture ultra favorable. Parallèlement, les principaux intrants (aliments, engrais, carburants) poursuivent leur repli vers des niveaux plus soutenables après les fortes hausses observées entre 2021 et 2023.

Ce relâchement du ciseau produits/charges se traduirait par un résultat courant en nette progression, malgré le poids croissant des investissements qui continue de peser sur les amortissements.

### Perspectives 2026 : maintien de la reprise sous conditions

La reprise 2025 est essentielle pour la pérennité des filières AOP, exigeantes sur le plan des cahiers des charges et du contexte pédoclimatique. La progression de la collecte laitière devrait se poursuivre jusqu'au printemps. Toutefois, si les marchés fromagers ne suivent pas, la valorisation du lait pourrait être affectée.

(\* ) L'échantillon se compose d'1/3 d'exploitations des Savoie et de 2/3 d'exploitations de Franche-Comté.

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



## DONNÉES REPÈRES

- 2,09 UMO totales dont 1,86 UMO exploitant
- 95 ha de SAU dont 85 ha de SFP
- 68 vaches laitières
- 510 000 litres de lait vendus

FIG. 22 : LOCALISATION DES 65 EXPLOITATIONS LAIT DE MONTAGNES ET PIÉMONT DU SUD

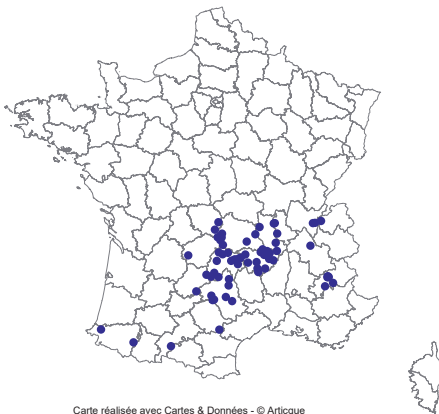
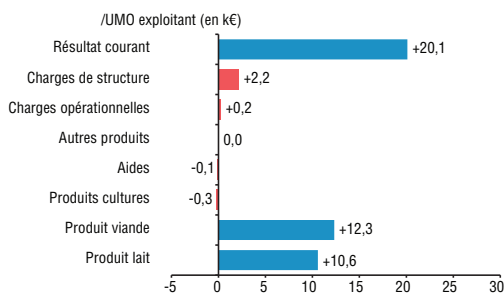


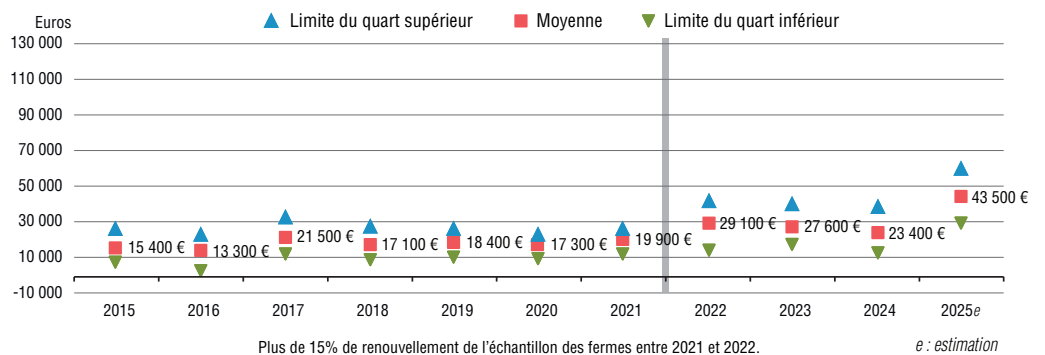
FIG. 23 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 24 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

## LAIT DES MONTAGNES ET PIÉMONT DU SUD

Des revenus laitiers avec des niveaux jamais atteints

**Un alignement inédit des planètes : prix du lait, cours de la viande bovine, coûts des approvisionnements et ressources fourragères abondantes et de qualité constituent, en 2025, le cocktail idéal pour doper la production et les revenus.**

### Une année fourragère favorable malgré le trou d'été

Fait suffisamment rare pour le souligner, les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Occitanie figurent en tête des régions françaises où la collecte a le plus progressé en 2025. Ces zones de production, majoritairement en montagnes, ont profité d'un parfait alignement de l'ensemble des paramètres constitutifs du revenu laitier à commencer par une année fourragère satisfaisante. Les conditions printanières ont été propices à la récolte de premiers cycles très qualitatifs tandis que l'automne a été particulièrement favorable à la pâture. L'absence de pousse d'herbe pendant deux mois d'été chauds et secs sur une bonne partie du Massif central, a pu être compensée par une distribution de fourrages de qualité à même de relancer la production de lait dès le mois d'août.

### Des produits d'atelier au plus haut

La hausse des livraisons de lait par exploitation (+5,5%) couplée à une appréciation du prix (+13 €/1 000 l) décuple le chiffre d'affaires laitier (+10 600 €/UMOx) auquel il faut ajouter un accroissement spectaculaire et inédit des produits liés aux ventes d'animaux laitiers. Les cotations nationales 2025 des veaux naissants et des vaches de réforme affichent des hausses respectives de +125% et +25% comparées à l'année précédente, générant une hausse plus que conséquente du produit viande (+12 300 €/UMO exploitant).

### Une production de lait à moindre coût

L'abondance fourragère reposant sur des reports de stocks de 2024, sur une année 2025 placée sous le signe de la qualité (premiers cycles d'herbe et pâture d'automne) a permis aux éleveurs d'appuyer sur l'accélérateur. Bénéficiant de prix d'aliment en baisse et d'un prix du lait attractif, toutes les conditions étaient réunies pour accroître la production à moindre frais. Les éleveurs n'ont d'ailleurs pas hésité à prolonger quelques carrières de vaches pour maximiser les livraisons.

### Une embellie de courte durée ?

Des revenus moyens à 43 500 €/UMO exploitant et qui ont presque doublé en 2025 ne s'inscriront malheureusement pas dans la durée. La vague de lait française et planétaire pèse déjà sur les prix de la matière première, en forte chute sur ce début d'année, ce qui pèsera forcément sur les résultats économiques 2026. Nombre d'éleveurs, s'appuyant sur les revenus un peu plus porteurs de ces dernières années, en ont profité pour investir, moderniser leur outil de production afin de gagner en souplesse de travail, en productivité et en attractivité. Il faut espérer que 2026 ne remette pas tout en cause car, en élevage laitier, les engagements économiques et financiers s'appuient toujours sur le long terme.

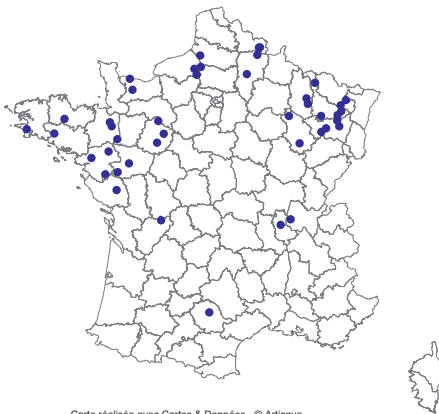
# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



## DONNÉES REPÈRES

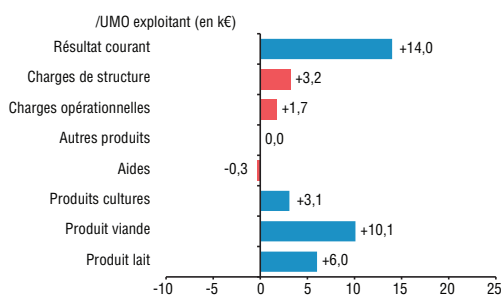
- 2,40 UMO totales dont 1,77 UMO exploitant
- 134 ha de SAU dont 120 ha de SFP
- 89 vaches laitières
- 458 000 litres de lait vendus

FIG. 25 : LOCALISATION DES 43 EXPLOITATIONS LAIT BIO DE PLAINE



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

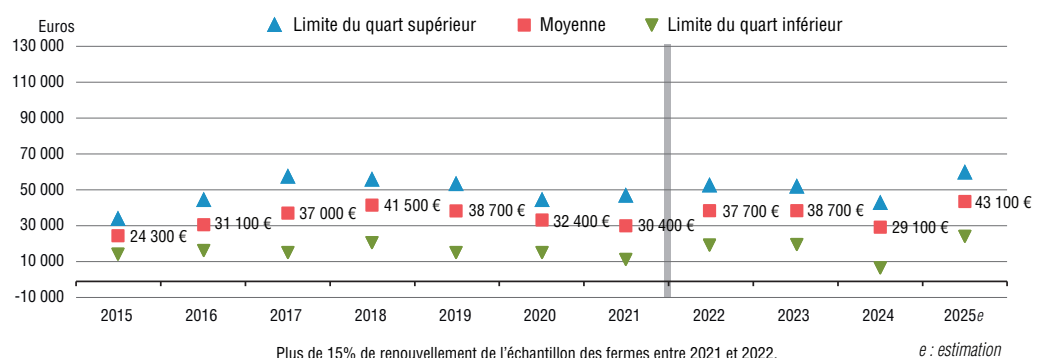
FIG. 26 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 27 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Plus de 15% de renouvellement de l'échantillon des fermes entre 2021 et 2022.

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

## LAIT BIO DE PLAINE

Les prix de la viande et du lait permettent d'améliorer le revenu

La situation de la filière laitière biologique s'est globalement améliorée en 2025, mais cette embellie masque de fortes disparités entre exploitations. Si le revenu moyen progresse, une part importante des fermes bio demeurent en grandes difficultés économiques.

### Des meilleurs revenus

Le revenu moyen par UMO exploitant augmenterait d'environ 14 000 € en 2025. Cette évolution s'explique principalement par la hausse marquée du prix des coproduits viande (+46%) et par une augmentation plus modérée du prix du lait bio (+5%, soit environ 25 €/1 000 l). En parallèle, les charges continuent de croître, avec +2,4% pour les charges de structure et +4% pour les charges opérationnelles, limitant l'impact positif des produits sur les résultats.

Les volumes de lait livré sont en moyenne stables, mais l'année fourragère a été très contrastée. Une sécheresse printanière sévère a affecté la production d'herbe, avec des situations régionales très différentes. En Bretagne et dans les Pays de la Loire, les pluies estivales ont permis une reprise de la production en fin de saison, tandis que d'autres territoires, comme la Normandie, ont subi un gros déficit fourrager. Par ailleurs, la fièvre catarrhale ovine a perturbé certains troupeaux, entraînant des problèmes de reproduction dont les effets se feront sentir en 2026.

Les prix du lait bio restent extrêmement variables, allant de 460 à 630 €/1 000 l selon les exploitations. Ces écarts s'expliquent par la qualité du lait, la saisonnalité et le collecteur. L'écart du prix du bio moyen par rapport au conventionnel demeure limité : il était en moyenne de 24 € en 2024 et atteindrait 27 € en 2025, dans un contexte très favorable au lait conventionnel qui fragilise les éleveurs bio les plus exposés.

### Des niveaux de charges de structure intenable

Les écarts de revenus sont accentués par des niveaux de charges de structure jugés intenable dans certaines exploitations. En 2024, le résultat courant moyen atteignait 29 100 €/UMO exploitant, mais un quart des fermes affichait un résultat inférieur à 6 000 €/UMO exploitant. Ces écarts s'expliquent majoritairement par les charges de mécanisation (près de 900 €/ha) et par des charges de concentrés élevées (plus de 90 €/1 000 l) pour le quart le moins performant. Les exploitations les plus fragiles cumulent investissements importants et annuités élevées (plus de 170 €/1 000 l), incompatibles avec les prix historiques du lait bio.

### Trouver un équilibre structurel

La filière bio traverse une double mutation, marquée par des interrogations profondes sur les coûts de production, l'autonomie fourragère (aléas climatiques), les investissements, l'organisation du travail (robotisation) et l'adéquation entre offre, demande, les coûts de collecte et l'approvisionnement des outils de transformation. Cette amélioration de la conjoncture doit être l'occasion de trouver un équilibre structurel.

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



## DONNÉES REPÈRES

- 2,23 UMO totales dont 1,89 UMO exploitant
- 104 ha de SAU dont 92 ha de SFP
- 57 vaches laitières
- 334 000 litres de lait vendus

FIG. 28 : LOCALISATION DES 28 EXPLOITATIONS LAIT BIO DES MONTAGNES ET PIÉMONT DU SUD

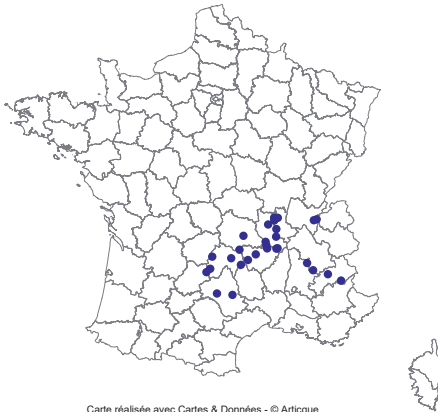
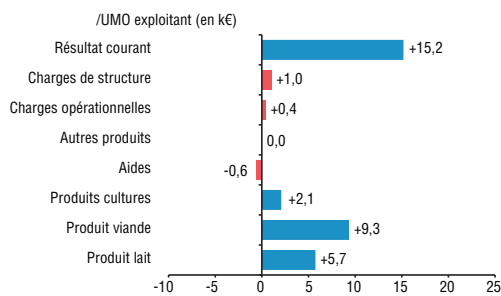


FIG. 29 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage et pôle bio Massif central

## LAIT BIO DES MONTAGNES ET PIÉMONT DU SUD

Après des années compliquées, les revenus progressent nettement

Après des années de doute, où le prix du lait bio stagnait voire baissait tandis que le conventionnel progressait, l'année 2025 est marquée par un niveau de revenu jamais atteint pour les éleveurs bio.

### Des revenus en forte hausse

Le revenu courant des élevages bio des montagnes et piémonts du Sud, après avoir subi une forte baisse en 2024, progresse nettement : +15 000 € pour s'établir à 35 000 €/UMO exploitant. Cette amélioration s'explique notamment par la hausse du produit (+10%) et la faible évolution des charges (+1%).

On observe une croissance des volumes livrés (+2%) en lien avec des marchés plus porteurs et une année climatique favorable à la production fourragère tant en quantité qu'en qualité pour ces systèmes principalement localisés sur l'Est du Massif central et Alpes du Sud. La pousse de l'herbe régulière et surtout la bonne qualité des fourrages récoltés aux bons stades et dans de bonnes conditions ont en effet favorisé la productivité des vaches (+2%) et permis de réduire les consommations de concentrés. L'augmentation des livraisons stimulée aussi par les prix du lait (+20 €/1 000 l) conduit à une augmentation du produit. Mais c'est le coproduit viande qui marque la plus forte progression grâce un marché de la viande favorable et des prix des veaux qui atteignent des records avec des prix parfois doublés entre 2024 et 2025. Le produit des ventes de veaux progresse aussi par l'utilisation de semences sexées, ce qui permet d'accroître la part de veaux croisés viande parmi les veaux vendus.

Les rendements céréales retrouvent des niveaux de 2023 et contribuent aussi à l'amélioration du revenu et l'économie de concentrés. En 2025, les charges évoluent peu du fait de la baisse du prix et des achats d'aliments, malgré la hausse des frais vétérinaires en lien avec les vaccinations FCO notamment. Les charges de structure sont presque stables (+1 000 €, soit +1%) : les quelques hausses sont presque intégralement compensées par la chute des prix du carburant et de l'électricité.

### Des écarts entre élevages

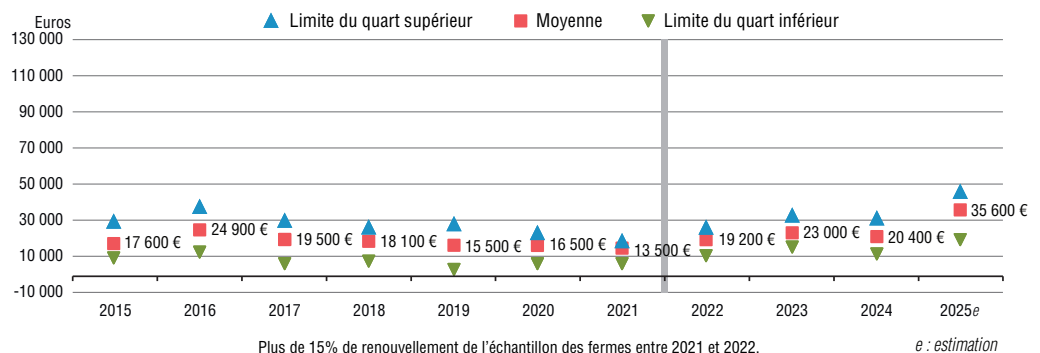
Pour ces exploitations bio, on note toujours d'importants écarts de revenus dont les origines sont variées (maîtrise technique, productivité des facteurs de production, niveau d'investissements...) mais cela s'explique aussi de plus en plus par des écarts de prix du lait qui diffèrent fortement entre collecteurs. Quelques valorisations en AOP bio accroissent aussi ces écarts.

### Et une sensibilité aux équilibres fourragers

L'autonomie alimentaire reste un enjeu important et la qualité des fourrages primordiale pour limiter les achats à l'extérieur. Si les systèmes avec du maïs permettent souvent des productions par vache supérieures, ils restent dépendants aux cours du tourteau de soja, souvent coûteux, lorsque la part du maïs dans la ration est élevée.

FIG. 30 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage et pôle bio Massif central

# 4

## PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

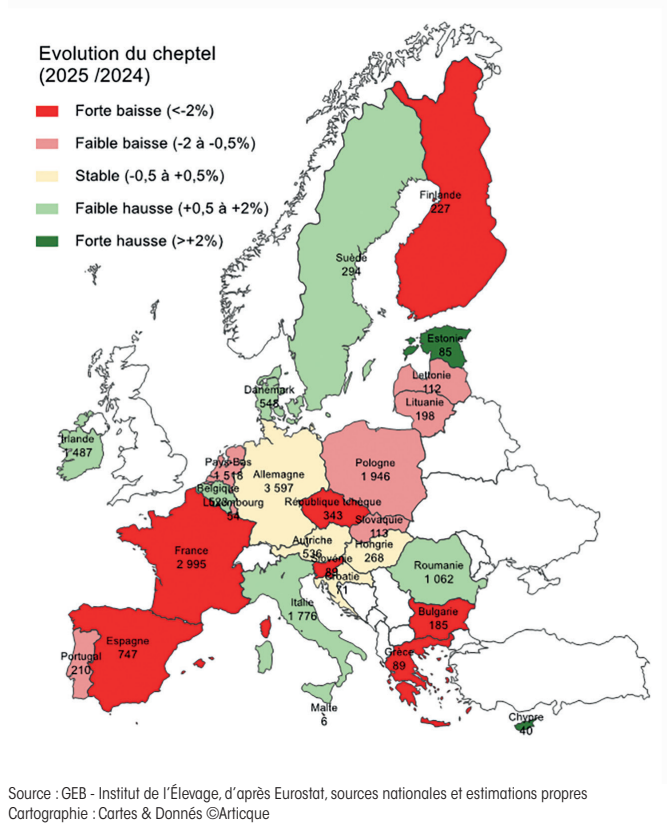
### Net rebond de la collecte européenne au second semestre 2025



Après le léger rebond des livraisons de lait dans l'Union européenne en 2024, la collecte s'est plus nettement appréciée en 2025, portée par les volumes produits au 2<sup>nd</sup> semestre. Cette hausse concerne tous les principaux producteurs. Si le cheptel laitier européen a poursuivi le mouvement de recul entamé il y a dix ans, la baisse a été limitée par la conjoncture favorable.

### CHEPTTEL EUROPÉEN 2025

FIG. 1 : ESTIMATION DES EFFECTIFS DE VACHES LAITIÈRES EN DÉCEMBRE 2025 ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À DÉCEMBRE 2024



#### Repli plus nuancé du cheptel européen

En 2025, d'après nos estimations, le cheptel européen de vaches laitières aurait continué de se replier mais à un rythme plus modéré pour atteindre 19,1 millions de têtes en décembre 2025 (-113 000 têtes, soit -0,7% /2024). En baisse pour la 10<sup>ème</sup> année consécutive, le cheptel laitier a vu le rythme de recul se réduire avec des prix du lait plutôt soutenus sur une large partie de l'année et malgré des prix de vente des réformes toujours attractifs. Cependant, le développement d'épizooties dans certains États membres a pu peser sur les effectifs.

En **Allemagne**, qui occupe toujours la première place européenne, le cheptel laitier s'est stabilisé après les baisses conséquentes des années précédentes alors que la conjoncture a été porteuse une large partie de l'année. Fin 2025, il comptait 3,60 millions de têtes (+7 000 têtes soit +0,2% /décembre 2024) d'après Destatis. En **France**, deuxième pays producteur de l'UE, le constat est différent. Le mouvement de recul du cheptel est resté marqué avec 76 000 têtes en moins sur un an, à 3 millions de têtes (-2,5% /2024) alors que certaines zones du pays ont notamment été affectées par diverses épizooties (FCO-3, DNC).

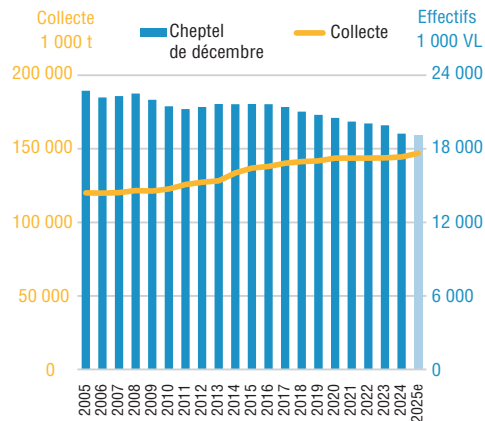
Les autres grands producteurs laitiers de l'UE ont connu des évolutions variées. En **Pologne**, le cheptel s'est légèrement replié selon l'Office polonais des statistiques. Il compte désormais 1,95 million de vaches laitières (-0,7% /décembre 2024). Idem pour les **Pays-Bas** (-0,6% à 1,52 million de têtes). En **Italie**, d'après nos estimations, le cheptel aurait légèrement rebondi à 1,78 million de têtes en 2025 (+0,7% /2024). C'est également le cas en **Irlande** après la pause de 2024 (+1,7% à 1,49 million de têtes).

# 4 LA PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS



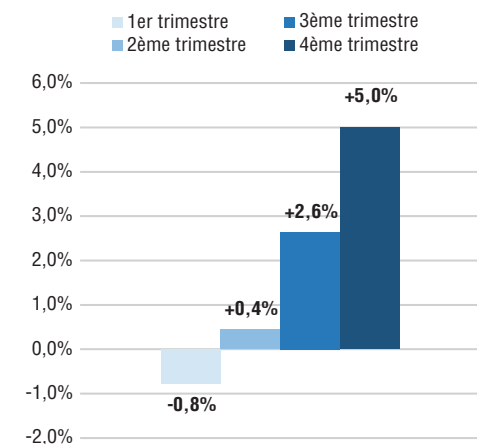
## COLLECTE EUROPÉENNE 2025

FIG. 2 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE ET DU CHEPTEL DE L'UE-27



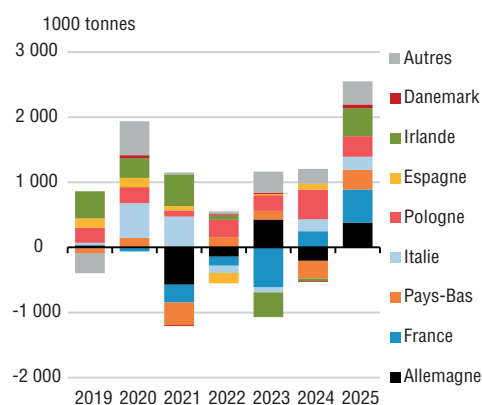
Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

FIG. 3 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE L'UE-27 EN 2025 /2024



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 4 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE D'UNE ANNÉE SUR L'AUTRE (1000 T)



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

Après le léger rebond de 2024, la collecte laitière européenne a connu une hausse marquée en 2025 alors que les livraisons ont progressé dans la plupart des États membres au cours du 2<sup>nd</sup> semestre. Avec cet afflux, les prix du lait, longtemps soutenus, ont amorcé une baisse conséquente dans certains pays.

### Hausse de la collecte européenne au 2<sup>nd</sup> semestre

La collecte laitière de l'UE à 27 a approché 147,0 Mt<sup>1</sup> en 2025 (Fig. 2), en hausse sur un an (+1,8% /2024) (Fig. 2). Elle avait pourtant reculé au 1<sup>er</sup> trimestre (-0,8% /2024) (Fig. 3). Mais les prix incitatifs en début d'année, la disponibilité en fourrages et les prix plus abordables des aliments ont boosté la production. Après un léger rebond sur un an au 2<sup>ème</sup> trimestre (+0,4%), la collecte a nettement augmenté au 3<sup>ème</sup> (+2,6%) puis surtout au 4<sup>ème</sup> trimestre (+5,0%). Ainsi, le 2<sup>nd</sup> semestre 2025 s'est conclu par une forte progression de la collecte sur un an (+3,9%; Fig. 3).

En Matière Solide Utile (MSU), la progression de la collecte de l'UE-27 était même encore plus marquée (+3,3% ou + 359 000 t /2024 à 11,2 Mt). En effet, les taux moyens de matières grasses et protéiques étaient en hausse, à respectivement 4,16% et 3,48% en 2025 (contre 4,13% et 3,46% en 2024).

Les dynamiques de collecte ont été relativement homogènes chez les principaux États membres producteurs : qui ont tous affiché un net rebond des livraisons au 2<sup>nd</sup> semestre 2025. Sur l'année, la collecte a notamment progressé de 510 000 t en France (+2,1% /2024), de 380 000 t en Allemagne (+1,2%), de 315 000 t en Pologne (+2,3%), de 300 000 t aux Pays-Bas (+2,2%) ou de 200 000 t en Italie (+1,5%) (Fig.4).

Principale exception à cette règle, si la progression sur un an de la collecte en Irlande est importante (+430 000 t, soit +5,0% /2024), elle repose plutôt sur les performances des trois premiers trimestres de 2025 dans le sillage du rebond de la production de la deuxième moitié de 2024. En fin d'année, la chute des cours des commodités et du prix du lait à mis un coup de frein à la production du pays. Autre exception, la collecte espagnole s'est, elle, très légèrement repliée sur un an (-10 000 t, soit -0,1% /2024).

### Prix en baisse au second semestre

Avec la hausse des disponibilités en lait dans l'UE et chez les principaux exportateurs mondiaux, les prix du lait au sein de l'UE-27 se sont repliés en 2<sup>ème</sup> partie d'année 2025. Mais le prix moyen est resté en nette hausse sur l'ensemble de l'année 2025 à 525 €/t selon les données de la Commission européenne (+8% /2024), un niveau de prix supérieur au précédent record de 2022 (+5%).

Le prix du lait de l'UE-27 est resté relativement stable sur les trois premiers trimestres de 2025, oscillant entre 530 et 540 €/t. Les nets reculs des cours mondiaux des commodités laitières en lien avec la hausse des disponibilités a fini par affecter les prix du lait payés aux producteurs européens : le prix moyen a reculé à 480 €/t en décembre 2025.

Selon le *Milk Market Observatory* (MMO), la baisse des prix réels du lait au dernier trimestre 2025 a été plus marquée dans les pays transformant une part importante de la collecte en ingrédients laitiers pour l'export comme aux Pays-Bas, en Irlande, en Allemagne ou en Pologne. Cependant, en moyenne annuelle, les prix étaient tous en hausse sur un an.

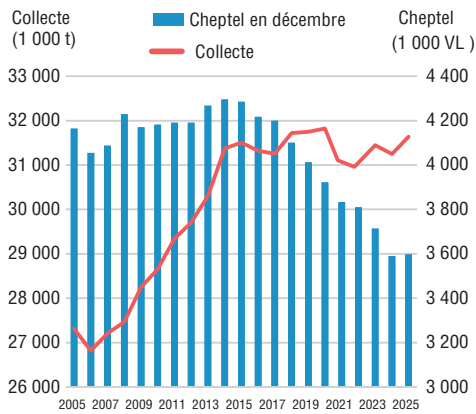
<sup>1</sup> Le Luxembourg est exclu de ce chiffre.

# 4 LA PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS



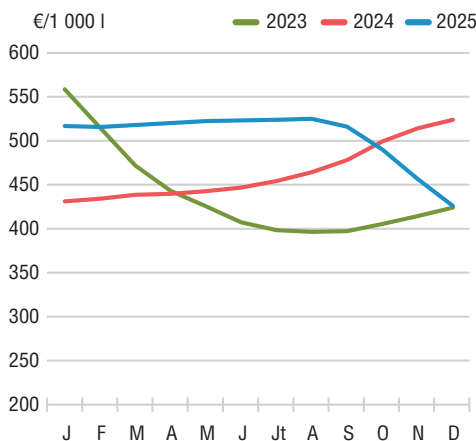
## ALLEMAGNE

FIG. 5 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU CHEPTEL LAITIÈRE EN ALLEMAGNE



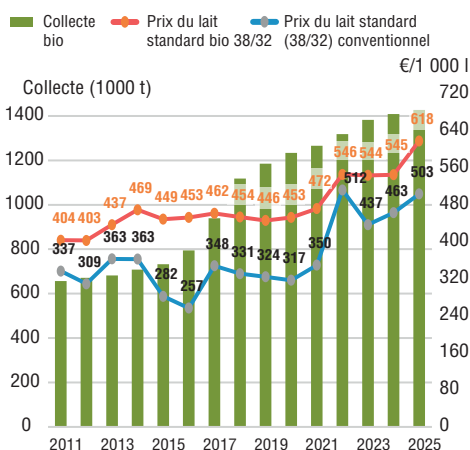
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Statistisches Bundesamt

FIG. 6 : ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN ALLEMAGNE (RAMENÉ À 32-38)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

FIG. 7 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU PRIX DU LAIT BIOLOGIQUE EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après BLE

Les livraisons allemandes ont progressé en 2025, soutenues par une seconde partie d'année très productive. L'industrie laitière a accentué son orientation vers les produits de commodités.

### Hausse des livraisons

En 2025, la collecte laitière allemande a progressé de 1,2% /2024, pour s'établir à 31,64 millions de tonnes (Fig.5). Après un premier semestre en retrait (-1,9%), la collecte a rebondi au 2<sup>ème</sup> semestre (+4,6%). Elle a fortement progressé tous les derniers mois de l'année pour atteindre 7,7% de hausse en décembre. Cette croissance est quasi généralisée sur le territoire, à l'exception du bassin Sud-Ouest (-1,0%) et de la Thuringe (-1,2%). Parmi les piliers de la production nationale, la Bavière (+1,0%), le Schleswig-Holstein (+1,4%) et la Basse-Saxe (+0,1%) confirment leur solidité. Toutefois, la performance la plus marquante provient du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, dont la collecte a bondi de 4% grâce à des rendements par vache élevés.

Les livraisons de lait conventionnel ont augmenté de 1,2% /2024 pour atteindre 30,21 millions de tonnes. La collecte de lait biologique a également poursuivi sa progression (+1,5%), portant le volume à 1,427 million de tonnes (Fig.7), principalement dans les Länder de l'Ouest (+1,8%), qui concentrent 90% de la production bio. Le lait bio représente désormais 4,5% des livraisons totales.

### Stabilisation du cheptel

Le cheptel laitier allemand a marqué une légère hausse de 0,2% en un an, pour s'établir à 3,597 millions de têtes en décembre 2025. C'est la première fois depuis 2014 que la tendance à la baisse du nombre de vaches laitières s'interrompt en Allemagne. En 2024, le cheptel avait fortement baissé (-3,3% /2023) en raison de crises sanitaires. En 2025, les éleveurs ont gardé plus de vaches pour remplacer les pertes de l'année précédente et profiter du prix du lait incitatif. Si le nombre de vaches a très légèrement augmenté, le nombre d'éleveurs, lui, a continué de chuter (-3,1% /2024).

### Progression du prix du lait

Le prix standard du lait conventionnel (ramené à 32g de MP et 38g de MG) s'est établi à 503 €/1 000 l en 2025, soit 8,8% au-dessus de son niveau de 2024 (Fig.6). Il a atteint son 2<sup>ème</sup> plus haut niveau historique après le pic de 2022. Les prix ont augmenté jusqu'en août puis ont reflué face à l'afflux inattendu de collecte en seconde partie d'année. En décembre, le prix a ainsi chuté à 425 €/1 000 l.

Le prix du lait biologique a maintenu une dynamique ascendante tout au long de l'année, s'établissant en moyenne annuelle à 618 €/1 000 l (Fig.7).

### Hausse des fabrications de commodités et progression des achats des ménages

Le net rebond de collecte au second semestre a réorienté les fabrications allemandes vers les produits de commodités, favorisant ainsi le beurre (+2,6% /2024), la poudre de lait écrémé (+1,0%) et les fromages (+0,7%). À l'inverse, le lait de consommation et la crème ont marqué le pas, avec des replis respectifs de 3,1% et 1,7%.

Les achats des ménages allemands en produits laitiers ont poursuivi leur croissance en 2025. Cette hausse de la consommation a profité à l'ensemble de la gamme, avec une forte progression pour les fromages frais (+7,4%), suivis par les yaourts (+3%) et les autres fromages (+2,8%). Les prix de détail du beurre ont baissé en 2025 quand les autres produits laitiers ont connu des hausses.

### Recul de l'excédent commercial

En 2025, les exportations ont connu une progression en valeur de 5,6% /2024. Dans le même temps, les importations ont bondi de 10%. En conséquence, l'excédent commercial national s'est contracté de 5,4% sur un an.

L'Allemagne exporte principalement des laits liquides et des fromages, à destination surtout des Pays-Bas et de l'Italie. Les envois de certains fromages ont progressé en 2025 : +2% /2024 pour les fromages frais et +15% pour les fromages râpés. L'abondance de la collecte en seconde partie d'année a soutenu les exportations de commodités, avec des hausses notables pour le beurre (+5%), le lait concentré (+7%) et surtout la poudre maigre (+16%).

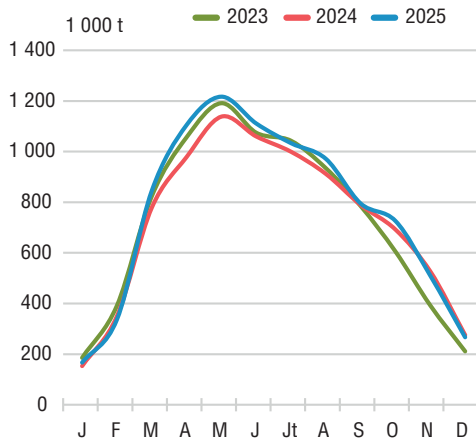
Du côté des importations, l'Allemagne s'approvisionne principalement en lait liquide, en provenance de la République tchèque, de la Belgique, de la Pologne et de l'Autriche. Les fromages constituent un second poste d'importation, les Pays-Bas étant le premier fournisseur, devant la France. En 2025, les achats de fromages frais ont progressé de 13%, ceux de beurre de 9%, de yaourts de 7% et de lait concentré de 10%.

# 4 LA PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS



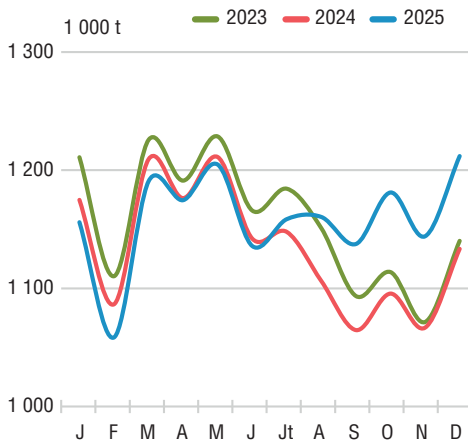
## IRLANDE & PAYS-BAS

**FIG. 8 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN IRLANDE**



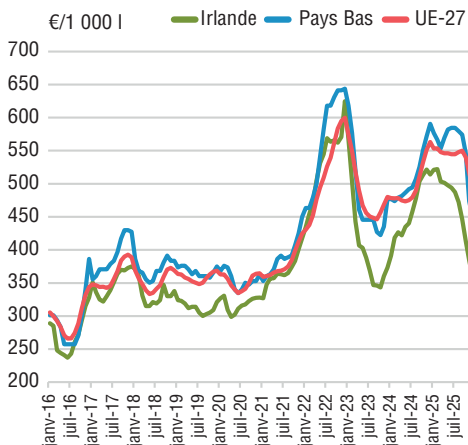
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

**FIG. 9 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AUX PAYS-BAS**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

**FIG. 10 : ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN IRLANDE ET AUX PAYS-BAS**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CSO et MMO

**Les collectes irlandaise et néerlandaise ont rebondi en 2025. Comme ailleurs en Europe, les prix attractifs du lait en début d'année et les meilleures disponibilités fourragères ont soutenu la production. Mais le repli des cours des commodités a fini par peser sur les prix payés par les entreprises aux éleveurs d'abord en Irlande, puis aux Pays-Bas durant le 2<sup>nd</sup> semestre 2025.**

**Irlande : les cours s'effondrent pendant l'été dans le sillage des cours des commodités**

Après un net rebond à partir du 2<sup>nd</sup> semestre 2024, le prix du lait a entamé un repli conséquent fin 2025 dans le sillage du recul des cours des commodités (Fig. 10). La hausse mondiale des disponibilités a pesé sur les entreprises irlandaises, principalement orientées vers l'export d'ingrédients. Le prix du lait pour un standard 3,7% MG et 3,3% MP est ainsi passé de 521 €/1 000 l en janvier à 357 €/1 000 l en décembre 2025 (-31%). En moyenne annuelle, le prix du lait standard restait en hausse sur un an (+1%), à 467 €/1 000 l ou 480 €/t. Ce niveau restait nettement inférieur au record de 533 €/1 000 l ou 549 €/t de 2022 (-12%).

**La collecte fait mieux que résister malgré la chute des prix au 2<sup>nd</sup> semestre**

Après des niveaux de collecte limités en 2023 puis début 2024, la production s'est redressée à partir du 2<sup>nd</sup> semestre 2024 alors que les conditions climatiques étaient plus clémentes et les prix plus attractifs. Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2025, la collecte irlandaise a progressé par rapport aux précédentes campagnes (+7,3% /2024 et +1,2% /2023). Idem pour le 2<sup>nd</sup> semestre (+2,6% /2024). En cumul sur 2025, elle finit à 9,10 Mt (Fig. 8), en hausse de 5% par rapport à une année 2024 limitée par des conditions trop humides. Avec la conjoncture porteuse sur une grande partie de l'année et un climat favorable, le cheptel laitier a rebondi sur un an à 1,49 million de vaches en décembre 2025 (+1% /2024) et le rendement apparent du troupeau s'est nettement redressé à 6 100 kg/VL (+3,5% /2024). Le taux de matière solide du lait a progressé en un an : le taux de protéine a augmenté de 0,07 point à 3,66% et celui de matière grasse de 0,02 point à 4,47%.

**Hausse des fabrications et de l'export**

Les données de fabrications publiées par Eurostat sont à considérer avec prudence. Des révisions sont possibles et des données sont manquantes. En 2025, si les quantités de fromages produites en Irlande sont restées stables (= /2024), celles de poudre maigre auraient cependant fortement rebondi (+22% /2024) d'après nos estimations. C'est aussi le cas de leurs exportations (+33% /2024 à 183 000 t sur 11 mois), qui ont rebondi sur les principales destinations à l'exception de l'Allemagne (-17%). Avec la nette progression des fabrications (+7% /2024), le beurre Irlandais a vu ses exportations progresser sur les 11 premiers mois de 2025, à 239 000 t (+15%), les États-Unis demeurant aux achats (+8%). Les exportations de fromages étaient, elles-aussi, en hausse (+21% à 324 000 t sur 11 mois).

**Pays-Bas : hausse de la collecte et baisse des prix au 2<sup>nd</sup> semestre**

Aux Pays-Bas, la collecte laitière du 1<sup>er</sup> semestre 2025 était en repli sur un an (-1,2%), en raison des effets persistants de la FCO-3, avant de nettement s'enlever au 2<sup>nd</sup> semestre avec le retour à la normale sur le volet sanitaire (Fig. 9). En cumul sur un an, elle atteignait 13,92 Mt (+2,2% /2024). Cette hausse de production a fait face au repli du prix du lait depuis le début du 2<sup>nd</sup> semestre 2025. Après une phase de relative stabilité, passant de 577 €/1 000 l en janvier à 585 €/1 000 l en juin, le prix du lait a reculé pour atteindre 448 €/1 000 l en décembre. En moyenne annuelle, le prix du lait a progressé de plus de 40 € pour s'établir à 553 €/1 000 l (+8% /2024).

Malgré la réduction du rythme des réformes dans un contexte de conjoncture laitière favorable, le cheptel néerlandais s'est à nouveau replié pour atteindre moins de 1,52 million de vaches laitières en décembre 2025 (-1% /2024).

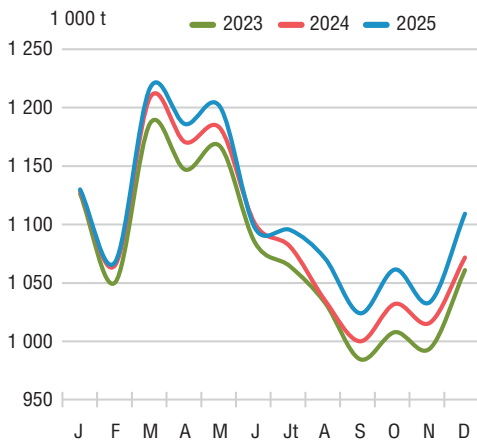
Les fabrications de fromages sont restées stables en 2025 d'après nos estimations à 932 000 t. Et contrairement aux autres États membres producteurs, les fabrications de beurre étaient à nouveau en recul (-10% à 107 000 t). Parmi les fabrications en hausse, celles de poudre maigre ont rebondi (+1% à 87 000 t) et les exportations sont restées stables.

# 4 LA PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS



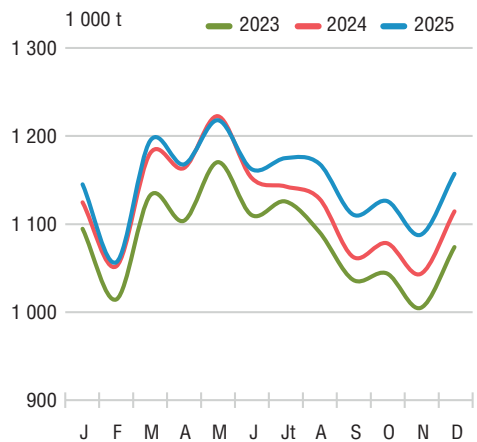
## ITALIE & POLOGNE

**FIG. 11 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ITALIE**



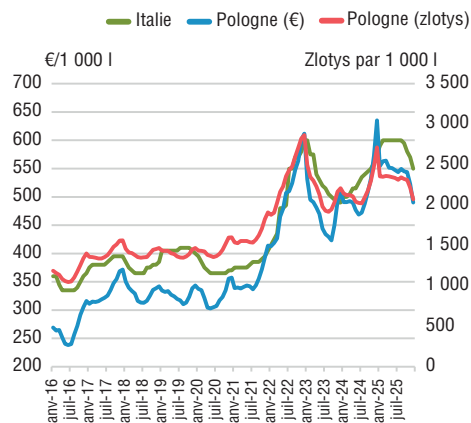
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CLAL

**FIG. 12 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN POLOGNE**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

**FIG. 13 : ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ AUX PRODUCTEURS EN POLOGNE ET EN ITALIE**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CLAL et MMO

**En 2025, la Pologne a conforté sa 4<sup>ème</sup> place de collecteur de lait de l'UE acquise en 2023 au détriment de l'Italie. Les écarts de production entre les deux pays se sont à nouveau accrus (de plus 100 000 t en 2023 à 375 000 t en 2024 et près de 500 000 t en 2025).**

### Italie : la conjoncture a stimulé la production

En Italie, la collecte laitière a de nouveau progressé de 1,5% à 13,3 Mt, grâce notamment à un bon second semestre (Fig. 11). Cette hausse a concerné les principales régions productrices du Nord, dont la Lombardie (+1,3% à 6,23 Mt), l'Émilie-Romagne (+1,2% à 2,12 Mt), le Piémont (+2,2% à 1,25 Mt) ou la Vénétie (+1,5% à 1,24 Mt). La forte demande pour les fromages italiens, accompagnée de prix incitatifs en première partie d'année, a stimulé la production.

Le prix du lait moyen à la production est resté stable jusqu'au 3<sup>ème</sup> trimestre, aux alentours des 600 €/1 000 l, avant de se replier. Il s'établissait à 550 €/1 000 l en décembre 2025, soit -4% /décembre 2024. En moyenne annuelle, le prix a battu des records, à 590 €/1 000 l (+11% /2024), malgré le repli amorcé en fin d'année.

### Hausse des fabrications de fromages et beurre

Les fabrications italiennes de fromages ont poursuivi leur tendance croissante (+0,6% /2024 à 1,223 Mt). Celles de beurre et de crème ont nettement progressé, à respectivement 112 000 t (+8%) et 160 000 t (+6%).

Côté fromages, les dynamiques de prix ont été différentes pour les deux productions stars du pays : le *Grana Padano* et le *Parmigiano Reggiano*. Les fabrications de *Grana Padano* dans le nord du pays ont battu des records : elles ont utilisé 22% de la collecte nationale en 2025 et 6,05 millions de meules ont été produites (+7,4% /2024). Mais après trois trimestres de relative stabilité, le *Grana Padano* affiné 9 mois a vu son prix de gros reculer de 17% à partir de septembre pour atteindre 9,30 €/kg en janvier 2026. Côté *Parmigiano Reggiano*, le prix de gros a connu une hausse continue sur l'ensemble de 2025 (+14% entre janvier 2025 et janvier 2026), à 14,06 €/kg pour un affinage de 12 mois. La hausse de ses fabrications a été plus mesurée, notamment en raison d'un cahier des charges plus restrictif, à 4,19 millions de meules (+2,7%) utilisant 18% de la collecte nationale.

### Pologne : nouvelle année dynamique

Dans un contexte de progression généralisée de la collecte dans l'UE, la production est restée orientée à la hausse en Pologne (Fig. 12). Malgré le nouveau léger recul du cheptel à 1,946 millions de vaches laitières en 2025 (-0,7% /2024), la collecte y a de nouveau progressé de plus de 300 000 t (+2,2% /2024), à 13,8 Mt. Cette progression participe de nouveau au mouvement de baisse des importations de lait vrac (-25% /2025).

En euro comme en zloty, le prix du lait est resté relativement stable sur les trois premiers trimestres de 2025 avant de reculer dans le sillage des cours des commodities laitières (Fig. 13). De 538 €/1 000 l en janvier 2025, le prix est passé à 529 €/1 000 l en septembre puis 476 €/1 000 l en décembre 2025 (-12% /janvier 2025). En moyenne annuelle, il a atteint le niveau record de 544 €/1 000 l, bien supérieur au précédent record de 2024 (+7% ou +34 € /2024 et +5% en zlotys).

La plupart des fabrications ont à nouveau progressé à l'exception notable de la poudre de lait écrémé (-4% /2024) et du lait liquide conditionné (-1%). La production de fromages a poursuivi sa croissance sur le même rythme que les années précédentes, avec 1,09 Mt produites (+4%). Les fabrications de beurre ont atteint des niveaux records à 281 000 t (+9%). Même constat de hausse pour les yaourts (+6%) en réponse à la demande soutenue en produits frais sur le marché domestique et surtout à l'export (+12%). L'Ukraine est devenue la deuxième destination pour les yaourts polonais (+25%).

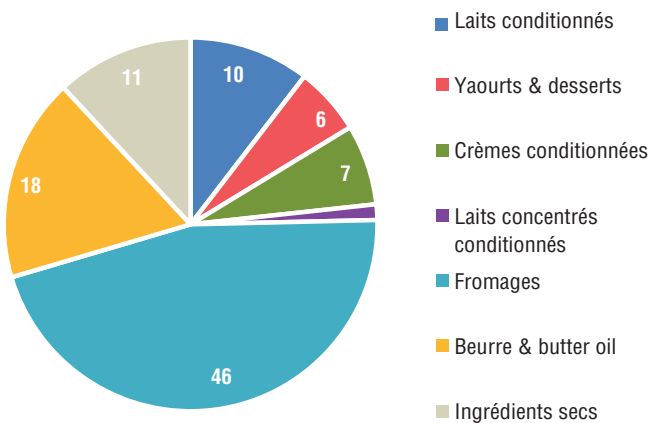
### Hausse des exportations, sauf pour la poudre maigre

Si les exportations de poudre maigre ont reculé (-8% /2024 à 125 000 t), les autres exportations ont globalement progressé. C'est le cas des envois de poudre de lait réengraissée avec de la matière grasse végétale (+6% à 223 000 t), malgré le repli des envois vers le Sénégal qui concentrait toujours plus de 20% des envois. Même constat pour les exportations polonaises de beurre, majoritairement destinées au marché européen (+22%) ou les fromages (+3%).

# 4 LA PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

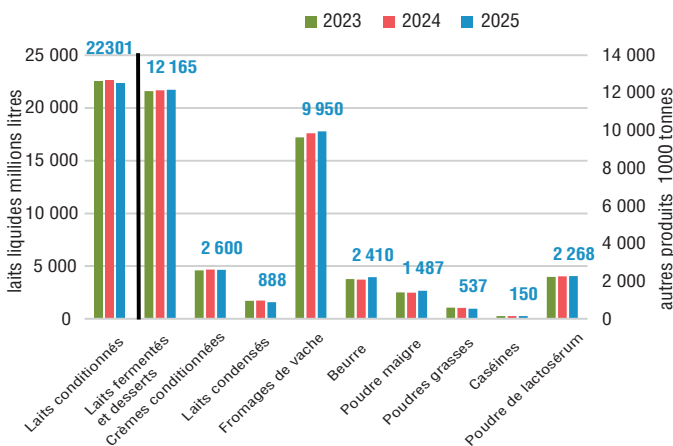
## FABRICATIONS EUROPÉENNES 2025

FIG. 14 : UTILISATION DE LA COLLECTE DE L'UE-27 EN 2025 (% DE MSU)



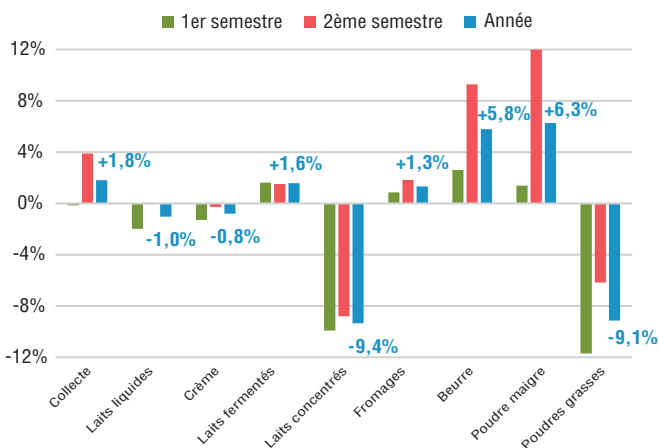
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 15 : FABRICATIONS DE PRODUITS LAITIERS EN UE-27



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 16 : ÉVOLUTION DES FABRICATIONS EUROPÉENNES\* EN 2025 (% /2024)



\*certaines données d'Etats membres jugées confidentielles ne sont pas incluses dans les évolutions présentées ici.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

**Avec une ressource laitière en hausse en 2025, l'UE a fabriqué davantage de commodités et de fromages. La part du lait transformé en beurre et butter-oil a progressé à 18,5% de la MSU (Matière Solide Utile). Celle transformée en fromages est restée relativement stable, à 46,1%.**

Les changements d'utilisation de la collecte entre 2024 et 2025 ont été limités en proportion malgré la progression des disponibilités. En 2025, la proportion de lait transformé en produits de grande consommation (PGC) est restée stable à 32,0% de la MSU quand la proportion de produits industriels a diminué de 0,1 point à 21,8% de la MSU.

### Nouvelle hausse des fabrications de fromages et de poudre de lactosérum

En 2025, dans un contexte de progression de la collecte de l'UE-27 au 2<sup>nd</sup> semestre, les fabrications de fromages ont à nouveau progressé d'après nos estimations pour atteindre 9,95 Mt (+1,3% /2024). L'augmentation a été plus marquée en seconde partie d'année dans le sillage de la hausse sur un an des disponibilités. En parallèle, les fabrications de poudre de lactosérum auraient logiquement suivi la même tendance (+1,0% à 2,08 Mt).

### Hausse des fabrications de commodités laitières

La collecte dynamique en 2025 a entraîné un net regain des fabrications de **poudre maigre** au sein de l'UE-27 après les reculs consécutifs de 2023 et 2024. Elles ont ainsi atteint 1,49 Mt en 2025 (+6,3% /2024) avec une activité particulièrement importante au 2<sup>nd</sup> semestre (Fig. 15). Elles ont progressé en France, le 1<sup>er</sup> producteur (+3,2% /2024 à 389 000 t). Elles ont aussi augmenté en Allemagne (+12,1% à 369 000 t), en Belgique (+6,0% à 183 000 t), en Irlande (+22,2% à 170 000 t). Seule la Pologne fait exception dans le top 5, avec 7 000 tonnes en moins (-4,2% à 160 000 t).

En 2025, les fabrications de **beurre** ont nettement progressé dans l'UE notamment au 2<sup>nd</sup> semestre. D'après nos estimations, elles ont atteint 2,41 Mt (+5,8% /2024). Elles ont notamment augmenté en Allemagne (+8,4% à 521 000 t), en France (+4,4% à 415 000 t), en Irlande (+7,0% à 286 000 t) ou en Pologne (+9,2% à 281 000 t) mais pas aux Pays-Bas (-10,2% à 107 000 t).

D'après nos estimations, les fabrications de **laits fermentés et desserts** auraient également connu une progression dans l'UE-27, d'ampleur plus limitée cependant (+1,6% /2024).

### Moins de fabrications de poudres grasses et de laits conditionnés

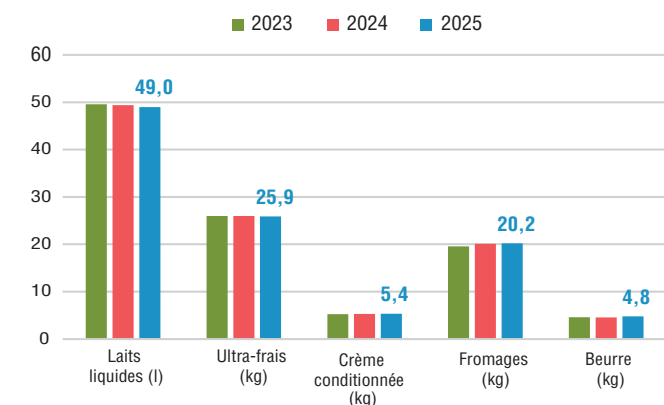
Avec la nette progression des fabrications de beurre et de poudre maigre, les fabrications européennes de **poudres grasses** se seraient nettement repliées en 2025, à 469 000 t (-9,1% /2024). Elles ont notamment reculé en Allemagne (-14,5% à 113 000 t), 1<sup>er</sup> producteur européen. Même constat au 2<sup>ème</sup> rang européen : la France a vu ses fabrications se contracter à 102 000 t (-8,4%). Pas mieux pour les Pays-Bas qui complètent le podium (-11,9% à 71 000 t).

Enfin, les fabrications de **laits conditionnés** comme de **lait concentré** ont reculé sur l'ensemble de l'année, mais avec une intensité très différente (respectivement -1,0% et -9,4% d'après nos estimations à partir des données d'Eurostat).

# 4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

## CONSOMMATION EUROPÉENNE 2025

FIG. 17 : CONSOMMATION MOYENNE PAR HABITANT DANS L'UE-27



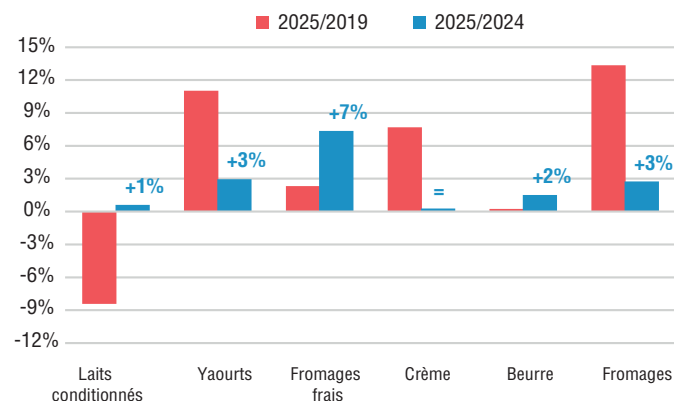
e : estimation  
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

TAB. 1 : PRODUCTION ET CONSOMMATION DANS L'UE-27

millions de tonnes équivalent lait	2021	2022	2023	2024	2025e	2025 /2024
Production	154	153	154	154	156	+1,0%
Collecte	144	144	144	144	147	+1,8%
Variation des stocks	0	0	0	0	0	=
Importations	3	4	3	3	3	+16,7%
Exportations	27	25	26	25	26	+1,8%
Utilisation intérieure	130	132	131	132	134	+1,2%
Consommation (kg/hab.)	292	295	291	294	296	+0,9%

e : estimation  
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 18 : ÉVOLUTION DES ACHATS DE PRODUITS LAITIERS PAR LES MÉNAGES ALLEMANDS EN VOLUME (% /2019 ET 2024)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

### La consommation poussée par la hausse des disponibilités

En 2025, la consommation totale calculée par bilan de l'UE à 27 a augmenté (+1% /2024 à 133,6 Mt) pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, après la baisse observée en 2023. Avec la hausse de la population européenne, la consommation par habitant en équivalent lait aurait atteint plus de 296 kg/an (+0,9% /2024). Ce niveau supérieur au précédent pic de 2022, ne tient pas compte des éventuels stocks privés de fin d'année alors que la collecte et les fabrications ont nettement augmenté en fin d'année.

Parmi les différents produits laitiers, c'est le **beurre** qui a connu la plus forte croissance de consommation dans le sillage de la forte hausse des disponibilités et de la baisse des prix, notamment en fin d'année. Après le creux de 2024, la consommation de beurre a rebondi à près de 4,8 kg/habitant en 2025 (+5,8% /2024). La consommation de **crème conditionnée** affichait une légère hausse, avec 5,4 kg consommés par habitant en 2025 (+0,9% /2024), tout comme celle de **fromages**, à 20,2 kg/hab./an (+0,4%), la majorité de la croissance des fabrications ayant été destinée à l'export.

D'autres produits laitiers ont vu leur niveau de consommation reculer. (Fig. 17). C'est le cas, dans une ampleur limitée, de la consommation d'**ultra-frais** qui a atteint 25,9 kg/hab./an (-0,4% /2024). Le recul était un peu plus important pour la consommation de **laits conditionnés**, à 49,0 kg/an (-0,9% /2024). Après une courte période de relative stabilité, la demande individuelle semble à nouveau repartir à la baisse, toujours plus loin des 52 kg consommés en début de pandémie (2020) et aux 56 kg consommés il y a plus d'une décennie.

### Poursuite de la consommation allemande

**En Allemagne**, d'après les données de ZMB, les achats des ménages ont à nouveau rebondi pour la troisième année consécutive après la forte chute de 2022 liée à une inflation particulièrement intense dans le pays. Le repli des prix du lait et de bon nombre de produits laitiers sur la 2<sup>ème</sup> partie de 2025 a participé au rebond (Fig. 18).

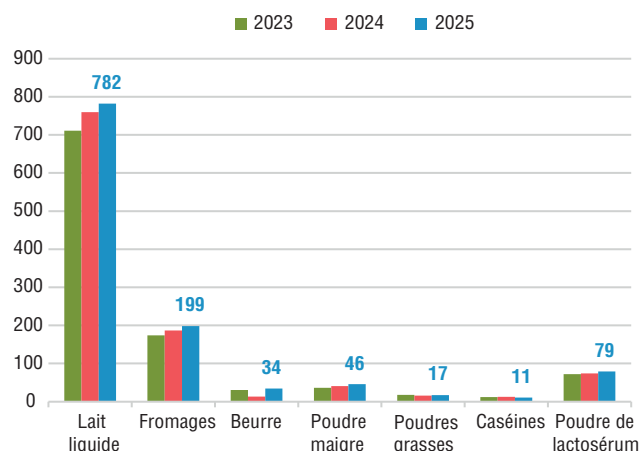
Seuls les achats de crème sont restés stables sur un an. La hausse la plus mesurée concernait les achats de lait liquide, en faible hausse (+1% /2024) alors que le prix au détail du lait UHT est resté sensiblement stable aux alentours de 1,05 €/l avant de reculer en décembre 2025. En moyenne annuelle, le prix était même orienté à la hausse (+1% /2024).

Pour le reste des produits laitiers, l'année 2025 a été synonyme, pour les ménages allemands, de hausse plus marquée des achats. La consommation des autres produits laitiers frais était à nouveau en progression (+3,0% pour les yaourts, +7,4% pour les fromages frais). C'était aussi le cas pour les achats de fromages (+2,8%) malgré la hausse des prix des principaux types de fromages (+1% pour la Feta, +5% pour le Gouda et jusqu'à +6% pour l'Emmental en moyennes annuelles). Enfin, les achats de beurre ont retrouvé la croissance (+2%) alors que les prix se sont repliés sur la deuxième moitié de 2025. En moyenne annuelle, la baisse de prix restait relativement limitée cependant (-3%).

Les niveaux d'achats de nombreux produits laitiers en 2025 étaient désormais supérieurs à ceux d'avant pandémie de covid (soit en 2019). Principale exception, les achats de laits liquides restaient très nettement en retrait (-8%).

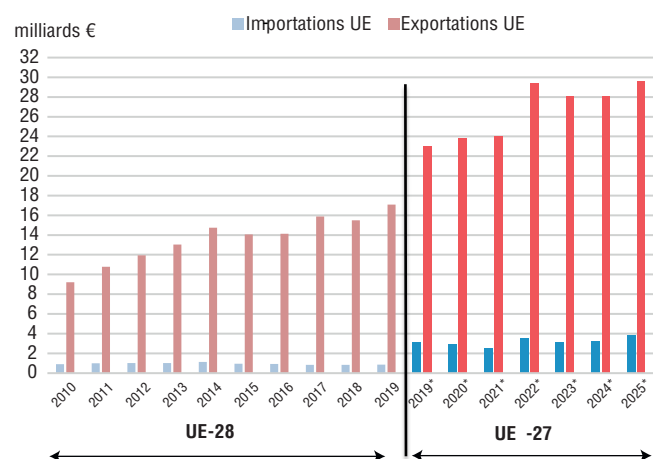
## COMMERCE EXTÉRIEUR EUROPÉEN 2025

FIG. 19 : IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-27 (1 000T)



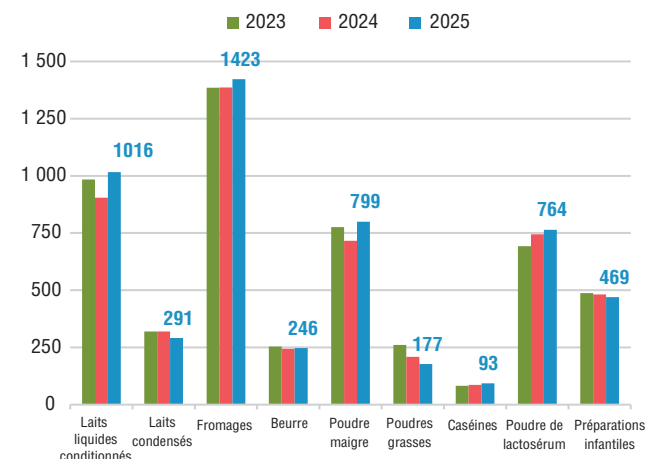
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, TDM et CLAL

FIG. 20 : LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TDM

FIG. 21 : EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-27 (1 000 T)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, TDM et CLAL

En 2025, l'excédent commercial de l'UE-27 s'est renforcé en valeur (+3,9% /2024 à 25,8 Mds €) comme en volume. Ainsi, les exportations européennes en équivalent lait ont progressé, à 25,6 Mt (+1,7% /2024), mais toujours loin du record de 2020 à 27,8 Mt. Parallèlement, les importations ont évolué dans le même sens en volume (+16,5% à 3,4 Mt) comme en valeur (Fig. 20).

### Importations en hausse en valeur comme en volume

Estimées à un peu moins de 3,5 Mt d'équivalent lait en 2025, les importations de l'UE-27 ont nettement progressé (+16,5% /2024). Elles représentaient près de 2,4% de la consommation de l'UE-27. La hausse des disponibilités a été plus tardive dans l'UE que dans les autres bassins exportateurs. Sur le beurre, un différentiel de prix s'est vite créé, stimulant les importations européennes (x2,6 à 34 500 t), notamment en début d'année. Les principaux fournisseurs étant le Royaume-Uni (45% des achats), l'Ukraine (17%), les États-Unis (16%) et la Nouvelle-Zélande (12%). Les importations de butter-oil ont également connu une hausse marquée (+54% à 34 500 t). 95% des achats proviennent du Royaume-Uni (50%) et de la Nouvelle-Zélande (45%).

La dynamique est la même concernant les fromages, avec une nouvelle hausse des volumes importés en 2025 (+6% /2024) malgré le recul de l'origine Royaume-Uni (-9% à 112 000 t).

Les importations irlandaises de lait liquide en vrac depuis l'Irlande du Nord ont poursuivi leur hausse, entraînant l'augmentation des imports de l'UE-27 de lait liquide (+3% à 782 000 t), 99% étant originaire du Royaume-Uni.

### Rebond des exportations pour de nombreux produits

Après la baisse de 2024, les exportations européennes de produits laitiers en volume ont rebondi à 25,7 Mt équivalent lait (+1,7% /2024). Elles étaient également en hausse en valeur, à 29,6 milliards d'euros avec des prix globalement soutenus pendant une grande partie de l'année. Les volumes de laits liquides conditionnés depuis l'UE ont progressé (+12% à 1,02 Mt) comme celles de lait vrac (+50% à 360 000 t), qui ont doublé vers le Royaume-Uni, destinataire de près de 90% des envois. Après la pause de 2024, les exportations de fromages ont rebondi en 2025 à 1,42 Mt (+2,6% /2024). Les envois étaient notamment en hausse vers le Royaume-Uni, 1<sup>ère</sup> destination pour les fromages européens (+8,1% à 465 000 t). Les exports de beurre ont très légèrement augmenté (+1% à 246 000 t) avec des États-Unis toujours aux achats (+15% à 70 000 t). Les exportations de butter-oil étaient en retrait (-8% à 21 000 t).

Enfin, les exportations de laits condensés et de préparations infantiles se sont, elles, repliées, à respectivement 291 000 t (-8,9% /2024) et 469 000 t (-2,4%).

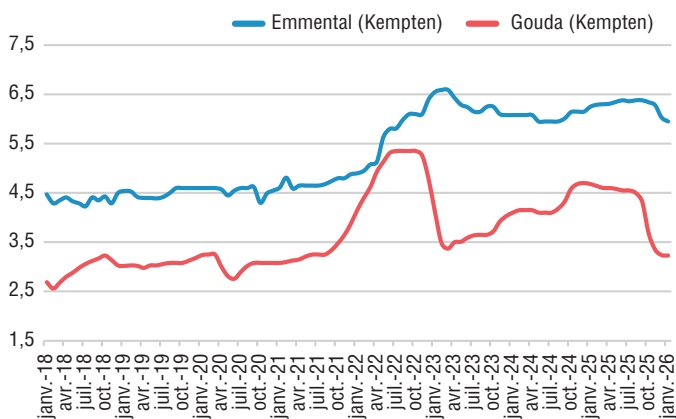
### Evolutions diverses pour les exportations de produits secs

En 2025, les exportations annuelles totales d'ingrédients secs ont rebondi dans le sillage de la collecte, à 1,83 Mt (+4,5% /2024). Cette hausse est d'abord liée au net rebond des envois de poudre maigre (+11,6% à 799 000 t). Comme les années précédentes, l'export de poudre de lactosérum a également été dynamique (+2,7% à 764 000 t). Seule exception à la dynamique observée sur les ingrédients secs, les envois de poudres grasses ont nettement reflué (-15,2% à 177 000 t) alors que la beurre et la poudre maigre ont été favorisés.

# 1,423 million de tonnes de fromages exportés depuis l'UE en 2025.

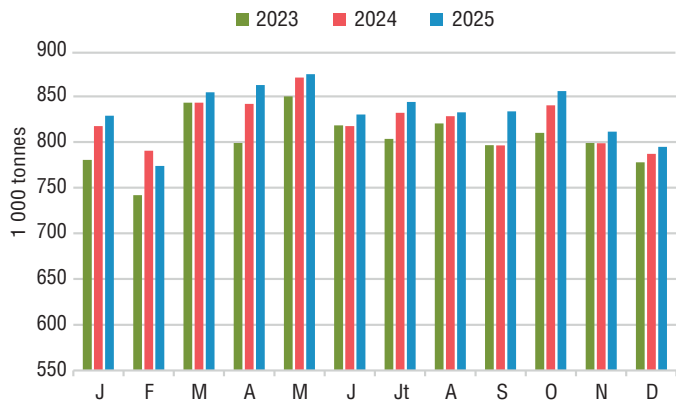
## MARCHÉ EUROPÉEN DES FROMAGES

FIG. 22 : COURS DES FROMAGES AU STADE GROS (€/KG)



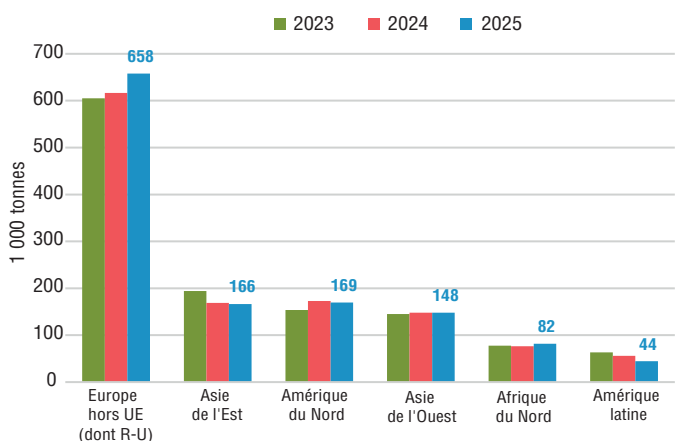
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

FIG. 23 : FABRICATIONS DE FROMAGES DANS L'UE-27



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 24 : EXPORTATIONS DE FROMAGES DE L'UE-27 SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TDM

Comme les années passées, les fabrications de fromages ont progressé en 2025 mais dans une ampleur relativement limitée. Cette hausse a servi à répondre à la fois à la demande intérieure et à l'export.

### Des cotations qui ont flanché en fin d'année

Après un 1<sup>er</sup> semestre 2025 plutôt soutenu en termes de prix, les cotations des fromages en UE se sont dépréciées au cours du 2<sup>nd</sup> semestre, notamment au dernier trimestre (Fig. 22). Le **gouda** en Allemagne (Kempton), qui est partiellement orienté vers l'export pays tiers, a pâti de la baisse des cours mondiaux et notamment du prix du cheddar étasunien. De janvier à août, son cours a oscillé autour de 4,50-4,70 €/kg avant de décrocher en septembre face à l'afflux de lait sur les marchés mondiaux. En moyenne annuelle, le prix du gouda s'est établi à 4,27 €/kg, niveau stable sur un an. Mais en janvier 2026, il ne coûtait plus que 3,23 €/kg (-31% /janvier 2025).

La baisse du cours de l'**emmental** en Allemagne, principalement destiné au marché européen, a été plus limitée. Après s'être maintenu autour de 6,30-6,40 €/kg jusqu'en octobre, le prix s'est légèrement déprécié. En janvier 2026, l'emmental allemand était repassé sous la barre des 6 €, à 5,95 €/kg (-5% /janvier 2025). En moyenne annuelle, le cours de l'emmental à Kempton a atteint 6,30 €/kg, égalant son record de 2023.

### Moindre progression des fabrications en 2025

Les fabrications de fromages ont poursuivi leur croissance en 2025, à un rythme un peu inférieur à 2024, alors que des investissements industriels encore importants ont été réalisés en UE-27. Tous types confondus, elles ont flirté avec les 10,0 Mt d'après nos estimations (+1,3% /2024). Après un 1<sup>er</sup> trimestre timide, les niveaux de fabrications ont progressé sur un an, particulièrement au 3<sup>ème</sup> trimestre (+2,2% /2024) afin de valoriser les disponibilités en lait supplémentaires.

En **Allemagne**, 1<sup>er</sup> fabricant de l'UE (Fig. 23) avec plus du quart de la production européenne, la hausse a été plutôt mesurée, à 2,54 Mt (+0,7% ou +17 000 t /2024). La hausse était également mesurée pour la **France**, 2<sup>ème</sup> fabricant de l'UE (+1,1% ou +19 000 t, à 1,79 Mt) et pour l'**Italie**, 3<sup>ème</sup> fabricant (+0,6% ou +7 000 t, à 1,22 Mt). La progression était plus conséquente en **Pologne**, 4<sup>ème</sup> producteur européen, qui a vu ses fabrications augmenter de 41 000 t (+3,9% /2024 à 1,09 Mt). Les deux États membres suivant dans le palmarès, les **Pays-Bas** et le **Danemark**, ont vu leur production de fromages rester relativement stables sur un an, à respectivement 936 000 t et 520 000 t.

### Hausse des exportations

Après la pause de 2024, les exportations européennes de fromages ont rebondi en 2025 dans le sillage de la progression des fabrications. Avec 1,42 Mt (+2,6% /2024) exportées, le précédent record de 2020 est battu (+1,5%). Les envois vers le Royaume-Uni, 1<sup>er</sup> client, avaient nettement rebondi (+8% /2024 à 465 000 t). Elles étaient en repli vers les États-Unis (-3% à 138 000 t) mais en hausse vers le Canada (+3% à 31 000 t), portées par l'avantage tarifaire issu du CETA (Fig. 24).

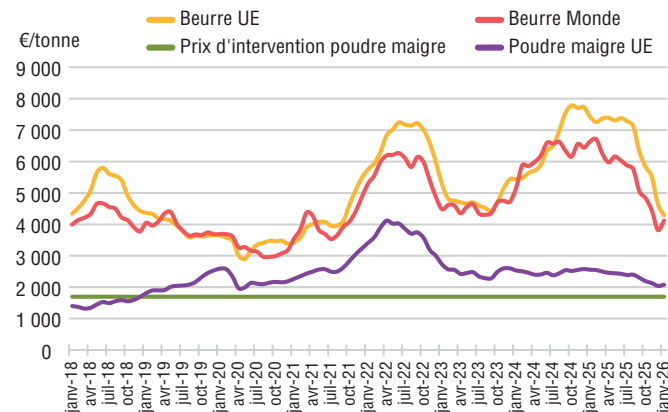
### Un peu plus de fromages consommés

Dans l'UE-27, d'après nos estimations, la consommation calculée par bilan de fromages (toutes espèces confondues) a de nouveau progressé en 2025, mais à un rythme moins important qu'en 2024, à 9,11 Mt (+0,8% /2024). Cette progression est liée à la fois à la hausse de la population européenne et à la progression de la consommation par habitant qui aurait atteint 20,5 kg/hab. en 2025 (+0,5% /2024).

## MARCHÉS EUROPÉENS DU BEURRE ET DES PROTÉINES LAITIÈRES

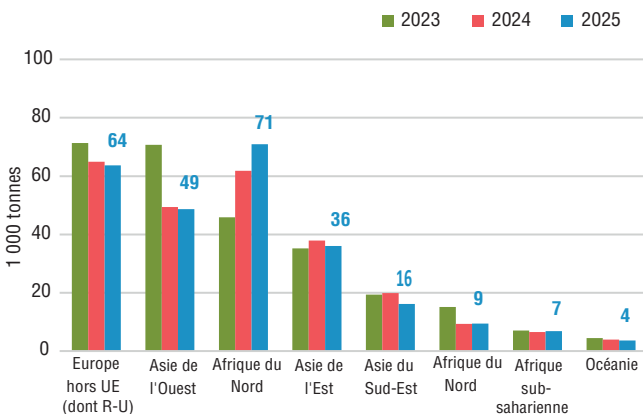
L'afflux de lait dans les principaux bassins et la hausse des fabrications qui en a découlé ont mis sous pression les cours des ingrédients laitiers en 2025, en particulier au 2<sup>nd</sup> semestre. Les exportations de poudre maigre ont augmenté en volume quand celles de beurre étaient stables.

FIG. 25 : COURS EUROPÉEN ET MONDIAL DES INGRÉDIENTS LAITIERS



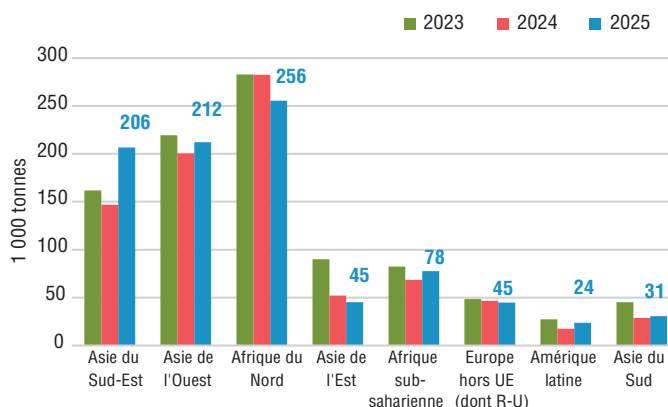
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MMO & ZMB

FIG. 26 : EXPORTATIONS DE BEURRE ET MATIÈRE GRASSE LAITIÈRE DE L'UE-27 SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TDM

FIG. 27 : EXPORTATIONS DE POUDRES DE L'UE-27 PAR DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TDM

### Net repli des cours du beurre et de la poudre maigre

En 2025, les prix des deux commodités laitiers ont reculé au gré de la progression des disponibilités sur le marché mondial et dans l'UE-27 (Fig. 25). Pour le **beurre**, la hausse des disponibilités aux États-Unis dès la fin de 2024 et la hausse des fabrications en Europe notamment au 2<sup>nd</sup> semestre ont pesé sur les prix. Le cours européen du beurre a ainsi chuté dans la 2<sup>ème</sup> partie de 2025. Alors qu'il était encore à 7 380 €/t en juin 2025, il s'est replié de plus de 3 000 €/t (-42% à 4 290 €/t).

Moins impressionnante, la dynamique a été semblable pour la **poudre maigre**. Son prix est passé de près de 2 560 €/t en janvier 2025 à 2 080 €/t en janvier 2026 (-480 € ou -19%).

En moyenne annuelle, la variation des cours européens des commodités a été plus limitée : en baisse de 115 €/t ou -5% pour la poudre maigre à 2 368 €/t et même en hausse de +176 €/t ou +3% pour le beurre à 6 735 €/t.

### Hausse des importations de beurre au 1<sup>er</sup> semestre, envolée des fabrications au 2<sup>nd</sup>

Dans l'UE-27, d'après nos estimations, les fabrications de **beurre** ont nettement rebondi, à 2,21 Mt (+121 000 t soit +6% /2024). Après une hausse mesurée de la production au 1<sup>er</sup> trimestre (+1% /1<sup>er</sup> trimestre 2024), la progression a été plus marquée avec un pic au 3<sup>ème</sup> trimestre. Sur l'année, les fabrications ont progressé en Allemagne (+40 000 t ou +8%), en France (+17 000 t ou +4%), en Irlande (+18 000 t ou +6%), en Italie (+8 000 t ou +8%) ou au Danemark (+15 000 t ou +18%). Seules exceptions, les fabrications de beurre ont connu des baisses sensibles aux Pays-Bas (-12 000 t ou -10%) comme en Belgique (-8 000 t ou -6%).

Avec des disponibilités insuffisantes au 1<sup>er</sup> semestre en regard de la demande, les industries de l'UE ont été actives sur les marchés mondiaux. Ainsi, les importations européennes de beurre et matières grasses laitières ont approché les 70 000 t sur l'année (x2 /2024). Les exportations européennes de beurre sont restées relativement stables à 272 000 t (+0,2% ou +1 000 t /2024). Fait notable, malgré la forte hausse des fabrications aux États-Unis et des relations politiques dégradées, les envois européens ont continué d'y progresser (+15% /2024 à 70 000 t). Les envois étaient par ailleurs stables vers le Royaume-Uni (= à 53 000 t) et en retrait vers la Chine (-12% à 16 000 t). Calculée par bilan, la consommation européenne de beurre en 2025 aurait rebondi (+6,1% /2024 à 2,16 Mt), tout comme la consommation individuelle, à 4,8 kg/hab./an (+5,8% /2024). Cette estimation n'intègre pas les probables stocks privés potentiellement importants en fin d'année.

### Plus de lait, plus de poudre maigre

Dans l'UE, les fabrications de poudre maigre ont rebondi à 1,49 Mt en 2025 d'après nos estimations (+6% /2024). Le 1<sup>er</sup> producteur, la France, a vu sa production atteindre 389 000 t (+3% ou +22 000 t /2024). Même constat pour l'Allemagne (+12% à 369 000 t), la Belgique (+6% à 183 000 t) et l'Irlande (+22% à 171 000 t). Le 5<sup>ème</sup> producteur, la Pologne, fait exception à la règle avec une production en baisse (-4% à 160 000 t).

Avec le rebond des fabrications, les exports de poudre maigre ont progressé (+12% à 799 000 t soit +83 000 t), notamment vers l'Asie du Sud-Est (Fig. 27). Ce n'était pas le cas vers l'Afrique du Nord où les exportations ont chuté, avec notamment le recul de la demande algérienne (-19% /2024 à 132 000 t).

5

# L'INDUSTRIE LAITIÈRE

## Principaux événements de l'année 2025

**En France**, en 2025, le secteur fromager domine les investissements avec des extensions majeures chez Bel, Savencia et Sodiaal. Concernant les produits frais et PGC, les leaders lancent des plans massifs (Lactalis, Candia). Les investissements restent limités dans les ingrédients secs. La transition environnementale s'accélère avec la multiplication des chaudières biomasse (Lactalis, LSDH, RichesMonts) et des solutions solaires (Eurial, Ermitage). Les groupes français confirment leur puissance à l'étranger, notamment Lactalis au Brésil et aux États-Unis, Danone au Canada et États-Unis et Bel au Vietnam.

**En Europe**, la tendance est aux fusions géantes (Milcobel et FrieslandCampina ou le projet Arla/DMK), créant des leaders mondiaux. Le secteur fromager reste porteur en Belgique, Autriche, Italie, Pologne. Contrairement à la France, l'Europe investit lourdement dans les ingrédients secs à haute valeur comme la lactoferrine ou le lactosérum (Crema en Suisse, Tirlán en Irlande, Polmlek en Pologne). Partout, les préoccupations environnementales s'accroissent, portées par des projets d'agrovoltaïsme ou de réduction des émissions de gaz à effet de serre.



### ÉVÉNEMENTS 2025 EN FRANCE

#### Fromages

**Bel** investit plusieurs millions € pour convertir une des lignes de conditionnement de Mini Babybel du site d'Evron (53) aux emballages papier. En parallèle, il consacre 60 M€ à l'installation d'une deuxième ligne de fabrication de Mini Babybel sur le site de Sablé (72). La fromagerie **Peguet** double sa capacité de fabrication de reblochon à Fillinges (74), moyennant 9 M€. La fromagerie **Le Fédou** investit 5 M€ pour accroître la capacité de son site de fabrication de fromages à base de lait de brebis localisé à Hyezas (48). **Les Maîtres Laitiers du Cotentin** acquiert l'affineur de fromages fermiers **Les Terres d'Auvergne**. **Savencia** augmente de 40% la capacité de la fromagerie de Vihiers à Lys-Haut-Layon (49). **Sodiaal** annonce le transfert des fabrications d'emmental du site de Malesroit (56) vers celui de Montauban-de-Bretagne (35) d'ici 2028-29, moyennant un investissement de 30 M€. **Sofiproteol** prend une participation minoritaire dans **Lincet**, soutenant ainsi le projet d'agrandissement de sa filiale **Gaugry** à Brochon (21) pour un montant de 26 M€.

Début 2026, la **laiterie du col Bayard** reprend l'activité de la coopérative laitière des Alpes du Sud.

#### Ingrédients secs

**Lactalis** équipe la tour de séchage du site de Craon (53) d'une unité de filtration de l'air rejeté pour 12 M€. En parallèle, il investit 4 M€ dans un nouvel entrepôt de produits laitiers secs localisé à Changé (53).

#### Produits de grande consommation (PGC) hors fromages

**Agrial** finalise la modernisation de sa beurrerie de Belleville-sur-Vie (85) pour un montant de 40 M€. **Candia**, filiale de **Sodiaal**, annonce un plan d'investissement de 200 M€ d'ici 2030 pour moderniser ses outils de fabrication et diminuer son empreinte carbone. **Danone** investit 5,2 M€

sur le site de Molay-Littry (14) pour moderniser sa ligne de fabrication de produits bios et la convertir à des emballages contenant du rPET. En parallèle, il consacre plusieurs dizaines de millions d'euros pour accroître de 10 000 tonnes la capacité annuelle de fabrication de Danette de son usine de Saint-Just-Chaleyssin (38). **Lactalis** annonce un programme d'investissement d'un milliard € d'ici 2030 pour moderniser son parc industriel qui comprend 69 sites en France. Dans ce cadre, il installe une neuvième ligne de conditionnement de produits ultra-frais sur le site de Lisieux (14) pour 6,5 M€. **La Laiterie d'Etrez-Foissiat** investit 6,5 M€ pour regrouper l'ensemble de ses fabrications sur le site d'Etrez (01). Péchalou, filiale du groupe **Quinoak**, rachète les activités de produits ultra-frais de la **Fromagerie de La Lémance**. **La Sill** acquiert le fabricant de Skyr **Puffy's**. **Sodiaal** investit 11,4 M€ à Awoingt (59) pour diversifier sa gamme de crème dédiée au food-service et réduire la consommation d'eau du site via la mise en place d'un osmoseur. **Yéo Frais**, filiale de **MLC**, finalise un plan d'investissement de 10 M€ sur 2 ans à Toulouse (31).

Début 2026, la **Laiterie de Saint-Malo** investit 4 M€ pour fabriquer 4 000 tonnes de Skyr par an à horizon 2030.

#### Alternatives végétales

En partenariat avec les groupes **Avril**, **Lallemand** et **Protial** et l'appui de **Bpifrance**, **Bel** lance le programme Coccagne d'un montant de 8 M€, qui vise à développer des alternatives végétales aux fromages.

#### Equipements énergétiques et environnementaux

**Eurial** met en place des panneaux solaires sur une surface de 6 hectares à côté du site d'Herbignac (44), moyennant 10 M€. La **Fromagerie l'Ermitage** investit 10 M€ pour mieux gérer l'utilisation de ses ressources en eau. **Juraflore** s'équipe d'un système solaire de 1,5 MW sur les sites du Fort des Rousses (39) et de la **Fromagerie de**

la Haute-Combe à Septfontaines (25). **Lactalis** installe une chaudière à biomasse à Corcieux (88). En partenariat avec **Engie, LSDH** met en place une chaudière à biomasse sur son site de Saint-Denis-de l'Hôtel (45) pour 12 M€. La fromagerie **RichesMonts** à Pacé (61) investit 6,2 M€ pour se doter d'une station d'épuration. **Savoie Lactée** se dote d'une unité de méthanisation pour valoriser les perméats issus de ses fabrications de WPC, moyennant 2 M€.

## Déploiement industriel hors Europe

Le groupe **Bel** ajoute aux Etats-Unis une nouvelle ligne de fabrication de Vache Qui Rit sur le site de Little Chute (WI) moyennant 9 M€.

Début 2026, au Vietnam, **Bel** double la capacité de son usine localisée à Thu Dau Mot pour atteindre 20 000 tonnes par an, moyennant 16,7 M€.

**Danone** augmente de 20% la capacité du site de Boucherville au Canada et consacre 8 M€ à la rénovation de deux lignes de conditionnement de yaourts qui utilisent désormais des emballages davantage durables incorporant du rPET. Aux Etats-Unis, il acquiert **Kate Farms**, spécialisée dans la nutrition médicale du quotidien à base d'ingrédients végétaux bios. En parallèle, il accroît la capacité de fabrication de produits laitiers

frais hyper-protéinés de son usine localisée à Minster (OH). En Iran, il transfère la propriété de sa filiale locale auprès de son directeur général, Shokoh Ashuri, pour être en conformité avec les règles (strictes) du gouvernement sur les participations de groupes étrangers. Au Kazakhstan, il investit 6 M€ pour accroître la capacité de son usine de produits ultra-frais localisée dans la région d'Almaty.

**Lactalis** consacre 50 M€ à l'accroissement des fabrications de lait UHT à Londrina et de produits ultra-frais à Carambeí, deux sites localisés dans l'Etat du Paraná au Brésil. En parallèle, il construit une nouvelle fromagerie à Uberlândia moyennant 46 M€. Enfin, il consacre 63 M€ à la rénovation de 5 sites localisés dans l'Etat du Rio do Sul. En Colombie, il investit 4 M€ dans ses installations locales pour dynamiser ses exportations. Aux Etats-Unis, il consacre 13 M€ à l'augmentation de la capacité de fabrication de cottage cheese et de crème aigre de son usine de Walton (NY) et 53 M€ pour accroître la production de fromage du site de Buffalo (NY). Enfin, il acquiert les activités mondiales hors Chine de PGC laitiers de **Fonterra** pour 2 milliards €, et rachète auprès de **Bega** les droits d'exploitation de certaines marques de Fonterra qu'il détenait sur le marché australien pour 190 M€.

## ÉVÉNEMENTS 2025 EN EUROPE DE L'OUEST

**EN ALLEMAGNE**, **Bergader** acquiert un terrain de 6 hectares à Kirchanschöring dans le but de construire une nouvelle fromagerie. Le groupe de distribution **Edeka** rachète le transformateur laitier **Uckermärker Milch**. **Frischli** absorbe **Sahnemolkerei Wiesehoff**. **Hochwald** cède à **Müller** son site de Lüneburg et les marques Elinas et Lünebest. Le fonds d'investissement irlandais **Kerga** acquiert le fabricant de boissons lactées **Münsterland**. **Lactalis** annonce un plan d'investissement de 50 M€ sur 3 ans dans ses usines locales. **Magnum**, filiale d'**Unilever**, accroît la capacité de sa principale usine de crèmes glacées localisée en Europe, à Heppenheim. **Meggle** acquiert le groupe fromager **Rücker**. **Nestlé** dote son site de Biessenhofen d'un système agrivoltaïque.

**EN AUTRICHE**, **Berglandmilch** double la capacité de sa fromagerie de Voitsberg à 30 000 tonnes moyennant 45 M€. **Nöm** met en service un nouvel atelier de conditionnement de boissons lactées à Baden pour 30 M€, et investit en parallèle 80 M€ dans un nouveau centre logistique d'une capacité de 26 000 palettes. **SalzburgMilch** et **Pinzgau Milch** annoncent leur projet de fusionner. Prélude à une possible prochaine fusion, **Vorarlberg Milch** se rapproche de **Nöm**, via l'intégration de son site de Feldkirch au sein de Nöm AG contre une prise de participation de 3%.

**EN BELGIQUE**, **Danone** acquiert **The Akkermansia Company**, développeur de la souche biotique *Akkermansia muciniphila* MucT. Le projet de fusion de la coopérative belge **Milcobel** avec la coopérative néerlandaise **FrieslandCampina** est approuvé par leurs membres respectifs et sera effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2026. Le nouvel ensemble devient le 4<sup>ème</sup> groupe laitier mondial avec un chiffre d'affaires dépassant 13,5 milliards € et un volume de lait transformé supérieur à 10 milliards de litres de lait. **Solarec** investit plus de 100 M€ pour accroître de 50 000t la capacité annuelle de sa fromagerie à Baudour (mozzarella).

**AUX PAYS-BAS**, le groupe chinois **Ausnutria** devient l'unique actionnaire du fabricant de fromages de chèvre **Almathea**, en rachetant une participation complémentaire de 50% pour 22,1 millions €. **DMK** construit un entrepôt d'affinage d'une capacité de 2 000 tonnes à Hoogeveen. Avec l'aide de **Nestlé**, **Vreugdenhil** investit 50 M€ pour réduire de 50% les émissions de GES de 150 de ses éleveurs entre 2018 et 2030. **Rouveen** accroît ses capacités de stockage des fromages moyennant 30 M€. Le grossiste et affineur de fromages **VanderSterre** acquiert **Holland Jersey**, entreprise spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits laitiers à base de lait de jersiaises. **Unilever** se sépare de son

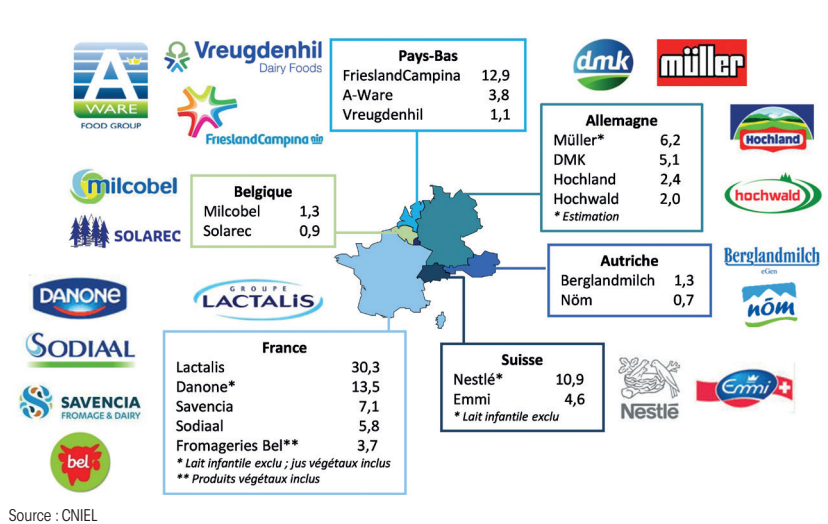
pôle d'activités dédié aux crèmes glacées. The **Magnum Ice Cream Company**, qui regroupe les marques Magnum, Ben & Jerry's, Carte d'Or et Cornetto, est désormais une entité indépendante, valorisée 7,8 milliards € lors de son entrée à la bourse d'Amsterdam en décembre 2025. Le trader **Wagenaar** rachète son confrère **Agri-Best**. Le groupe japonais **Yakult** met en service un centre de R&D sur le campus de Wageningen.

En parallèle, **FrieslandCampina** poursuit son développement industriel hors Europe. Aux Etats-Unis, il acquiert **Wisconsin Whey Protein**, spécialiste de la fabrication d'isolats de protéines sériques. En Indonésie, il projette de construire une trentaine de fermes pilotes comprenant 30 vaches chacune, moyennant un budget global d'environ 3 M€. A Singapour, il accroît de 30% la surface de son centre de R&D sur les ingrédients.

**EN SUISSE**, le groupe italien **Newlat** prend une participation de 11% dans **Hochdorf**. Ce dernier cède au fonds d'investissement **AS Equity Partners** sa filiale **Hochdorf Swiss Nutrition**.

FIG. 1 : LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'OUEST

Chiffre d'affaires en 2023 en milliard €





ÉVÉNEMENTS 2025 EN EUROPE DU NORD

**AU DANEMARK,** Arla Foods investit 59 M€ pour accroître la capacité de fabrication de fromage frais à tartiner du site de Holstebro. En parallèle, il convertit une tour de séchage du site d'Arinco à Videbæk dédiée à la fabrication de lait infantile à celle d'ingrédients pour 40 M€. Enfin, il annonce un projet de fusion avec DMK, la principale coopérative allemande. En attente d'approbation de la Commission Européenne, le nouveau groupe coopératif issu de cette fusion deviendrait le 3<sup>ème</sup> groupe laitier mondial avec un chiffre d'affaires d'environ 18,5 Mrds € et un volume de lait transformé dépassant 18 milliards de litres de lait. Le fonds d'investissement Den Sociale Kapitalfond prend une participation de 60% dans le fabricant de crèmes glacées Hansen Is. Mammen Mejerierne acquiert le négociant de fromages Kirkeby Cheese Export. En parallèle, Arla Foods poursuit son développement industriel hors Europe. Au Bahreïn, il augmente de 30% sa capacité de fabrication de fromage tartinable moyennant 51 M€.

**EN FINLANDE,** Valio investit 30 M€ pour accroître la capacité d'affinage de sa fromagerie de Joensuu.

**EN IRLANDE,** Ingredient Solutions Ltd ouvre une nouvelle fromagerie à Boherhue pour 15 M€. Lakeland Dairies finalise un investissement de 14,5 M€ à Bailieborough. Tirlán met en place une centrale solaire à Ballyragget et investit 126 M€ dans le développement des installations de traitement du lactosérum du site. En parallèle, il réduit sa participation de 7% dans Glanbia PLC qui porte désormais sur 17,8%, et reçoit en contrepartie un montant 230,3 M€.

**EN LETTONIE,** début 2026, Smiltēnes piens prend une participation majoritaire dans Cēsvaines piens.

**EN NORVÈGE,** Tine annonce la fermeture de deux fromageries localisées à Ørsta et Tresfjord et investit en parallèle 128 millions € dans la fromagerie de Verdal et 60 millions € dans celle de Byrkjelo. En parallèle, il met en place une ligne de fabrication de mozzarella fraîche dans sa laiterie de Kviarnarka on Jæren moyennant 1 million €.

En parallèle, Tine poursuit son développement hors Europe. Aux Etats-Unis, il augmente sa participation de 90% à 96,92% dans Lolito Foods Holding, moyennant un investissement de 3 M€.

**AU ROYAUME-UNI,** Arla investit 106 M€ sur le site de Lockerbie pour le doter d'un nouvel atelier de lait UHT, entraînant ainsi la fermeture de celui de Settle. Le groupe suisse Emmi acquiert The English Cheesecake Company. Freshways construit une usine de conditionnement de lait liquide d'une capacité annuelle de 500 millions de litres de lait à West Bromwich pour 30 M€. Le groupe espagnol Idilia Foods acquiert le fabricant de milk shake Shaken Udder Group. Le groupe italien Granarolo investit 12 M€ pour doter sa filiale britannique d'un nouveau siège social et d'un centre de distribution. En parallèle, il acquiert le grossiste West Horsley Dairy. A la suite d'un investissement de 12 M€, la production de fromages redémarre au sein de Mona Dairy, qui était tombée en faillite en 2024. Müller acquiert Biotiful Gut Health, le leader du marché britannique du kéfir. En parallèle, il investit 53 M€ pour augmenter la capacité de conditionnement de lait liquide et de fabrication de poudres de lait de son site de Skelmersdale. Rodda robotise son site de transformation moyennant 5 M€. South Caernarfon Creameries finalise le projet d'agrandissement de son site de Rhydygwystl, dont la capacité de fabrication de fromages passe de 15 000 à 23 000 tonnes par an, moyennant 30 M€. The Magnum Ice Cream Company, nouvelle entité scindée du groupe

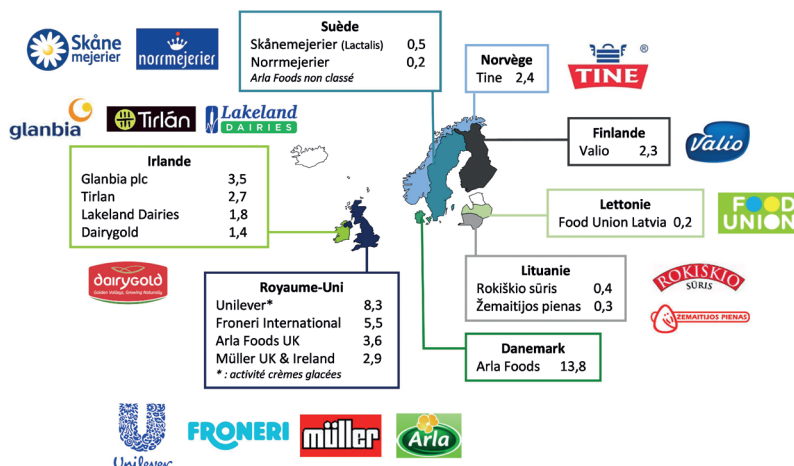
Unilever en décembre 2025 regroupant l'ensemble de ses activités de crèmes glacées, investit 59 M€ dans la modernisation de son usine localisée à Gloucester. Yeo Valley acquiert The Collective Dairy.

**EN SUÈDE,** Arla Foods investit 34,5 M€ pour installer une nouvelle ligne de fabrication de skyr sur le site de Linköping. En parallèle, il agrandit la capacité de fabrication de cottage cheese de son usine de Falkenberg moyennant 6 M€. Skånemejerier, filiale de Lactalis, investit 23 M€ sur 2 ans dans ses différents sites, incluant une augmentation de 50% de la capacité de fabrication de fromage blanc de son usine de Malmö. Par ailleurs, elle rachète auprès de Danone, la marque de jus de fruits Proviva et sa participation de 51% dans l'usine de Lunnarp, qui conditionne les jus de fruits Proviva et fabrique des yaourts à la marque Bravo.

Début 2026, Gäsene Mejeri construit un atelier de valorisation du sérum moyennant 3 M€.

FIG. 2 : LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU NORD

Chiffre d'affaires en 2024 en milliard €



Source : CNIEL

## ÉVÉNEMENTS 2025 EN EUROPE DU SUD

**EN BOSNIE-HERZEGOVINE**, le groupe allemand Meggle investit 41 M€ dans la construction d'un nouveau site à Biha.

Début 2026, Mlijecna industrija 99 construit une usine de lait en poudre moyennant 2 M€.

**À CHYPRE**, le groupe grec Omiros acquiert le fabricant d'halloumi et de yaourts de brebis **Hadjipieris**.

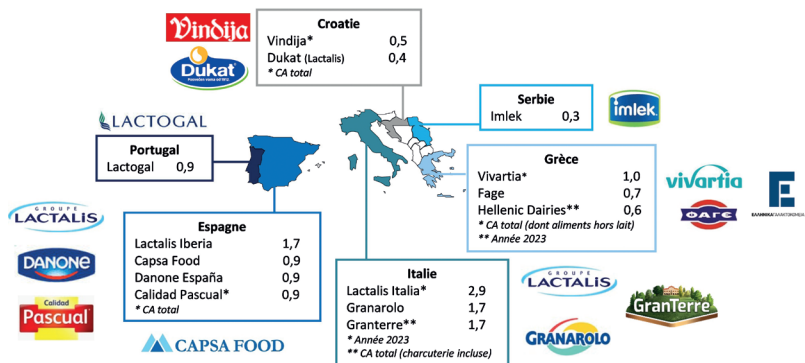
**EN ESPAGNE**, Andros prend une participation dans **El Pastoret de la Segarra**. Bel inaugure une chaudière à biomasse sur le site d'Ulzama, à la suite d'un investissement de 0,7 million € et annonce un projet d'expansion complémentaire pour un montant de 1,5 million €. Clas porte sa participation de 40% à 60% dans **Innolact**, qui va investir 5 M€ sur 2 ans dans l'accroissement du site de Riberas de Lea. **Clun** et **Leche**

**Celta** regroupent leurs actifs au sein d'une nouvelle entité, **CoRural**, qui regroupe 1 400 éleveurs galiciens. Moyennant 60 M€ investis au cours des cinq dernières années, les fabrications de **Danone** sur le site d'Aldaia ont progressé de 60%. Le fonds d'investissement britannique **InvestIndustrial** prend une participation majoritaire dans le fabricant de crèmes glacées **Grupo Alacant**. **Lactalis** met en place des chaudières à biomasse sur les sites de Granada et Villarrobledo pour 12 M€. **Lence** annonce un plan d'investissement de 20 M€ sur trois ans. **Queseria Lafuente** consacre 30 M€ à l'aménagement d'une ancienne usine de **Chupa Chups** à Villamayor pour y fabriquer des fromages frais. Le groupe autrichien **Rupp** acquiert **Juan Martinez**.

Début 2026, le groupe néerlandais **A-Ware** acquiert le grossiste-importateur de produits laitiers **Iberconseil**.

FIG. 3 : LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU SUD

Chiffre d'affaires en 2024 en milliard €



Source : CNIEL

**EN GRECE**, Kri Kri investit 52 M€ pour développer ses fabrications de yaourts et de crèmes glacées. **Vivartia** cède à **Hellenic Dairies** sa filiale **Dodoni** pour un montant estimé à 205 M€.

**EN ITALIE**, **Inalpi** acquiert le groupe fromager **Marenchino**. **Zanetti** investit 70 M€ pour accroître sa production journalière de Grana Padano de 1 000 à 1 400 meules. Début 2026, La Commission européenne donne son feu vert au soutien financier de 18,2 M€ apporté par le gouvernement italien au projet de **Centro Latte Bressanone** de développer ses fabrications de mozzarella, de ricotta et de burrata. **DalterFood** rénove une usine de découpe et de conditionnement de fromage localisée en Emilie-Romagne moyennant un million €.

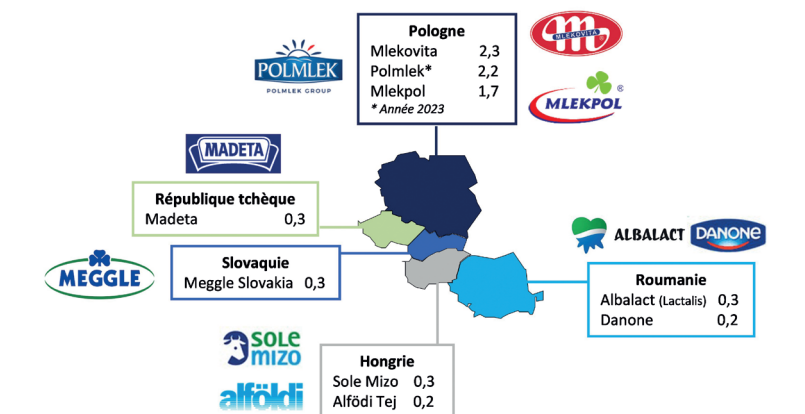
**AU PORTUGAL**, **Lactalis** acquiert le fromager Queijos Tavares.

**EN SERBIE**, Le fonds d'investissement **MidEuropa** cède **Imlek** à l'investisseur serbe **Andrej Jovanovic**.

## ÉVÉNEMENTS 2025 EN EUROPE DE L'EST

FIG. 4 : LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'EST

Chiffre d'affaires en 2024 en milliard €



Source : CNIEL

**EN POLOGNE**, **Mlekpola** annonce un plan d'investissement de 98 M€ sur 5 ans dans la zone économique spéciale de Suwalski. En parallèle, il accroît la capacité de fabrication de fromage du site de Grajewo pour 94 M€. Moyennant un investissement de 19 M€, **Polmlek** aura la capacité d'extraire de la lactoferrine sur son site de Lidzbark Warmiski d'ici 2027.

**EN ROUMANIE**, **DN Agrar Group** construit un atelier de fabrication de poudre de lait écrémé et de conditionnement de crème pour 3,5 M€. **FrieslandCampina** cède ses activités locales au groupe hongrois **Bonafarm** pour 67 M€. **Simultan** met en service une nouvelle usine localisée à Sânandrei moyennant 25 M€.

**EN SLOVENIE**, l'entreprise italienne **Valsoia** acquiert **Kele & Kele**, fabricant de kéfir à la marque **Krepko** pour 3 M

6

# QUELLES PRÉVISIONS POUR 2026 ?

## Légère érosion de la production européenne en 2026 après le record de 2025

Après avoir rebondi en 2025, la production laitière de l'UE-27 pourrait s'éroder en 2026. Elle resterait sur sa lancée de 2025 au 1<sup>er</sup> semestre, mais serait en retrait au 2<sup>nd</sup> semestre. En effet, les cours mondiaux des commodités et les prix du lait restent sous pression et la production laitière des principaux exportateurs mondiaux de produits laitiers est prévue en hausse par l'USDA.

Avec des prix du lait moins incitatifs, la décapitalisation pourrait légèrement s'accélérer au 2<sup>nd</sup> semestre 2026 alors que les prix de la viande de réforme resteront attractifs. La géopolitique incertaine (conflits dans le Moyen-Orient, politique commerciale de l'administration Trump ou mesures anti-dumping chinoises), de même que les aléas climatiques ou sanitaires (FCO, DNC...), pourraient affecter les dynamiques.

Le léger repli de la production par rapport à une année 2025 tout de même exceptionnelle, devrait probablement se traduire par un repli de la consommation domestique comme des exportations.



### EUROPE 2026

TAB. 1 : BILAN D'APPROVISIONNEMENT ET DE FABRICATIONS DU MARCHÉ DE L'UE-27

	UE-27					
	2022	2023	2024	2025e	2026p	2026 /25
<b>Vaches laitières en décembre (millions de têtes)</b>	20,1	19,8	19,2	19,1	18,9	-1,0%
<b>Approvisionnement (millions de tonnes équivalent lait)</b>						
Production laitière	153,8	154,7	155,6	157,2	156,4	-0,5%
Collecte laitière	143,7	143,8	144,5	147,1	146,3	-0,5%
Variation de stock	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0	-
Importations	3,5	3,0	3,0	3,4	3,4	0%
Exportations	25,0	25,9	25,1	25,6	25,2	-1%
Utilisations européennes	132,4	132,0	133,4	135,0	134,6	0%
<b>Fabrications (1 000 tonnes de produits)</b>						
Fromages	9 493	9 619	9 863	9 950	10 000	+1%
Beurre	2 297	2 334	2 310	2 410	2 370	-2%
Poudres de lait	2 087	1 962	1 916	2 024	1 980	-2%
Poudre de lactosérum	2 202	2 042	2 063	2 077	2 080	0%

e : estimations  
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après CE DG Agri, Eurostat & prévisions propres

## Baisse du cheptel, érosion de la production laitière

En 2026, le **cheptel laitier de l'UE-27** devrait probablement baisser sous l'effet de l'accélération des réformes au 2<sup>nd</sup> semestre 2026. Sur l'année, le rythme de décapitalisation pourrait réaugmenter par rapport à celui de 2025, particulièrement bas dans un contexte de conjoncture porteuse. Le rythme de décapitalisation attendu en 2026 pourrait être intermédiaire entre les deux dernières années (-1,0% /2025 à 18,9 millions de vaches laitières). Les épizooties anciennes ou nouvelles (différents sérotypes de la fièvre catarrhale ovine, Dermatose Nodulaire Contagieuse, ...) continueront d'avoir des effets, mais probablement moins importants dans l'Est et le Nord de l'Europe que lors des campagnes précédentes. Des conditions climatiques défavorables à la production fourragère (observées plusieurs fois lors des dernières campagnes) pourraient accélérer le recul.

Après les hausses des dernières années, la **production laitière de l'UE-27** pourrait légèrement s'éroder en 2026 par rapport au niveau élevé de l'année 2025 et ce alors que la conjoncture laitière resterait plus compliquée sur la première partie de l'année. D'après nos estimations, la collecte laitière de l'UE-27 pourrait ainsi se replier en 2026 à un niveau intermédiaire aux deux dernières années, à 146,3 Mt de lait (de -0,5% /2025 soit -0,8 Mt).

**En France**, le cheptel laitier pourrait reculer en 2026 dans des proportions comparables à celles observées en 2025. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance. Dans le Grand Ouest, les effets de la fièvre catarrhale ovine (FCO) devraient continuer de peser sur les élevages. Par ailleurs, certains éleveurs ayant repoussé leur départ à la retraite en 2025 afin de profiter d'une conjoncture favorable, pourraient finalement cesser leur activité en 2026. Enfin, les producteurs ont également conservé leurs vaches plus longtemps, ce qui pourrait se traduire par un taux de réforme plus important. Dans ce contexte, le

cheptel national poursuivrait son érosion, avec une baisse estimée entre -2% et -2,5% sur un an. Durant l'hiver 2026, les éleveurs disposeront de fourrages de qualité et en quantité et bénéficieront toujours de concentrés accessibles grâce à des coûts d'alimentation abordables. Les effets de la FCO, qui a fortement touché l'Ouest pendant l'été 2025, pourraient perturber la collecte printanière en raison de décalages dans les vêlages. L'ampleur de cet impact reste encore difficile à apprécier. Par ailleurs, l'évolution de la situation sanitaire à partir du printemps constitue également un facteur d'incertitude. La fin d'année 2025 et le début d'année 2026 ont été marqués par un afflux important de lait, qui a contribué à saturer les marchés. Dans ce contexte, le prix du lait payé aux éleveurs a entamé un mouvement de repli, qui devrait se poursuivre au cours de l'année 2026. Malgré cela, la progression de la productivité laitière pourrait rester soutenue, portée notamment par la robotisation croissante des élevages et par des coûts alimentaires demeurant compétitifs, au moins en première partie d'année.

**En Allemagne**, d'après AML, la légère hausse constatée du cheptel laitier en 2025 n'était qu'une parenthèse. La baisse devrait reprendre en 2026, avec un recul estimé entre 1 et 2%. Malgré la diminution du nombre de vaches, la productivité laitière continue de progresser. Ainsi, la collecte de lait pourrait rester stable en 2026, voire enregistrer une légère hausse, comprise entre +0,5 et +1%. Après les records de 2025, les experts du marché s'accordent sur une baisse significative du prix du lait en 2026. L'afflux de lait sur le marché européen à la fin de l'année 2025 et au début de 2026 exerce en effet une pression à la baisse sur le prix payé aux éleveurs.

**Aux Pays-Bas**, contrairement à l'Irlande, la dérogation à la directive nitrates a pris fin le 1<sup>er</sup> janvier 2026 après le refus de la Commission européenne de la prolonger ce qui pourrait peser sur la production. Avec d'autres mesures environnementales plus contraignantes, la production de lait pourrait également subir la pression de prix des commodités déprimées. Ainsi, après avoir rebondi au 2<sup>nd</sup> semestre 2025 dans le sillage de marges plus intéressantes et de conditions climatiques clémentes, la production pourrait se replier à partir de la mi-2026 et repasser sous le seuil de 13,9 Mt, dépassé uniquement en 2016, 2017, 2020 et 2025.

**En Irlande** après le revers de 2023 lié à la météo et le bilan mitigé de 2024, l'année 2025 a été placée sous le signe du rebond de la production (+5% /2024) malgré le ralentissement de la croissance fin 2025 en lien avec la chute des cours des commodités et du prix du lait dans le pays. Alors que la fin de la dérogation à la directive nitrates a de nouveau été repoussée au 1<sup>er</sup> janvier 2029, le cheptel a rebondi à 1,49 million de vaches fin 2025 (+1% /2024). Et avec la baisse des prix qui a déjà des effets dans le pays, la collecte pourrait reculer de 1 à 2%, et repasser sous le seuil des 9 Mt de lait, niveau seulement dépassé en 2021, 2022 et 2025. L'ampleur de cette évolution dépendra de l'éventuel rebond du cours des commodités et du prix du lait, mais aussi des conditions climatiques.

Rien de neuf pour la **Pologne** laitière qui reste stimulée par un prix du lait rémunérateur et un niveau soutenu des aides de la PAC. En 2026, la croissance de la collecte devrait à nouveau reposer sur les gains de productivité pour atteindre +1 à +2%, sauf incident climatique important. En revanche, la collecte laitière pourrait être stable ou reculer dans la plupart des **autres pays d'Europe du Nord et de l'Est** malgré le 1<sup>er</sup> semestre 2026 potentiellement dynamique.

Enfin, la collecte pourrait se stabiliser ou même légèrement refluer en **Italie**, après les rebonds de 2024 et 2025, malgré une demande dynamique pour ses fromages. Dans le **reste du Sud de l'Europe**, les évolutions de collectes resteront dépendantes des aléas climatiques.

## Fromages et PGC privilégiés au détriment du beurre/poudre

Le léger repli de collecte ne devrait pas impacter les fabrications de **fromages** qui devraient augmenter légèrement en 2026 pour atteindre 10,0 millions de tonnes (+1% /2025). Les transformateurs de l'UE continueront en effet de privilégier la production de fromages en raison de marges plus élevées par rapport aux autres produits laitiers. Les exportations de fromage de l'UE devraient cependant se stabiliser en 2026, aux alentours de 1,4 Mt (= /2025). La demande intérieure soutenue conjuguée à des prix relativement élevés des fromages de l'UE destinés à l'export, notamment par rapport aux prix néozélandais et étasuniens, devrait entraîner une légère augmentation de la part de la production restant sur le marché intérieur.

Si la production de fromage devrait à nouveau être favorisée par les industriels, celles de **beurre** et **poudres** devraient reculer dans le sillage de prix des commodités en net retrait depuis la fin de l'année 2025. Après le rebond de 2025, les fabrications de beurre seraient en repli au profit notamment de la **crème**, légèrement délaissée en 2025. La baisse de production de beurre affecterait notamment les exportations (-7% /2025 à 253 000 t).

Même constat pour les fabrications de **lait écrémé en poudre** qui reculeraient après la hausse de 2025 (-3% à 1,45 Mt). Celles de **poudres grasses** baisseraient moins après la chute de 2025, à 530 000 t (-1% /2025). Ces baisses se traduiraient par le recul des exportations des deux types de poudres alors que l'offre mondiale restera soutenue en regard de la demande, notamment au 1<sup>er</sup> semestre 2026.

Dans leur ensemble, les fabrications de **produits de grande consommation** (laits conditionnés, ultra-frais et crème conditionnée) pourraient être plutôt en progression avec une demande domestique plutôt dynamique et des prix plus bas.

## Les exportations entre baisse des disponibilités et tensions géopolitiques

Le redressement des **exportations** européennes de produits laitiers observé en 2025 sera bref. Après ce rebond, les exportations tous produits laitiers confondus pourraient légèrement se replier aux alentours des 25,2 millions de tonnes équivalent lait (TEL) en 2026, dans un contexte géopolitique incertain. Après le rebond de 2025, les **importations** pourraient se stabiliser à 3,4 millions de TEL, soit 2,6% de la demande européenne. Avec une collecte en léger repli, la **consommation** de l'UE-27, tous produits laitiers confondus, atteindrait un peu plus de 134,6 millions de TEL.

Le conflit déclenché en Iran le 28 février dernier soulève de nombreuses incertitudes rendant encore plus difficile le travail de prévision. Les effets de cette guerre dépendront notamment de sa durée. En cas de prolongement, les impacts pourraient être importants en UE sur de nombreux domaines, allant des fabrications (le coût de séchage serait augmenté par la hausse des prix de l'énergie) aux exportations (déconsommation possible au Moyen-Orient, client important de l'UE), en passant par la consommation domestique en cas d'inflation généralisée à l'instar de ce qu'il s'est passé au début du conflit ukrainien.

DOSSIER ANNUEL

# BOVINS LAIT

Année 2025  
Perspectives 2026  
N° 564  
Mars 2026

# Économie de l'élevage



Retrouvez tous les dossiers « Économie de l'Élevage » sur :  
[www.idele.fr](http://www.idele.fr)



Dossier annuel -  
Caprins -  
Année 2024 Perspective 2025  
n°558 - Avril 2025



Dossier annuel -  
Ovins -  
Année 2024 Perspective 2025  
n°559 - Mai 2025



Dossier marchés mondiaux -  
Produits laitiers -  
Année 2024 Perspective 2025  
n°560 - Juin 2025



Dossier marchés mondiaux -  
Viande bovine -  
Année 2024 Perspective 2025  
n°561 - Juin 2025



Dossier - Bovins viande -  
Allemagne  
n°562 - Novembre 2025



Dossier annuel -  
Bovins viande  
n°563 - Janvier 2026

Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Institut de l'Élevage

Mise en page et iconographie : Corinne MAIGRET et Jenny LEFEUVRE (Institut de l'Élevage)

Crédits photos : Couverture © KD\_65 /STOCKADOBÉ - P2 ©A.ROCHE/A.BERTIN/CNIEL - P3 ©M.GELE, ©C.A/WIRESTOCK, ©PAULOMGODOY/ADOBESOCK - P17 ©Lye\_Fotolia - P18 ©Coutausse/CNIEL - P19 ©L.Page/CNIEL - P20,P21 ©M.Laurent/IDELE -P22 ©C.Maigret/IDELE - P23, P2 ©D.Faradji/IDELE - P32 ©S.Fraisse/CNIEL - P34 ©DR IDELE - P36 ©Milet Germain Earl de l'Isle

Imprimé à L'Artésienne - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0026501003

Version numérique téléchargeable gratuitement sur [www.idele.fr](http://www.idele.fr)

Confédération  
Nationale de l'Élevage  
**CNE**